

Jean Guichard

Histoire de l'Unité italienne



Monique Despréaux
Italie 2011

Ce texte avait été publié en juin 2011 (2e édition) par les
Éditions de l'INIS
7, rue Édouard Herriot
38300 Bourgoin-Jallieu
Tél. : 04 74 93 41 28

Édition revue, corrigée et augmentée en septembre 2019

Unité italienne d'hier et unité européenne d'aujourd'hui

Les Français ont souvent tendance à considérer l'Italie comme une petite soeur, moins évoluée puisqu'elle n'a jamais réalisé une révolution analogue à la nôtre. Et pourtant, à y regarder de plus près, on peut se demander si, au contraire, l'Italie n'a pas anticipé beaucoup de moments de notre histoire. On l'avait bien compris dans les années '70 et '80 en suivant l'histoire du parti communiste italien qui a su, bien avant le nôtre, penser son évolution et par rapport à l'Italie et par rapport à ses relations avec l'URSS (le texte de **Togliatti** sur le « polycentrisme » est de 1956 ...). Peut-être pourrait-on faire la même remarque en étudiant l'histoire de l'unité (récente) de la nation italienne. **Antonio Gramsci** en avait fait l'hypothèse en 1932, du fond de sa prison fasciste :

« L'histoire contemporaine offre un modèle pour comprendre le passé italien : il existe aujourd'hui une conscience culturelle européenne et il existe une série de manifestations d'intellectuels et d'hommes politiques qui soutiennent la nécessité d'une union européenne ; on peut même dire que le processus historique tend à cette union et qu'il existe beaucoup de forces matérielles qui ne pourront se développer que dans cette union ; si dans x années cette union est réalisée, le mot « nationalisme » aura la même valeur archéologique que l'actuel « municipalisme » (pour l'Italie) ». (Antonio Gramsci, *Il Risorgimento*, Einaudi, 1953, p. 46 ; *Quaderno 9 (XIV)*, 1932).

Mais bien avant lui, **Giuseppe Garibaldi** le disait déjà :

« Supposons que l'Europe pourrait former un seul État (...). Et l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Hongrie, la Belgique, la Suisse, la Grèce, la Roumanie viendront elles aussi, et pour ainsi dire instinctivement se regrouper autour d'elles (de la France et de l'Angleterre). En somme toutes les nationalités divisées et opprimées ; les races slaves, celtiques, germaniques, scandinaves, la gigantesque Russie comprise, ne voudront pas rester hors de cette régénération politique à laquelle appelle le génie du siècle », et dont l'unification italienne était la première et principale confirmation (G. Garibaldi, *Scritti e discorsi politici e militari I, 1868-1861*, Bologna, 1934, pp. 338-342).

Le texte est d'octobre 1860 ! Et dès sa naissance en 1861, ce Royaume d'Italie offrit à l'Europe, longtemps avant la France, le modèle d'un État laïque, libéré de l'emprise idéologique de l'Église catholique romaine, du moins dans sa classe dominante. **Victor Hugo** faisait le même rêve en 1849.

Mais dès l'origine, l'Italie a connu une dialectique entre la forme « impériale » étendue à toute l'Europe et la forme « nationale » limitée à l'Italie. Le problème existe depuis Rome avec **César**, et se poursuit avec **Charlemagne**, **Frédéric II**, **Charles-Quint** ; plus tard, **Carlo Cattaneo** aurait préféré une fédération sous un contrôle européen (autrichien) à une unité « nationale ». N'est-ce pas encore un problème que celui du fédéralisme ?

Certes, l'évolution postérieure ne fut pas simple et uniforme, et l'Italie se retrouva alliée au Reich allemand et à l'Empire japonais, en même temps qu'elle signait avec l'Église un concordat réactionnaire (1929)

encore inclus dans la constitution républicaine de 1948, bien que réformé en 1984. Et il fallut attendre presque un siècle pour que l'idée européenne commence à se réaliser. Mais peut-être bien qu'une réflexion sur l'unité italienne a une grande utilité pour nous aider à comprendre notre époque, ses problèmes et ses évolutions.

Nous avons donc tenté d'en rappeler l'histoire, pas seulement celle des combats des années 1859-1860, des mouvements révolutionnaires, des conspirations, certes importants et qui ont coûté du sang, celle des réflexions intellectuelles sur le « cas » italien venues de tous les pays d'Europe, mais aussi celle d'un peuple divisé dès son origine et qui n'a été souvent qu'un spectateur lointain, et parfois hostile, de la formation d'un État qui réalisait l'unité politique, mais qui conservait la division « civile » entre la classe dirigeante, aristocratique ou bourgeoise, et la classe exploitée des paysans, surtout ceux du Sud, restés sans terre, et des ouvriers, accablés par l'industrialisation et la modernisation du pays.

Il reste maintenant à unir les Italiens après avoir unifié l'Italie. Mais récemment, à plusieurs reprises, un gouvernement français voulut faire (maladroitement et parfois avec des intentions perverses) que les Français s'interrogent sur leur « identité » ! Alors, dans nos crises et nos doutes d'aujourd'hui, peut-être que cette réflexion sur l'unité de la nation italienne pourra nous être de quelque utilité, après ce cent cinquantième anniversaire de sa réalisation, alors que l'union européenne vient seulement de fêter son soixante quinzième. Les débats et conflits sur le contenu (« libéraux » contre « démocrates » et « jacobins », importance des diverses traditions, de la culture gréco-romaine aux traditions religieuses ...), sur les rapports de classes, sur les frontières de l'Europe, sur ses langues, sur sa « mondialisation », etc. s'éclaircissent souvent du retour sur le passé, les choix entre l'empire (romain,



Charles-Albert n'arrive pas à chausser la botte italienne (Le Chat, 19-11-1848)

carolingien, romain germanique ...), la « nation », l'autonomie communale, entre le latin, la langue « vulgaire » et les dialectes ... L'Italie a, aujourd'hui encore, beaucoup à nous apprendre.

Histoire de l'Unité italienne

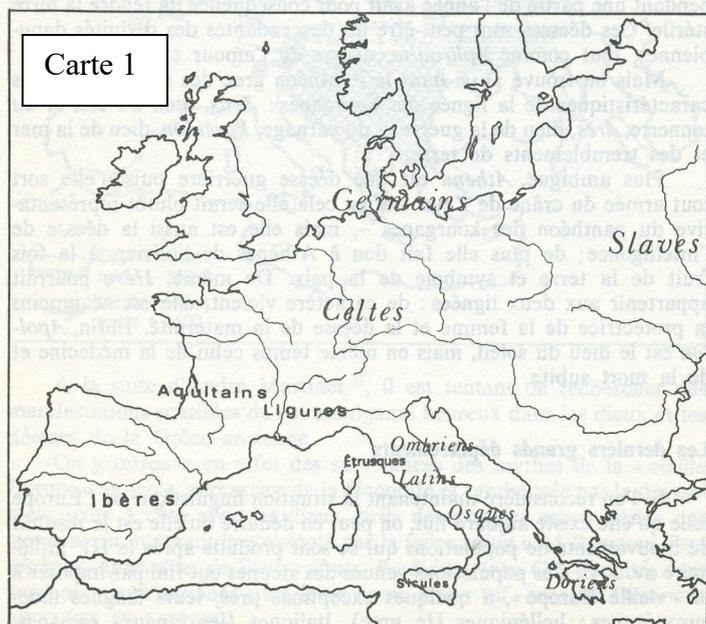
1 - La diversité originelle de la population italienne

Au commencement était... ? Comment le territoire géographique appelé aujourd'hui « Italie » a-t-il commencé à se peupler ? On n'en a pratiquement aucune trace entre l'apparition de l'homme sur la terre (quelque deux millions d'années) et le VI^e millénaire av. J.C., date à laquelle on repère les premières traces d'occupation humaine. C'est **entre le VI^e et le Ve millénaire** (le néolithique) que les hommes et les techniques commencent à se déplacer vers la péninsule, soit venus du sud par la mer, soit vers la plaine du Pô par les terres du Nord. Installés d'abord dans la plaine du Pô, alors marécageuse, et dans la *Tavoliere* des Pouilles, les hommes passent bientôt de la chasse à l'agriculture, ils domestiquent la culture du blé, commencent à travailler la céramique ; mais jusqu'à l'âge de Bronze, les communautés italiennes restèrent petites, sans jamais atteindre l'état proto-urbain qui caractérisait déjà les sociétés du Moyen-Orient, et sans jamais produire au-delà de ce que nécessitait la survivance de chaque famille ou petite communauté d'une centaine de personnes. Ce n'est qu'à l'**Âge du Bronze** (III^e millénaire av. J.C.) que l'occupation humaine prend une place centrale.

L'EUROPE LINGUISTIQUE À L'AUBE DE L'HISTOIRE

Vers la fin du II^e millénaire av. J.-C., des habitants porteurs de langues indo-européennes (*en caractères italiques sur la carte*) côtoyaient des populations d'origines diverses, dont seules quelques-unes sont indiquées (*en caractères romains*).

Les Celtes n'avaient pas encore dépassé le Rhin, et l'habitat des Germains était probablement encore situé dans le nord. Les Latins résidaient en Italie centrale, les Osques et les Ombriens commençaient leur descente le long des Apennins, tandis qu'en Grèce les Doriens avaient succédé aux Achéens, après avoir détruit leur capitale, Mycènes. Quant aux Slaves, on peut alors les localiser approximativement dans le nord-ouest de ce qui est aujourd'hui l'Ukraine²², mais leur expansion ne commencera que vers les premiers siècles de notre ère.



Qu'est-ce

qui poussa les hommes à remonter d'Afrique vers la Méditerranée et à affronter les risques de la navigation pour coloniser l'Europe ?

On ne peut que l'imaginer : désir de connaître ce qu'il y avait « plus loin », ou peut-être aussi le début d'une grande sécheresse à partir du VI^e millénaire, qui les conduit à monter vers le Nord. En tout cas, l'Italie fut dès le début une terre « humanisée », colonisée par des peuples venus d'ailleurs et qui s'installèrent peu à peu dans chaque territoire. Plus tard, à partir du II^e millénaire, d'autres peuples, venus d'Orient, arrivèrent, porteurs de langues nouvelles qui se substituèrent à celles qui furent parlées à l'origine. En Italie, ces peuples venus du Nord et de l'Est furent d'abord les **Villanoviens** qui s'installent dans la région de Bologne au début de l'âge du Fer, avant de descendre vers le Sud, où ils constituent les peuples appelés les **Osques** et les **Ombriens** ; puis vinrent les **Celtes** qui essaient vers le nord de l'Italie. Trois peuples antérieurs, les **Ligures** (considérés comme la plus ancienne population de l'Occident par **Hésiode** (VIII^e s. av.J.C.) et **Strabon** (63

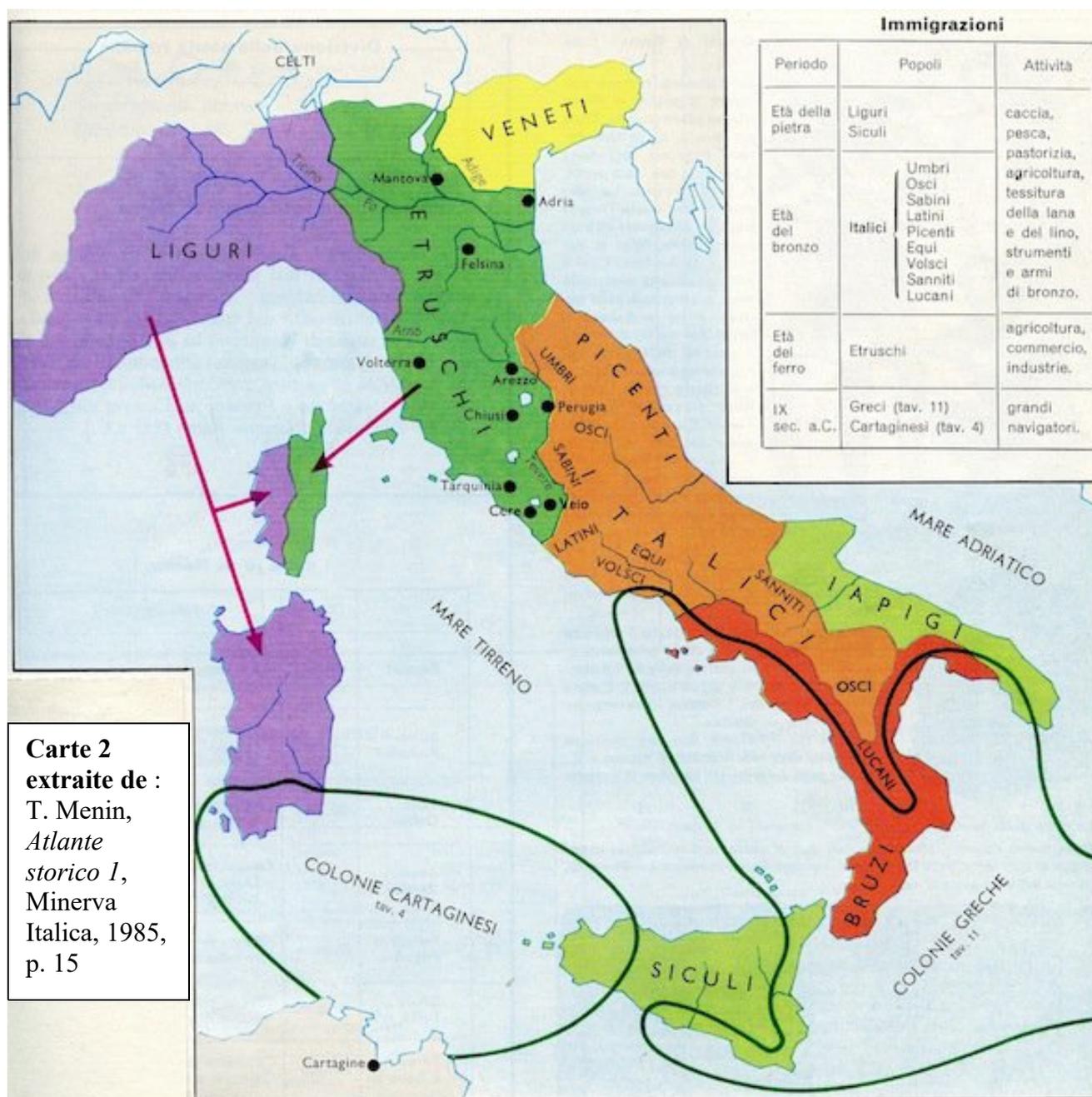
av.J.C.-23 apr.J.C.) dans sa *Géographie VII, 3, 7*, et comme primitifs, sauvages, mais honnêtes et non hiérarchisés en classes parce que civilisation agricole et pastorale. La chefferie et la guerre n'apparaissent qu'à partir d'un certain développement de l'agriculture et de la sédentarisation). Les **Étrusques** au centre et les **Sicules**, dont **Thucydide** fait des **Ibères**, en Sicile (où se trouvaient aussi les **Sicanes** et les **Elymes**, résultat d'une fusion entre les Sicanes et une partie des Troyens échappés aux Grecs), furent peu à peu conquis (avec difficulté pour les Ligures) par les Romains, et leurs langues, qui n'étaient pas d'origine « indo-européenne » (**Voir notre dossier sur l'Histoire de la langue italienne**) furent assimilées par le latin et disparurent. Il faudrait y ajouter les peuples qui occupaient la Sardaigne, colonisée au néolithique par des peuples venus d'Afrique, du Moyen-Orient, ou de Ligurie (Voir notre

Dossier sur la Sardaigne, 1^{ère} partie, et pour la Sicile, **Thucydide**, *Guerre du Péloponnèse*, VI, 1-6, Pléiade, 1964 : Hérodote et Thucydide, *Oeuvres complètes*, p. 1106 sq.).

La carte 2 ci-dessous donne une idée de l'Italie avant la fondation de Rome, où les latins ne sont qu'un petit peuple parmi d'autres, d'origine et de culture différentes : les Ligures au nord et les Sicules au sud, de l'âge de Pierre, à l'Est les **Vénètes** (dont la légende veut qu'ils soient les descendants des Enètes, alliés des Troyens ayant fui de Troie après leur défaite, sous la conduite d'**Anténor**, dont on montre la tombe à Padoue), tandis que d'autres s'établissaient par voie de terre en Bretagne (les Vénètes de Vannes). Au centre, venus à l'Âge du Bronze, les **Picéniens**, les **Ombriens**, les **Osques**, les **Sabins**, les **Latins**, les **Volsques**, les **Éques** ; au sud, à la même époque, les **Samnites**, les **Iapyges** (en Iapygie = l'Apulie romaine, la Pouille), les **Lucaniens**, les **Bruces** (l'ancien *Bruttium* = l'actuelle Calabre). Au nord et au centre, venus à l'Âge du Fer, les **Étrusques**, qui furent les premiers à fonder des villes. À partir du IX^e siècle av. J.C., les **Grecs** et les **Carthaginois** commencent à fonder des colonies sur les côtes du sud et du centre.

Selon la tradition, largement confirmée maintenant par les fouilles archéologiques, Rome aurait été fondée en 753 av. J.C. (**Voir notre dossier sur l'Histoire de Rome**).

Dans le Nord, on aura plus tard, vers les IV^e et III^e siècles les peuples gaulois (peuples celtiques immigrés) représentés sur la carte 3 (Voir ci-dessous) : les **Insubres** (en Lombardie ; leur capitale était *Mediolanum* = Milan), les **Cénomans**, les **Gaulois Boïens** (= les « terribles » ou les « fermiers », alliés



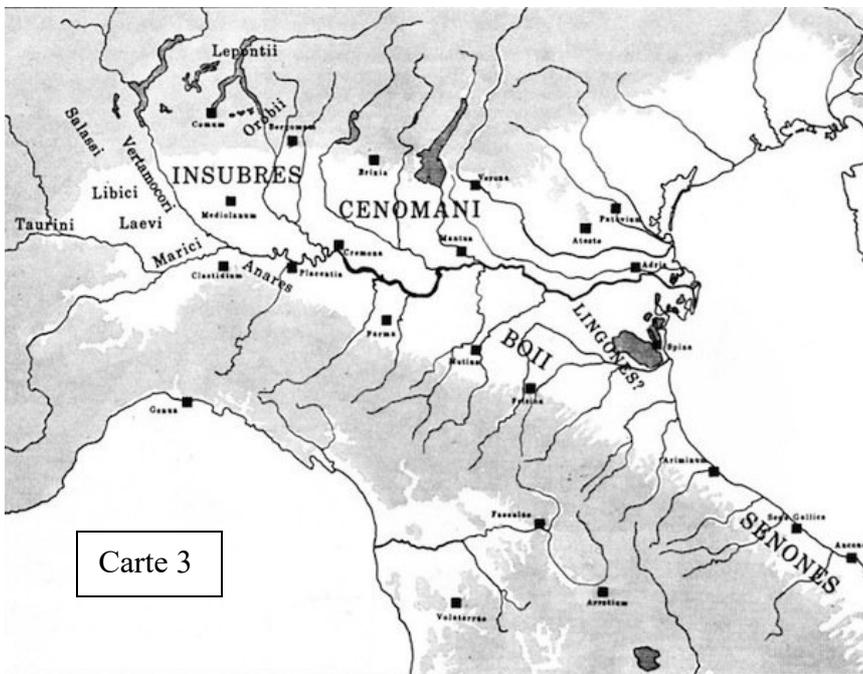
des Insubres contre les Romains) Cf. : la « Bohême », **Lingons** et **Senons**, et des peuples moins importants, comme les « **Taurini** » (qui donneront leur nom à Turin), les **Lépointes**, etc. (1).

Ce sont donc les Romains qui unifieront peu à peu le pays, conquérant le Latium entre 494 et 300 av. J.C., puis dominant les **Samnites** entre 343 et 290 av. J.C., menant ensuite les guerres puniques contre les **Carthaginois** à partir de 264 av. J.C. jusqu'à la victoire de **Scipion l'Africain** sur **Hannibal** à Zama en 202 av. J.C. et finalement la destruction de Carthage en 146 av. J.C. (« *Delenda est Carthago ...* »). À la fin des guerres puniques, Rome est maîtresse de toute l'Italie, d'une partie de la Gaule, de l'Espagne, de l'Illyrie, de la Macédoine, et d'une partie de l'Afrique et de la Turquie. **Jules César** (100-44 av. J.C.) achèvera la conquête de la Gaule. C'est avec **Octave Auguste** (29 av.J.C.- 14 après J.C.) que l'Empire atteint le Danube ; après lui, ne s'ajouteront que la Cappadoce, la Mauritanie et toute l'Afrique du Nord, l'Égypte, l'Arménie, l'Assyrie et la Mésopotamie. L'Empire atteint son maximum sous **Trajan** (98-117 apr. J.C.). Mais l'histoire de Rome sera celle d'une guerre presque permanente.

Il faut insister sur la **diversité des peuples** qui occupent le territoire italien avant la conquête de Rome. Même les Latins ne doivent pas être confondus avec Rome, et à l'origine, ils forment, selon la liste transmise par **Plin l'Ancien** (*Naturalis Historia* III, 7, 43sq, Pléiade, 2013, pp. 150sq.), un ensemble de 30 peuples antérieurs à la fondation de Rome, et Rome ne conquerra le Latium et ne dominera les peuples

du Latium qu'en 338 av. J.C. (2) : Falisques, Eques, etc. (Voir la carte 4 ci-dessous).

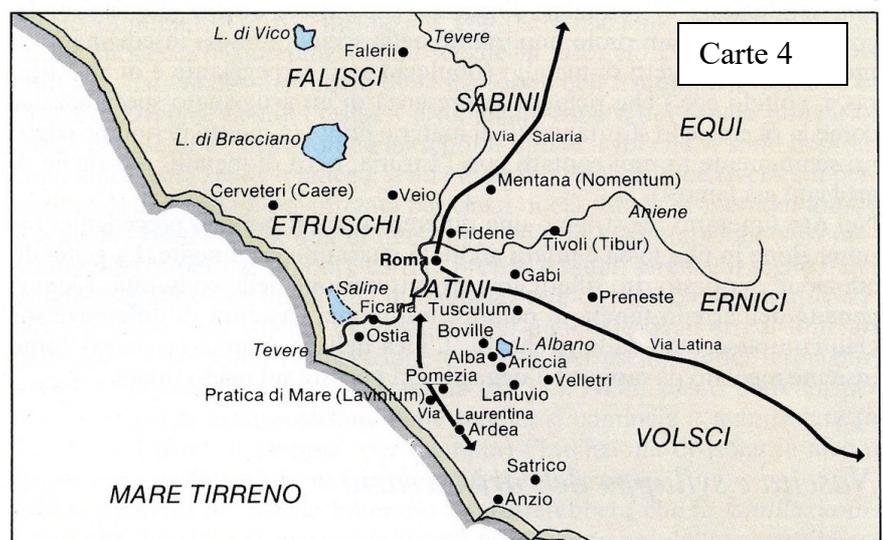
Chaque peuple avait son mode de vie, sa culture matérielle, ses rites religieux, ses divinités, ses rapports entre hommes et femmes, entre classes sociales, ses façons de construire la maison, son type de temples, etc. Il est certain que la Grèce jouera un rôle culturel et religieux fondamental dans l'évolution de la culture des peuples anciens et de la Rome républicaine et impériale, mais chaque région eut sa manière d'assimiler la culture grecque. **Denys d'Halicarnasse** (vers 60 av.J.C. – an 0) ira même jusqu'à démontrer que Rome avait



Carte 3

en réalité des origines grecques, puisque les premiers habitants de l'Italie, avant **Romulus**, étaient des immigrés grecs ; donc, en conquérant la Grèce vers 168 av. J.C., les Romains n'ont fait que retourner chez eux : les Romains ne sont donc pas pour les Grecs des « Barbares » et les Grecs n'ont pas été vaincus par les Romains puisqu'ils ont été partie prenante dès le début de l'aventure de Rome !

Mais quelle est donc la nature de l'unification de l'Italie par l'empire romain ?



Carte 4

2 – La première unification de l'Italie par l'empire romain

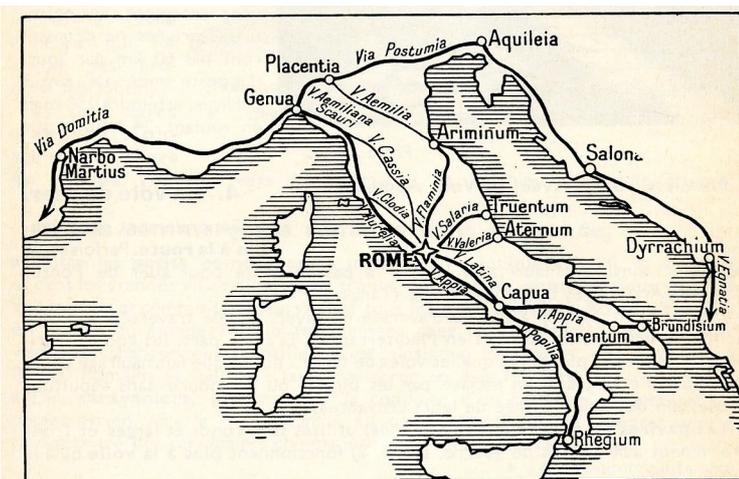
Il est vrai que Rome a unifié pas seulement l'Italie, mais l'Europe entière, incluant même l'Afrique du Nord et une partie du Moyen-Orient, dont la Turquie.

Rome nous lègue d'abord le **concept d'empire**, d'une organisation supranationale qui garantisse l'ordre des choses, ce concept qui inspirera par la suite quelques grands politiques, de **Charlemagne** à **Frédéric II**, à **Charles-Quint** et à **Napoléon**, jusqu'à ... l'Europe d'aujourd'hui, une organisation qui garantisse la paix dans le monde, même si c'est encore une utopie ! Et puis, les Romains avaient « *les pieds dans la boue* », c'étaient des paysans, proches de la terre, et, comme dit **Jacques Gaillard**, « *Il sera question ici d'une culture dans laquelle une idée commence à exister vraiment quand elle devient une chose : voilà une attitude qu'on ne saurait confondre totalement avec un pragmatisme naïf, pour autant que cet « empire des choses » implique une méditation sur le monde, sur les valeurs, sur le pouvoir dont les effets, nous l'avons évoqué, se font encore sentir* ». (3) La « *république* » est une *res publica*, une chose, *res* ; les exploits des héros de l'histoire sont des choses, *res gestae*, et Lucrèce parle de *natura rerum*...

L'Empire s'unifie par une **citoyenneté** commune, qui s'étend peu à peu à l'ensemble de la population. Vers la fin de la République, la citoyenneté municipale de Rome se transforme en citoyenneté d'État pour toute l'Italie, par le biais d'un service militaire commun. L'Italie eut ce privilège au départ, mais il s'étendit vite, et en 212, **Caracalla** (188-211-217) promulgua que tous les membres de toutes les communautés de l'Empire nés libres deviendraient citoyens romains ; c'est la déclaration d'une **égalité** pour tous les membres de l'Empire qui ne forment plus qu'une seule nation et n'ont plus qu'une seule nationalité.

Tous ces citoyens sont soumis à la même loi : c'est par le **droit** que Rome unifie l'Empire : « *Ce droit, simple et universel, ainsi établi par les préteurs, fut alors associé à la notion de loi naturelle. Il est fort possible que les juristes romains se soient rendu compte du caractère « naturel » du jus gentium (le droit des peuples) bien avant d'avoir été pénétrés de philosophie stoïque : il est certain que, à mesure que le concept stoïque de loi naturelle universelle leur devenait accessible, ils en vinrent à considérer le jus gentium presque comme l'équivalent de ce concept ; et bien qu'il ne fût jamais complètement et universellement assimilé à la loi naturelle, il fut néanmoins considéré comme l'expression concrète de cette loi dans une société humaine donnée, expression moins parfaite, puisqu'elle niait l'égalité et qu'elle admettait l'esclavage, mais plus pratique, puisqu'elle était effectivement rédigée et appliquée dans les cours de justice* » (4).

Enfin cette égalité était gérée par un **gouvernement** commun, d'abord le Sénat et



« Tous les chemins mènent à Rome. »

Principales voies

a) Réseau italien.

Rome est tête de ligne (sauf pour les Voies Aemilia et Postumia).

| | |
|---------------------------|--|
| Via Salaria | → Sabine et Adriatique (route du sel) |
| Via Latina | → Italie du Sud |
| VIA APPIA (312 av. J.-C.) | → Italie du Sud (495 km) |
| Via Clodia | → Mer Tyrrhénienne (face au Cap Corse) |
| VIA AURELIA (241) | → Ligurie, par la côte (220 km) |
| Via Cassia | → Étrurie |
| Via Valeria | → Italie centrale, par Tibur |
| VIA FLAMINIA (220) | → Ombrie (314 km) |
| Via Postumia | → Gênes → Aquilée |
| VIA AEMILIA (187) | Rimini → Plaisance (249 km) |

b) Réseaux provinciaux.

| | |
|----------------------------------|---|
| VIA EGNATIA (II ^e s.) | De Durazzo (Dyrrachium) à Byzance |
| VIA DOMITIA (121) | D'Italie en Espagne, par la Gaule Narbonnaise |

le Peuple (SPQR = le Sénat et le Peuple Romain), puis l'empereur, théoriquement avec le Sénat, par respect formel des traditions républicaines, même si le rôle du Sénat s'effaça à mesure que l'empereur exerça un pouvoir absolu et fut divinisé. L'appartenance à cet État et la soumission à ce gouvernement implique le respect d'une **religion** et de ses rites, religion qui a d'abord pour rôle d'assurer l'unité, d'être le ciment de cet État. C'est une religion d'État. Et l'évolution de la République vers l'Empire, avec le

phénomène de la divinisation de l'empereur, entraîna bientôt la substitution de la religion romaine traditionnelle, d'abord par la pratique du culte de Mithra (le culte d'un dieu soleil, *Sol Invictus* représenté par l'empereur et dont la fête était le 25 décembre, jour du solstice d'hiver) sous **Aurélien** (214-270-275), ensuite par le christianisme qui devient, après **Constantin** (272-306-337), d'abord autorisé en 312, puis finalement, à partir de 381, religion d'État, seule autorisée. « *Vers la fin du IIIe siècle, le culte de l'empereur avait disparu ; l'empire s'acheminait vers une conception nouvelle où l'unité politique ne se confondrait plus avec une forme de religion politique, mais où la communauté de religion créerait, ou, en tout cas, maintiendrait l'unité politique. Si cette base devait servir à l'unification de l'empire, le christianisme, considérant l'attraction qu'il exerçait sur les Gentils, et sa vision d'une église oecuménique, était prêt à constituer cette base. Il s'offrait comme religion universelle pour renforcer, au nom de l'unité religieuse, un empire condamné à l'effondrement s'il cherchait à subsister sur une base d'unité politique. Les empereurs acceptèrent l'offre. Ils devinrent les puissants envoyés de Dieu, chargés de conduire les affaires temporelles dans un Empire nouveau dorénavant considéré comme une société chrétienne. Ils ne se rendaient pas compte – et l'Église non plus – que, tandis que la société chrétienne jetait les fondements de son modèle de vie, un nouvel empereur, un ecclésiastique cette fois, se manifesterait en la personne du pape et qu'il s'ensuivrait un nouveau conflit entre l'Église et l'État, au cours duquel les empereurs séculiers ou les rois allaient chercher à revendiquer une sphère politique indépendante en s'opposant aux revendications d'une théocratie. Les conséquences étaient encore à venir* » (5).

Ce qui contribua ensuite à unifier l'Italie et tout l'Empire, ce fut l'extraordinaire **réseau de communication** que construisirent les Romains (cf. carte page précédente) ; c'est par ce réseau de voies de communication que se diffusa une civilisation cohérente, et plus tard, une religion venue d'Orient, le Christianisme. C'est par ces routes que le commerce, qui était libre, s'« européenisa » d'un bout à l'autre de l'Empire. C'est par elles que pouvaient se déplacer les armées. Ces routes n'ont guère varié par la suite, et on constate qu'en Italie, le réseau ferroviaire contemporain suit presque toujours le tracé des



anciennes voies romaines. Et la vitesse de circulation n'augmenta guère de l'époque romaine à l'invention de la voiture et de l'avion (6).

Il faudrait ajouter **l'architecture et l'urbanisme**. Dans tous les pays qu'ils conquièrent, les Romains imposent un type de centre ville, autour d'un Forum avec son Temple de Jupiter, où se croisent ses deux voies principales, le *decumanus* (est-ouest) et le *cardo* (nord-sud). Et combien de monuments postérieurs vont imiter

Les langues préromaines en Italie

le modèle du Panthéon romain, de Turin à Washington !

Enfin, un des facteurs d'unification fut évidemment la **langue**. Les peuples qui avaient occupé l'Italie parlaient une grande diversité de langues, dont on dit longtemps qu'elles furent d'origine « indo-européenne » (mais voir sur ce point notre dossier sur *l'Histoire de la langue italienne*) ; le latin n'était que l'une parmi celles-ci, langue d'une petite peuplade de paysans et de bergers, dont elle reflète les activités et les centres d'intérêt (7). Sous de nombreux noms latins, on

retrouve la vie de la campagne, même lorsqu'ils ont fini par désigner des activités intellectuelles (le mot « *liber* », le livre, est d'abord le tissu végétal qui se trouve entre le bois et l'écorce de l'arbre). La numération latine est une invention de bergers qui comptent leurs chèvres ou leurs moutons en traçant des barres sur un morceau de bois, et qui utilisent pour cela les barres assorties de quelques lettres grecques (I, II, III, IIII L, C, D ...). À partir du IIe siècle apr. J.C., les Latins ont conquis le monde connu et le latin va régner sur tout l'Empire, dont il constitue donc un élément d'unification. Par la suite, le latin, loin de devenir une langue « morte » lorsqu'il cessa d'être la langue parlée populaire, resta la langue de

communication dans toutes les disciplines intellectuelles ; le latin savant est la langue de l'ère chrétienne, le Vatican publie encore un dictionnaire latin (*Lexicon recentis latinitatis*) des mots de la langue moderne ! (8). Et le latin resta jusqu'au XVIIIe siècle la langue des savants : **Newton** (1643-1727) publie ses *Principia* en latin en 1688, et au XVIIIe s., **Linné** (1707-1778) écrit en latin ses ouvrages sur la botanique, qui ont donné aux plantes leur nom savant, latin.

Voilà donc quelques aspects de l'unification de l'Italie (et de l'Europe) qui est le résultat de l'occupation par les Latins à partir du IIIe siècle av.J.C. Mais pour bien évaluer la profondeur de cette unification, il faut tenir compte de plusieurs aspects de l'Empire : la place des villes dans son organisation, le rôle de la richesse dans la définition du « *civis* », du citoyen romain, le mode d'intégration des populations conquises.

Il faut d'abord noter que la civilisation romaine, née de la terre et d'un peuple de paysans, sera essentiellement une **civilisation urbaine** : « *Les villes représentaient le fondement même administratif sur lequel se basait la construction impériale, non seulement en tant qu'elles réglèrent la vie collective au niveau local, en fournissant une série de « services » – pour la juridiction, du moins celle de plus bas niveau, exercée par les magistrats municipaux, au maintien de l'ordre public à travers la constitution de corps de police, à l'approvisionnement alimentaire, à la construction et à l'entretien des édifices publics – ; mais surtout en tant qu'elles constituaient l'anneau de liaison nécessaire entre la base productive de l'Empire et sa superstructure politique et militaire. Cela explique l'intérêt dominant que la même autorité impériale montrait pour un aspect décisif de l'organisation des villes, l'aspect financier* » (9).



Rome, Arc d'Auguste, Tellus (la Terre) ou l'Italie dans la Paix.

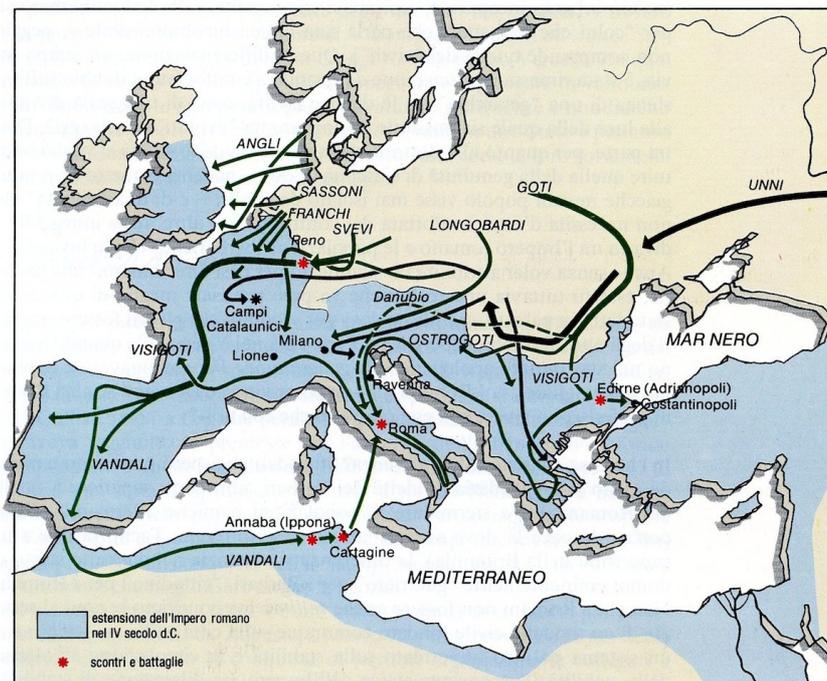
C'est dans les villes que réside la bureaucratie romaine de chaque province, c'est là que l'on prélève le fisc impérial, c'est là que se trouve l'armée qui assure la défense de l'Empire, etc. L'Italie comptait, sous Auguste, plus de 400 villes, elle en aura un millier à la fin de l'Empire.

Un deuxième aspect de l'unification romaine est sa **hiérarchisation sociale**. Comme disait **Cicéron** (106-43 av.J.C.), « *Ce fut par les suffrages des riches, non par ceux du peuple que tout se décida* ». « *Victoire à la richesse* », s'écriait **Juvénal** (45 ?-128). Certes, à la différence de la Grèce, Rome sut accorder le droit de cité à un maximum de personnes dans tout l'Empire et faire en sorte qu'un nombre toujours plus grand d'esclaves soit libéré et obtienne le statut d'affranchis (« *libertus* »). Mais cela n'empêcha pas qu'il y eût dès la République des privilégiés et des non-privilégiés, même à l'intérieur des citoyens : des « *patriciens* » et des « *plébéiens* » ; entre autres, les paysans ne participent pas à la vie politique ; et les luttes de classes seront rudes dans toute l'histoire de Rome, entre patriciens et plébéiens, ou entre esclaves et citoyens libres (le cas de **Spartacus** (111-71 av.J.C.) est le plus connu mais loin d'être le seul). Les ordres hiérarchiques instaurés par **Auguste** ne feront qu'accentuer ces différences de classes, de droits et de culture : la culture gréco-romaine n'est possédée que par les élites.

Enfin, un troisième aspect de l'unification est important, le **caractère ouvert et libéral de l'occupation romaine**. Le mode d'intégration et de diffusion de la culture fut tel que chaque peuple, y-compris en Italie, eut la possibilité de conserver sa culture, son mode de vie (dans la limite des lois de la République puis de l'Empire), sa langue, et donc son identité ethnique. Même vis-à-vis des religions, Rome eut une très grande tolérance, sauf envers les disciples de **Moïse** et de **Jésus** qui refusaient d'honorer l'empereur, dont le culte devint sous l'Empire un élément important de romanisation. Mais en-dehors de ce culte, les Romains pratiquaient un polythéisme qui acceptait sans problèmes l'intégration de cultes étrangers, dont certains, comme celui de Mithra ou d'Isis, devinrent très importants, en particulier chez les soldats de la Légion. Lorsque le christianisme imposa la croyance en un dieu unique, la multiplication des cultes de saints fut un prolongement du culte de plusieurs dieux de la religion romaine.

Ainsi, **Auguste** a bien pu faire représenter sur une face de son Arc (l'« *Ara pacis* » de Rome. Cf. image précédente) la Terre, ou l'Italie, comme unifiée dans la Paix. Il est vrai que Rome a une première fois unifié l'Italie, comme elle a une première fois unifié la plus grande partie de l'Europe. Mais, sous la cohérence administrative, politique et culturelle qui a été instaurée, la diversité primitive n'a pas disparu, et, des Celtes aux Sicules, les peuples ont continué à vivre dans leurs différences ethniques, culturelles et linguistiques, que les régions romaines, plus ou moins reprises par les régions de l'Italie contemporaine, ont relativement exprimées.

L'évolution des langues est caractéristique : tous les peuples conquis ont peu à peu abandonné leur langue pour parler latin, et il reste peu de traces des langues celtes, ligures, ombriennes, étrusques, etc., sinon parfois dans la toponymie, les noms de villes et de lieux (de culte ou autres). Ce qui fut le dialecte d'une petite cité d'Italie centrale, le latin, est devenu la langue commune d'un Empire immense. Pourtant, la langue qui a été parlée par tous ces peuples n'a pas été le latin littéraire qu'écrivaient les grands auteurs, mais un latin parlé, employé dans la vie quotidienne, même par les gens instruits ; ou plutôt **des latins parlés**, car la langue que parlait un homme raffiné n'était pas celle que parlait la foule des illettrés, et le latin que l'on parlait en Lombardie n'était sans doute pas celui que l'on parlait dans les Pouilles ou en Toscane. « *Dans les dernières étapes de son évolution, le latin vulgaire de l'Europe était la langue non des Romains, mais de tous les Germains, Celtes, Ibères, tous romanisés, ainsi que celle d'autres races dont les assez proches ancêtres avaient appris le latin (souvent bien imparfaitement sans doute) oralement avec leurs voisins, et l'avaient transmis à leurs enfants, mêlé d'éléments étrangers issus de leur langue d'origine. Et au cours des générations, ce latin fut soumis à de nouvelles influences, provenant des langues parlées par les envahisseurs barbares et les populations non encore romanisées des territoires romains* » (10).



Nous parlerons ailleurs de l'évolution de la langue italienne et des dialectes régionaux. Remarquons simplement encore un fait : le latin savant s'est conservé vivant du fait de la conversion de l'Empire romain au christianisme à partir du IV^e siècle. Religion du livre, le christianisme a été à la source d'une nouvelle littérature latine ; à un moment où la littérature païenne n'avait presque plus d'inspiration propre, le clergé chrétien, bientôt intégré à la classe dominante,

Lignes directrices des « invasions » barbares.
Extrait de *Storia d'Italia*, Bompiani, op. cit., Vol. II, p. 339.

devint le cœur de la classe cultivée qui continuait à parler et à

écrire le latin, alors que la masse populaire des fidèles parlait un latin qui évoluait vers les langues « vulgaires » de l'Occident. Il faudra attendre le XX^e siècle pour que les langues vulgaires soient reconnues dans l'usage liturgique.

3 - Des invasions barbares aux Carolingiens

Comme on le voit sur la carte (Cf. ci-dessus), les « invasions » « barbares » furent multiples et complexes. Mais de quoi s'agit-il, et que changent-elles ? Comment un empire aussi étendu et puissant que l'empire romain a-t-il pu être ainsi envahi et détruit en si peu de temps ? C'est une des grandes questions de l'histoire, celle de la chute des grands empires, de l'Antiquité à aujourd'hui. Et nous nous le posons par rapport à notre propre civilisation : n'en sommes-nous pas à une sorte de fin d'empire,

attaqués que nous sommes par nos anciennes colonies ou par des civilisations lointaines et étrangères, la Chine, l'Inde, etc. ?

Il ne sera pas suffisant de recourir aux interprétations théologiques de l'époque qui interprétèrent la « chute » de l'empire comme une « punition » voulue par Dieu pour la « corruption » du système, ou comme prélude à l'arrivée d'un Antéchrist et avec lui de l'Apocalypse. Cela n'explique rien. Pas plus que l'appellation de « *barbares* » (à la lettre, c'étaient « ceux qui balbutiaient », qui parlaient une langue incompréhensible ou qui ne comprenaient pas celle des gens « civilisés ») : on y met souvent une

signification « morale », de supériorité, de distinction entre « évolués » et « sauvages », qui n'a non plus aucun sens historique.

Qui étaient donc les « barbares » ? Notons d'abord que la différence de conception de l'homme était l'expression de leur réalité sociale : les « barbares » étaient cruels, certes, mais pas plus que les Romains, ils concevaient simplement l'homme comme un « *guerrier* », alors que les Romains le concevaient comme un « *citoyen* » qui ne faisait la guerre que pour défendre un modèle civil fondé sur la ville, sur la *res publica* comme système de stabilité et de circulation à l'intérieur de cette stabilité. La guerre pour les « barbares » était au contraire une nécessité vitale pour des sociétés nomades qui avaient besoin de conquérir de nouveaux espaces dès que les précédents devenaient inutilisables à cause de leur épuisement ou d'un changement climatique comme celui que traverse précisément cette période des « invasions ».

En fait les Romains s'étaient heurtés à ce problème dès la République : à partir du II^e siècle av. J.C., ils avaient dû combattre des peuples qui ne se reconnaissaient pas dans un État, qui ne pratiquaient pas la médiation, la discussion et qui ne connaissaient que la lutte menée



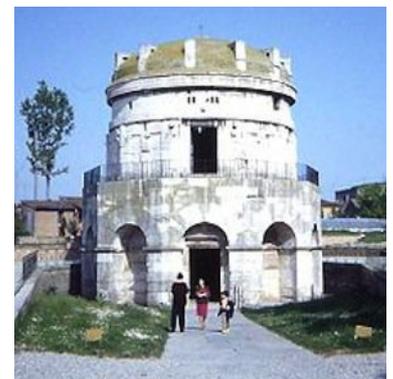
L'expansion longobarde en Italie.

On remarque quelques-uns des 35 sièges de duchés (petits cercles noirs).
Carte extraite de *Storia d'Italia*,
Bompiani, op. cit. Vol. III, p. 3.

avec férocité (= courage ?) pour leur survie. En 113 av. J.C., il fallut combattre les Cimbres et les Teutons ; et plus tard, **Jules César** comprit que la seule réponse consistait à repousser les frontières, le « *limes* », à romaniser (éventuellement en massacrant tous les habitants) leurs espaces internes, et il conquiert la Gaule (58-51 av. J.C.). Ses successeurs continuèrent dans la même ligne jusqu'au

Danube, parfois au-delà, et à l'empire des Perses (les Parthes) ; **Aurélien** mit la capitale en sécurité en construisant une nouvelle muraille de 8 mètres de haut sur 19 kms de long et renforcée de 383 tours.

Mais peu à peu, à partir de **Vespasien** (09-70-79), les Italiens répugnèrent à faire un service militaire et à entrer dans la légion, ils en furent dispensés, et y devinrent minoritaires au profit des non-citoyens « fédérés » qui étaient recrutés et qui obtenaient la citoyenneté romaine au bout de 25 ans de service. L'armée est donc de moins en moins romanisée et elle devient un organisme permanent qui amalgame les divers peuples de l'Europe. La capacité de défense des Latins fut donc considérablement affaiblie, et à la fin de l'empire, l'Italie n'avait plus d'armée de grande dimension, en même temps que les grandes villes (Milan, Naples ...) voyaient leur nombre d'habitants se réduire : Rome avait plus d'un million d'habitants sous Auguste ; au Ve siècle, elle était en partie abandonnée et peuplée d'animaux sauvages et de mauvaises herbes : la capitale avait été déplacée à Constantinople. C'est ainsi qu'une population italienne d'environ 6 à 7 millions d'habitants put être conquise et dominée par des peuples, qui



avaient parfois fait partie des « fédérés » de Rome, et qui n'étaient pas très nombreux : « *Les Wisigoths d'Alaric étaient quelques dizaines de milliers, les Huns d'Attila n'étaient pas plus nombreux, les Érules d'Odoacre étaient peut-être moins de 20.000. Plus consistante – peut-être environ 300.000 – fut l'invasion des Ostrogoths. Quant aux Longobards, on n'est pas loin de la vérité en en fixant leur nombre à environ 100.000, y-compris presque 20.000 Saxons qui suivirent la horde d'Alboin* » (11).

Plusieurs peuples, comme les **Huns** (dont une légende dit qu'ils furent arrêtés par le pape **Léon I le Grand** (vers 400-440-461) : arrivés en 452, ils repartirent en 453 après la mort d'**Attila**) ou les **Vandales**, ne firent que traverser l'Italie, firent beaucoup de ravages, mais restèrent sans véritable influence sur l'unité ou la division du pays. N'ayant aucun modèle de société à proposer, ils disparurent non seulement de l'Italie mais de l'histoire.

Les seuls peuples qui restèrent assez longtemps en Italie furent d'abord les **Goths**, qui commencèrent par attaquer les Romains, puis ils s'allièrent avec eux contre les Vandales, et leur roi **Théodoric** (454-526) domina l'Italie dont il fut roi de 493 à 526, après avoir renversé **Odoacre** (433-493), roi des Érules, qui avait détrôné le dernier empereur romain, **Romulus Augustulus** (461-après 476), en 476. Son mausolée est à Ravenne (Cf. photo ci-dessus). Les Goths furent exterminés par l'empereur byzantin **Justinien** (482-527-565) en 553 (victoire de **Narsès** près de Salerne).

L'autre peuple qui régna longtemps sur l'Italie fut celui des **Longobards**, de 568 à 774, date à laquelle ils furent vaincus par Charlemagne. D'abord hostiles au point d'éliminer ou d'exiler une grande partie de la classe dirigeante romaine, ils s'assimilèrent assez vite aux Romains, adoptèrent le catholicisme – développant le culte de l'archange saint Michel – et la langue latine (le longobard **Paul Diacre** (Paolo Diacono, 420-499) écrivit sa grande *Historia Langobardorum* en latin ; le longobard n'était pas une langue écrite). Mais ils contribuèrent à diviser le territoire en « duchés » séparés, petites seigneuries militaires réalisées hors des espaces urbains de la tradition romaine, dans les villages, en opposition à l'autorité de l'exarque byzantin fidèle à la tradition impériale. Les Longobards conquièrent Ravenne et l'Exarchat byzantin (les territoires italiens dominés par l'empire byzantin et dirigés par un représentant appelé « exarque ») en 751, et ce fut la fin définitive de cette possession impériale. Menacé par les Longobards et ne pouvant plus compter sur l'appui de l'Empire byzantin, le pape fit appel aux Francs. L'Empire fut reconstitué pour moins d'un siècle, puis c'en fut fini de l'unité italienne instituée par Rome et de la vieille couche aristocratique romaine qui avait continué à être dominante, et qui dut abandonner son pouvoir et ses terres. Cette désagrégation de l'unité italienne devait durer des siècles, jusqu'à l'unité retrouvée en 1861.

En somme les « Barbares » furent les populations limitrophes de l'Empire, souvent déjà intégrées dans les troupes auxiliaires de Rome, qui pénétrèrent dans l'Empire pour y trouver une place plus favorable, en particulier à partir de l'édit de **Caracalla** en 212 apr. J.C. qui avait reconnu des droits égaux à tous les hommes libres de l'Empire. Eux qui étaient nomades, ils s'intégrèrent dans une société urbaine plus confortable ; et les Romains avaient intérêt à cette « invasion », car les esclaves se faisaient de plus en plus rares (Rome ne faisait plus de guerres victorieuses, sources des esclaves) pour assurer les tâches autrefois accomplies par eux, mais dans une position différente, non plus sujets mais porteurs de valeurs nouvelles et accédant souvent à des fonctions importantes dans l'armée (le général **Stilicon** (360-408) était d'origine vandale) ou dans l'administration de l'Empire.



Statue de Charlemagne
avec insignes d'empereur
du Saint Empire Romain
-IXe s. Müstair, église
Saint-Jean.

Cet « accueil » de peuples autrefois marginaux et qui restèrent quantitativement minoritaires ne fit donc que confirmer l'écroulement d'un Empire déjà décomposé de l'intérieur, et son éclatement en petits espaces de pouvoir qui furent à **l'origine de la féodalité**. La venue des Francs, appelés par le Pape, ne fit que renforcer ce phénomène ; le « Saint Empire Romain » de Charlemagne ne fut qu'une forme sans rapport avec l'ancien Empire romain, et avec les successeurs de Charlemagne, les comtes, marquis et ducs, à qui on avait concédé des terres en échange de l'aide militaire à l'empereur,

réussirent à devenir relativement indépendants et à former des petits Etats en lutte pour le pouvoir. Les invasions arabes, puis normandes, la christianisation de l'Empire et la création d'un État de l'Église qui coupa l'Italie en deux, ne firent qu'accentuer le phénomène. Les guerres, les destructions, l'appauvrissement culturel, la montée en puissance de l'Église, les descentes en Italie des empereurs germaniques, firent passer l'Italie dans une vision du monde toute différente, et l'unité de la Méditerranée, le *mare nostrum*, était brisée.

4 – De Charlemagne à Napoléon, dix siècles de division.

Les Longobards n'étaient pas parvenus à réunifier l'Italie, à cause de la double présence de l'Exarchat byzantin et de l'État naissant de l'Église. Le recours du pape aux Francs fut une révolution : ceux-ci avaient éliminé du pouvoir les « rois fainéants » mérovingiens, et s'étaient fait reconnaître par le pape, substituant la consécration pontificale à la simple appartenance à une famille déterminée. Lorsque le pape **Étienne II** (715-752-757) fait appel à **Pépin le Bref** (714-751-468) pour faire pression sur **Astolphe** (? -749-756), le roi longobard, il provoque une rupture avec l'ordre constitué : « *C'est un geste qui portera au détachement de la plus grande partie de l'Italie de l'orbite du monde gréco-latin et des traditions méditerranéennes, à l'ouverture vers des horizons « barbares » nord-alpins, à l'élimination du basileus et du roi longobard du domaine italien et à leur remplacement par deux puissances de substitution, la puissance « interne » de la papauté et la puissance « externe » des Francs. Le pacte entre ces deux forces, scellé par un serment réciproque, portera à un rapprochement, non seulement territorial, mais culturel romano-germanique et à une compénétration d'influences réciproques* » (12).

Pépin obligea les Longobards à restituer les terres prises aux Byzantins et les fit remettre au pape, créant par cette fondation les bases de l'État pontifical. Après sa victoire de 774, **Charlemagne** s'intitula « *roi des Francs et roi des Longobards* », et il fit baptiser son fils **Pépin** par le **pape Adrien I** (? -772-795) et le fit oindre « *roi d'Italie* » ; il fut lui-même couronné empereur romain pour Noël 800 à Rome, se substituant ainsi au *basileus* byzantin. En somme, il renverse le transfert opéré par **Constantin** de la capitale de Rome à Constantinople de territoire et langue grecs, et opère le transfert inverse d'Orient en Occident. Le système byzantin de la monnaie en or est abandonné au profit de la monnaie en argent des Carolingiens. Les institutions longobardes sont développées et perfectionnées : les duchés longobards sont transformés en « *comtés* » occupés par des officiers nord-alpins ; les régions de frontière exposées aux agressions extérieures sont organisées en « *marches* » (*marche*) occupées par des « *marquis* » (*marshesi*). Les hommes du haut clergé devinrent une composante essentielle de l'organisation étatique : ils sont enrichis de dons de terres et de privilèges, et deviennent les représentants de l'empereur pour les hommes libres de leurs possessions, mais, à la différence des comtes, leur propriété ne devient pas héréditaire.

Beaucoup de Francs ou autres peuples conquis par les Francs vinrent s'installer en Italie pour occuper les postes dans l'administration et dans l'armée ; aux soldats était donnée en récompense une certaine quantité de terres, en échange d'un serment de fidélité qui faisait d'eux des vassaux, protégés par le prince mais obligés à un service militaire à cheval avec la fourniture des armes, du cheval et de trois mois d'entretien, ou à l'exercice d'une fonction administrative. Tout cela contribua à former un système hiérarchisé de vassalité, amorce de ce qui deviendra la féodalité. Lorsque l'empire se désintégra à la fin du IXe siècle, les familles des comtes, des marquis et des grands dignitaires s'autonomisèrent de plus en plus, aux dépens de toute perspective d'unité du territoire italien. Ce fut en particulier le moment d'une claire séparation entre le nord et le sud, divisés maintenant par les États de l'Église : après la mort du dernier Carolingien, **Charles III le Gros** (839-865-888), en 888, deux « rois » se disputèrent le pouvoir, **Bérenaire duc du Frioul** (888-891) au nord et **Guido de Spoleto** (? -889-894) au sud, et la dichotomie se poursuivra dans tout le reste de l'histoire d'Italie, sous des formes différentes.

L'acquis de la présence carolingienne fut donc surtout la formation de l'État de l'Église, l'action contre l'installation des Arabes, la réorganisation de l'armée, et la diffusion de la vassalité ; mais aussi l'incapacité à dépasser les divisions et les tendances centrifuges : à tous ces changements, la masse des peuples resta étrangère, les cultures locales, les traditions, les usages juridiques conservèrent leur

différence, et les tendances à l'autonomie s'accroissent. Quant à la **langue**, elle évolua aussi de façon diversifiée, le latin parlé se transforma différemment dans chaque région, et le résultat fut non pas « une » langue mais une grande diversité de langues, que l'on appelle habituellement des « **dialectes** », mais qui sont des langues à part entière, avec une grammaire et un lexique spécifiques, et qui devinrent plus tard les langues officielles de certains États, comme le vénitien ou le napolitain. Le toscan, qui fut à la base de la langue italienne d'aujourd'hui, n'était lui-même que l'un des « dialectes » parlés au Moyen-Âge. Dans son *De Vulgari Eloquentia* (1303), **Dante Alighieri** (1265-1321) distingue 14 groupes de dialectes italiens pour un millier de dialectes différents, et il décrit et qualifie chacun d'eux ; aucun ne répond de façon satisfaisante aux conditions nécessaires à la formation d'un « *volgare illustre* », dit-il, même pas celui de la Toscane ! Celui-ci devient pourtant plus tard la base de l'italien écrit (Voir notre dossier *Histoire de la langue italienne*).

Quelques structures de base de l'Italie héritées de cette époque

On voit donc prendre racine quelques-unes des structures qui conditionneront plus tard l'unité de l'Italie :

* **le poids de l'Église catholique romaine** : il est plus important en Italie que dans d'autres pays européens. Depuis la reconnaissance du christianisme comme religion de l'Empire au IV^e siècle et le



Abbaye bénédictine de Casamari
(Prov. de Frosinone)- XI^e siècle.

transfert de la capitale de l'Empire à Constantinople, à Rome les papes prennent la place de l'empereur, et peu à peu fondent un État temporel qui va couper l'Italie en deux parties distinctes.

Le titre de « **Pontifex Maximus** », le titre le plus élevé dans la religion de Rome antique où il fut d'abord indépendant du pouvoir politique, devint électif à partir de **Jules César**, à la fin de la République (63 av. J.C.), puis fut attribué à l'empereur de 12 à 382 apr. J.C., date à laquelle l'empereur **Gratien** (359-367-383) refusa de le porter ; il fut repris par les papes, et eux seuls à partir de 642, sur décision du pape **Théodore Ier**, pape d'origine palestinienne (642-649) qui instaura la fête de l'Assomption de la Vierge (consacrée vers 770) et prit le titre de « *Patriarche d'Occident* » abandonné seulement par **Benoît XVI** en 2006. Ambiguïté du titre : chef de la religion et titre impérial, donc chef politique !

L'Église représente donc une **double force, spirituelle et politique** qui négociera avec les autres États pour maintenir puis agrandir son pouvoir territorial et son influence idéologique. Dès le départ, la hiérarchie ecclésiastique fera en sorte que les forces politiques l'appuient dans sa lutte contre les « hérésies » et,

presque seule, Venise gardera son indépendance en refusant de laisser s'installer l'inquisition religieuse. L'église vaudoise, les « hérésies » populaires puis la réforme protestante, et par ailleurs les juifs, auront toujours une existence difficile, réprimés, ou brûlés, ou exilés ou enfermés dans des ghettos, invention italienne. Par ailleurs, les évêques faisaient partie de la structure féodale, étaient de grands seigneurs riches, puissants et respectés, éléments souvent décisifs des classes dominantes. Surtout à partir du VI^e siècle, l'Église est en ascension, tant dans les villes qu'à la campagne autour des abbayes bénédictines qui stimulent l'artisanat paysan ; dans les villes, l'organisation diocésaine accroît le rôle des évêques, auxquels **Justinien** (empereur de 527 à 565) a officiellement attribué de nouveaux pouvoirs civils, administratifs et financiers : ils organisent la production, assurent l'alimentation en blé, promeuvent et surveillent les travaux publics, distribuent les vivres et les vêtements, entretiennent les hôpitaux. Au Xe siècle, ils obtiennent la pleine propriété des routes et des ponts, et la faculté de percevoir des droits de douane et des péages, des droits de pêche et de navigation, des droits fiscaux dans les ports et les

marchés ; ils sont devenus les maîtres et les « *seigneurs* » des villes dont les intérêts coïncident avec les leurs. Ce sont souvent eux qui font construire une nouvelle cathédrale, qui renforcent ou construisent les murailles pour défendre la ville contre les invasions étrangères, fonction essentielle, et eux qui deviennent de ce fait les saints protecteurs de la ville. Et les paysans exploités par des administrateurs souvent cruels et malhonnêtes font appel à la protection des évêques. Au IXe siècle, l'Église possède environ un tiers de la péninsule italienne. On ne peut pas comprendre le fonctionnement de l'Italie contemporaine sans analyser ce poids de l'institution religieuse, à la fois dans les rapports politiques et dans la vie quotidienne des masses populaires (14).

* un des problèmes permanents de l'histoire italienne sera donc celui des **rapports entre l'Église et l'État**. Deux théories vont s'opposer dès le Moyen-Âge et continuer à courir sous d'autres formes. **Eusèbe de Césarée** (265-338) avait été formé dans un milieu arien, mais il avait été réhabilité par le concile de Nicée présidé



Abbaye de Montecassino-
Benoît de Norcia (530).



par l'empereur
Constantin

Sacra di San Michele, abbaye
bénédictine Xe siècle.

dont il avait

écrit une *Vie* et un panégyrique, le *De laudibus Costantini*. Eusèbe affirme le primat de l'empereur chrétien sur toute l'humanité ; il est le Vicaire du Christ sur la terre ; il est donc à la fois au-dessus de l'Église et au-dessus de l'État, et il utilise l'une et l'autre pour conduire les hommes vers le Christ. L'empire romain chrétien réalise le royaume du Christ sur terre par la transformation des moeurs, des institutions politiques et des législations en fonction des valeurs chrétiennes. Pour construire cette civilisation

chrétienne, il a le devoir, même par les armes, d'étendre son pouvoir sur toute l'humanité. L'Église, corps du Christ, a un rôle doctrinal et liturgique, mais sa présence dans l'histoire passe par la médiation du pouvoir politique et militaire chrétien pour vaincre Satan dans le monde. Or, l'empereur, seul

responsable du peuple, correspond au Père, tandis que l'Église correspond au Fils ; l'empereur est donc supérieur au pape, comme le Père était supérieur au Fils dans la théologie arienne. Ce modèle d'empire chrétien ayant une suprématie sur l'Église l'emportera en Orient sans solution de continuité pendant un millénaire, jusqu'à ce que les Turcs musulmans s'emparent de Constantinople en 1453. À partir de cette date, on assistera à un transfert de l'empire chrétien de la Méditerranée au nord-est de l'Europe, de Byzance à Moscou où cette tradition sera explicitement rappelée jusqu'en 1917 et dont il reste peut-être quelques traces aujourd'hui ...

À celle d'Eusèbe s'oppose la théorie du pape **Gélase I** (492-496), dans la ligne de celle d'**Ambroise**, évêque de Milan (330-397) et d'**Augustin** (354-430), évêque d'Hippone. Il expose sa conception des rapports entre l'Église et l'État dans une lettre à l'empereur de Constantinople, **Anastase I** (491-518) : l'Église a un rôle de guide de l'humanité vers le Christ dont elle est l'incarnation de la puissance, sans avoir besoin de la médiation du pouvoir politique chrétien. Ce dernier ne détient d'ailleurs que de l'Église son rôle de créateur de la civilisation chrétienne. Chacun des deux pouvoirs, spirituel et temporel, a son autonomie ; mais le primat du spirituel sur le temporel impose que le pouvoir politique soit soumis au

pouvoir ecclésiastique. En ce sens, le pouvoir spirituel peut intervenir dans toute question politique, selon les normes du droit.

Ces deux théories spéculaires, semblables et opposées, ne pouvaient qu'entrer en conflit. Elles vont bientôt opposer l'Orient et l'Occident dans une lutte toujours plus âpre. Mais elles opposent aussi l'Église à l'État dans l'empire d'Occident. Les empereurs acceptent de donner des terres à l'Église tant qu'elle respecte leur pouvoir, mais ils s'opposent à elle dès lors qu'elle veut dominer le monde et s'affirme supérieure au pouvoir politique. Au VIII^e siècle, les papes inventeront une « donation de Constantin » (15) qui leur donnerait la maîtrise de toute l'Italie, et pendant plusieurs siècles, Église et État s'affronteront pour savoir qui doit nommer les évêques, soit l'empereur parce qu'ils sont des seigneurs féodaux, soit le pape parce qu'ils sont des chefs spirituels qui le représentent.

Les conflits pour la possession de la terre seront permanents jusqu'en 1870, et jusqu'à une période récente, le poids de la banque du Vatican (l'IOR, *Istituto per le opere di religione*) sera grand dans les affaires italiennes.

Aux XIII^e et XIV^e siècles, la thèse théocratique de **Gélase** se formula de façon radicale dans la bulle *Unam Sanctam* de **Boniface VIII** (1294-1303) qui affirmait que l'Église, corps du Christ, a pour chef le Christ lui-même et non le pape, mais le Christ se manifeste dans l'histoire à travers le pape. Et du côté impérial, on affirmait que le pouvoir civil et le pouvoir ecclésiastique provenaient tous les deux directement du Christ, et qu'il y avait donc deux épées égales, ce que **Dante** soutiendra dans son *De Monarchia* ; et de plus en plus les pouvoirs civils se pensèrent comme absolus. C'était le temps où **Philippe le Bel** (1285-1314) pouvait humilier le pape **Boniface VIII** dans son palais d'Anagni, et où les papes vont devoir se réfugier à Avignon sous l'influence des rois de France. En Italie, ce sera le temps de la lutte entre guelfes et gibelins.

* Cette présence de l'Église interviendra évidemment aussi dans la structuration économique du pays. Jusqu'à **Frédéric II** (1194-1250) et à ses descendants, le pouvoir de l'Empire fut combattu mais pas contesté dans son principe, et la base de la structure impériale est le système de la **féodalité** qui s'installe peu à peu en Italie à partir de **Charlemagne**. La base de la richesse est la possession de la **terre**, et le **château** en est le symbole. Le château constitue comme une des deux « îles » qui se développent dans la campagne, centre de contrôle de la paysannerie et de refuge en cas d'invasion ennemie ; l'autre est l'**abbaye**, centre de prière et de conversion de populations encore païennes, mais aussi centre de travail (« *Prie et travaille* », disait **S.**

Ci-dessous : Château de Graines (Vallée d'Ayas)-Xe siècle.

À droite : Château d'Avio (Val d'Adige)-XII-XIII s.



Benoît, vers 480-547), de bonification des terres possédées par l'abbaye (par dons impériaux et royaux, par legs, par héritage), et centre de travail culturel, copie de manuscrits anciens, par quoi nous avons pu avoir connaissance d'une partie importante de la culture classique.

Après la récession des VII^e et VIII^e siècles, la reprise démographique et économique progressive favorise le développement des villes, en particulier grâce à l'autorité des évêques. Aux grands feudataires, détenteurs de propriétés, châteaux et droits seigneuriaux, s'opposèrent donc peu à peu les citoyens de la ville, marchands, artisans, notaires, juges ; ils furent parfois

soutenus par des révoltes populaires, animées par des moines ou des laïcs hostiles à la richesse et à la corruption du haut clergé, comme les Patarins (voir notre dossier *Brève Histoire de Milan*) ou les Vaudois (voir notre dossier *Petite histoire du Piémont*). Les évêques, à l'origine partisans de l'empereur (comme ceux de Milan), prirent peu à peu parti pour la bourgeoisie des **Communes**, en laquelle ils voient leur meilleur allié contre l'empereur durant la querelle des investitures et la lutte entre le pape et l'empereur. Paradoxalement, les évêques représentent une religion qui proclame « *Un seul Dieu, un seul peuple* », et ils soutiennent les communes libres qui seront le frein majeur à une unification de l'Italie ; mais il s'agissait de combattre le pouvoir impérial : un seul peuple mais sous la direction du pape, pas de l'empereur. À partir du Xe siècle, l'Italie du centre et du nord devient le « **pays des villes** », la « **terre des villes** » ; elles sont beaucoup plus nombreuses que dans n'importe quel pays européen, et ce sont elles qui organisent le territoire, instaurant une domination sur les campagnes qui restera une caractéristique de l'Italie, dans une belle continuité avec la réalité de l'Empire Romain.

Par contre ce développement des villes n'est pas homogène ; le Sud, sous l'influence de la domination normande, puis espagnole, restera un pays féodal, car les princes se défient d'une bourgeoisie marchande qu'ils étouffent au maximum, livrant le commerce aux marchands étrangers de Venise, Gênes, Florence, Pise, qui paient des sommes importantes au fisc et ne présentent aucune revendication sociale ou politique. Ainsi le Sud devient une sorte de terre colonisée, fournissant des matières premières et important des produits finis. C'est la grande propriété féodale, le « *latifondo* », qui y est dominante.

Selon le degré de développement des villes, leur fonction dans l'économie locale, et selon que la dominante est la féodalité ou la structure communale, se créeront donc non seulement **deux Italies**, mais **beaucoup d'Italies différentes**, ayant chacune leur langue propre.

Deux Italie, Nord et Sud ...

La différence d'évolution entre le Nord et le Sud se fixe à cette époque, renforcée par la création des États du pape qui séparent les deux territoires. Dans le centre et le nord du Royaume italique, « *les villes deviennent les protagonistes d'un nouveau régime politique et territorial. La substance « ville » prend la forme politico-juridique de la « Commune », selon la dynamique des forces locales et dans le contexte de la situation péninsulaire, avec un processus de formation institutionnelle qui est très divers dans les temps et dans les lieux mais qui présente des aspects de fond largement unitaires.*

Le phénomène communal est spécifique de l'Italie du Centre et du Nord. Les villes méridionales avaient anticipé les villes du Centre nord, à part Venise, dans les trafics méditerranéens. En position subalterne (comme les villes des Pouilles) ou sous des dynasties locales (Naples, Sorrente, Amalfi, Gaeta), elles avaient atteint un haut degré d'autonomie, en exploitant la crise générale et récurrente des domaines byzantins et des principats longobards.

Mais les villes méridionales voient étouffer tant le pouvoir des dynasties locales que le renforcement des universités ou structures communales, par l'affirmation de la monarchie féodale normande, qui les exclut du jeu politique. Cette ligne de conduite des rois normands est par la suite confirmée par les choix politiques de Frédéric II, dont le projet de renforcement du pouvoir central élimine la participation des bourgeoisies municipales au gouvernement local. Dans le Royaume méridional il n'y a qu'un processus de développement des autonomies citadines, anticipé par rapport au Centre nord et puis précocement réduit.

Même dans les siècles de l'Antiquité tardive et du Haut Moyen-Âge, une grande partie des villes du Centre nord a conservé quelques fonctions fondamentales (religieuses, commerciales, administratives, judiciaires, fiscales, militaires défensives) pour le territoire environnant. Progressivement, du IXe au Xe siècles – exploitant les carences du pouvoir central et du pouvoir féodal – elles sont devenues centres propulseurs d'un pouvoir autonome, qui a renforcé l'unité inséparable entre l'installation urbaine et son territoire. Ainsi de nombreuses villes dans le XIe siècle tentent d'étendre leur propre district (la circonscription où elles exercent leur pouvoir juridictionnel et politique) à tout le vieux comté ou « contado » (l'ancienne circonscription territoriale publique des temps carolingiens), et de faire aussi coïncider le district avec le diocèse (ou circonscription ecclésiastique) » (16).

Aucune autre ville européenne, même en Flandre, ne peut être comparée aux communes italiennes dont la richesse et l'expansion sont exceptionnelles, et dont par exemple trois monnaies constituent l'équivalent

du dollar d'aujourd'hui, le « *fiorino* » (florin) florentin, le « *zecchino* » (sequin) vénitien et le « *genoino* » (le ducat de Gênes).

Mais le passage plus ou moins rapide de la Commune à la Seigneurie, c'est-à-dire à la domination d'une famille et d'un homme montre combien la commune fut loin d'être une « *démocratie* » au sens moderne du terme : les aristocrates y furent toujours présents et y devinrent très tôt partie de la classe dominante, comme les Guelfes Noirs l'emporteront à Florence sur les Guelfes Blancs, en attendant la victoire de la famille des **Médicis**. Les **Visconti** puis les **Sforza** l'emporteront à Milan, les **Savoie** domineront très tôt la commune de Turin, etc. (17).

... mais beaucoup d'Italie différentes.

L'Italie est le pays des villes, mais la grande majorité de la population est constituée de paysans, et la production de base reste agricole, mais la production artisanale et préindustrielle et la commercialisation des produits s'organisent dans la Commune, avec la participation des féodaux de la campagne venus résider en ville, des nouveaux « producteurs » (marchands, artisans ...) de la bourgeoisie, et de l'évêque, qui profitent de la faiblesse des pouvoirs féodaux et de l'empire. Sur cette base la Commune italienne formera un modèle de cité à l'avant-garde de toute l'Europe pendant trois siècles.

Mais il est évident que chaque Commune naît et se développe selon les diverses situations locales, selon la force de chaque classe ou groupe social, selon la constitution du groupe oligarchique dominant. Le développement de Milan, avec ses grands vassaux féodaux en accord avec l'évêque, est différent de celui des villes de Toscane et d'Ombrie où l'évêque est absent de la naissance de la Commune et où le problème central sera la coordination entre la ville et les seigneurs du « *contado* » qui forment une couche de guerriers professionnels. Seules les nécessités de s'allier contre un ennemi commun, par exemple aux XIIe et XIIIe siècles contre les **Hohenstaufen**, les empereurs **Frédéric Barberousse** et **Frédéric II**, contraindront les Communes du Nord et du Centre à s'unir dans des Ligues.

En-dehors de ces périodes, l'objectif de chaque Commune est d'étendre son territoire, aux dépens de la voisine. Et à l'intérieur de chaque Commune, les contradictions se durcissent entre l'aristocratie urbaine renforcée par les nobles féodaux de la campagne, et les classes bourgeoises (« *populaires* »), tandis que le petit peuple (le « *popolo minuto* » en opposition au « *popolo grasso* ») reste marginal dans l'organisation de la vie politique. Cela conduit à un passage de la commune « *consulaire* » gérée par des consuls élus, à une commune gérée par un « *podestat* », qui est bientôt choisi parmi des étrangers à la ville, pour qu'il soit moins pris dans les conflits locaux. Le podestat est destiné à rationaliser la gestion de la commune et à assurer la paix et l'ordre auquel aspirent aussi bien les bourgeois que les couches populaires influencées par les nouveaux Ordres mendiants (Franciscains et Dominicains) et les mouvements de laudes et de flagellants. À côté du podestat s'affirme très tôt un « *capitaine du peuple* » qui gère la défense de la ville, son armée et sa police, et qui sera souvent le point de départ d'un passage à la Seigneurie.

À partir de là, se dessinera une carte des **communes dominantes** derrière lesquelles les autres s'effaceront peu à peu, soumises au pouvoir des premières ; par exemple en Toscane, les communes mineures de Volterra, Massa Marittima, San Gimignano, Pistoia, Arezzo, etc., sont absorbées par l'une des quatre grandes communes de Florence, Sienne, Pise et Lucques ; Sienne et Pise à leur tour devront aussi se soumettre à Florence. Mais chacune conservera ses traditions, ses rites, civils ou religieux ; le *Palio de Sienne* est un souvenir du temps où la ville était libre, divisée en quartiers que l'on retrouve dans les différents groupes qui courent le Palio. À partir du XIe siècle, quatre villes, Amalfi, Pise, Gênes et Venise forment des **Républiques maritimes** que leur commerce avec l'Orient rendra puissantes, mais seule Venise poursuivra sa route indépendante jusqu'à l'invasion napoléonienne.

Rappelons enfin que l'Italie fut pendant tout le Moyen-Âge au cœur des convoitises de nombreux autres peuples, et qu'elle connut des **occupations différentes selon les régions**. Après les Longobards et les francs, les Arabes occupent la Sicile et une partie du Sud. Ils seront chassés par les Normands à partir de 1030 jusqu'en 1189, tandis que les empereurs d'Allemagne (Saint Empire Romain germanique) saxons puis franconiens puis Hohenstaufen tentent de concrétiser leur possession théorique de l'Italie jusqu'à leur défaite définitive en 1268. Pendant ce temps, les Byzantins continuaient à être présents en Italie, apportant leur langue, le grec, et leur culture tant au Nord, autour de Ravenne, qu'au Sud. Les Normands,

puis Frédéric II constituèrent à Palerme une belle synthèse pacifique entre les cultures chrétienne, arabe, juive et normande, à la source d'une partie importante de la poésie italienne du Moyen-Âge, par la poésie sicilienne.

Le commerce avec l'Orient, puis les **Croisades**, à partir de la première en 1096, jusqu'à la huitième en 1270, introduisirent aussi de nombreux éléments de culture orientale, dont Venise est la plus belle réalisation. Le Français **Charles d'Anjou** (1226-1285) et ses descendants éliminent les Hohenstaufen en 1268 et deviennent rois de Sicile jusqu'en 1302, chassés par les Vêpres Siciliennes qui ne leur laissent que le Royaume de Naples jusqu'en 1442, date à laquelle ils y sont remplacés par la famille d'Aragon, qui occupe aussi la Sardaigne. Plus tard, au début du XVI^e siècle, viendront les Français de **Charles VIII** (1470-1498) et de **Louis XII** (1462-1515) en attendant **François Ier** (1494-1515-1547) ; ils combattront en Italie contre les Espagnols ; puis **Charles-Quint** (1500-1519-1558) deviendra le maître du Royaume de Naples, de la Sicile, de la Sardaigne et du duché de Milan, que les Espagnols domineront jusqu'au début du XVIII^e siècle. Ils seront alors remplacés par la domination autrichienne jusqu'à l'arrivée de **Napoléon**. Telle fut l'histoire de l'Italie entre le Moyen-Âge et la fin du XVIII^e siècle, toujours parcourue par les troupes étrangères et toujours sous la domination de puissances étrangères. Seuls Venise et presque toujours le Piémont gardèrent à peu près leur indépendance.

Imaginons ce que fut la vie des populations italiennes entre le XV^e et le XVIII^e siècle, surtout la

« - *Soyez patient, Chevalley, je vais vous expliquer cela.*

Nous autres Siciliens, une très longue suite de gouvernants qui n'appartenaient pas à notre religion, qui ne parlaient pas notre langue, nous a habitués à couper les cheveux en quatre. C'était la seule façon d'échapper aux exacteurs byzantins, aux émirs berbères, aux vice-rois espagnols (...). Je vais vous dire ce que vous comprendrez tout seul quand vous aurez passé un an parmi nous. En Sicile, peu importe que l'on agisse bien ou mal : le seul péché que nous ne pardonnions pas, nous autres Siciliens, c'est tout simplement l'action. Nous sommes vieux, Chevalley, terriblement vieux. Il y a au moins vingt-cinq siècles que nous portons sur nos épaules le poids de civilisations magnifiques, toutes venues de l'extérieur; aucune n'a germé chez nous, nous n'avons donné le la à aucune. Nous sommes des blancs autant que vous, Chevalley, autant que la reine d'Angleterre, et pourtant depuis deux mille cinq cents ans, nous sommes une colonie. Je ne le dis pas pour me plaindre : c'est notre faute. Mais nous n'en sommes pas moins las et vides.

Chevalley était troublé (...) Cette violence du paysage, cette cruauté du climat, cette tension perpétuelle de tout ce que l'on voit, ces monuments du passé, magnifiques mais incompréhensibles, parce qu'ils sont construits par d'autres et se dressent autour de nous comme des fantômes grandioses et muets ; tous ces gouvernements débarquant en armes d'on ne sait où, immédiatement servis et détestés, toujours incompris, ne se manifestent que par des oeuvres d'art énigmatiques pour nous et par des impôts qui vont grossir ailleurs des caisses étrangères ; tout cela, oui, tout cela a formé notre caractère, qui reste ainsi conditionné par les fatalités extérieures autant que par une terrifiante insularité (...).

*Donnafugata, entrevue à la livide clarté de l'aube, était déserte, désespérée. Devant chaque habitation, les déchets de misérables repas s'accumulaient contre les murs lépreux ; des chiens tremblants les retournaient avec une avidité toujours déçue. Quelques portes étaient déjà ouvertes, et la puanteur des dormeurs entassés débordait jusque dans la mer. À la lueur des lumignons, les mères scrutaient les paupières trachomateuses de leurs enfants : elles étaient presque toutes en deuil, plusieurs avaient été les femmes de ces pantins sur lesquels on trébuche aux détours des chemins. Des hommes, empoignant leur pioche, partaient à la recherche de qui leur donnerait du travail, si Dieu voulait. Silence atone. Cris stridents et exaspérés de voix hystériques. Du côté de Santo Spirito, l'aube d'étain bavait sur les nuages de plomb » (Giuseppe Tomasi di Lampedusa, *Le guépard*, traduit de l'italien par Fanette Pézard, Le Seuil, 1958, pp.163-171).*

population paysanne, dans ce pays toujours traversé par des troupes en guerre, ravagé par les batailles et occupé par des puissances étrangères, subissant le poids tatillon, la violence et la corruption de soldats et d'administrateurs avides d'argent et de sexe.

Voilà quelques causes d'une **profonde division de l'Italie, division sociale, division régionale.**

Et pourtant, cette période d'affaiblissement politique et de division de l'Italie est le moment de sa plus grande créativité culturelle.

Umberto Eco (1932-2016) l'explique ainsi : « *L'Italie est un pays qui a connu d'énormes crises, des dominations et des massacres. Et pourtant (ou peut-être justement grâce à cela), elle a donné naissance à Raphaël et Michel-Ange. Alors que la Suisse, qui n'a jamais été envahie, n'a produit au fond que la pendule à coucou. Bref, notre pays, justement parce qu'il a été soumis à d'incessantes périodes de troubles, a effectué une sorte de sélection naturelle. Ce qui fascine souvent les étrangers, c'est que l'Italie est un pays qui a dû affronter à la fois de graves crises économiques, des inégalités sociales insupportables, des pressions économiques et militaires, la violence terroriste, mais qui a connu aussi une grande*

inventivité (...). Je me demande donc si tous les malheurs que notre pays a subis pendant des décennies n'ont pas produit en contrepartie une certaine intelligence » (18).

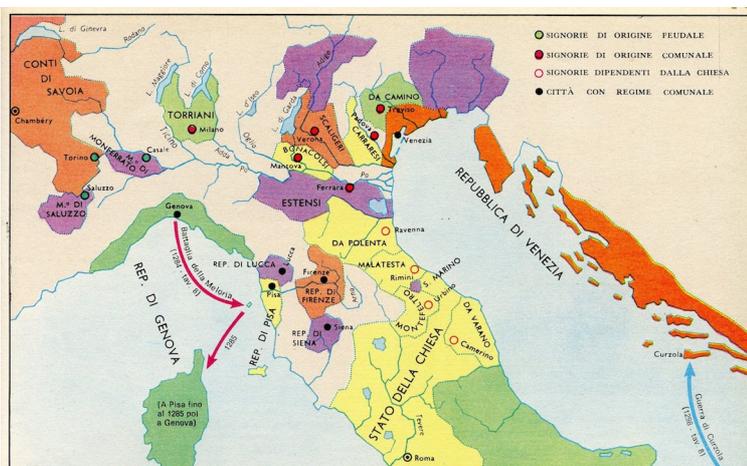
À la même occasion, **Gae Aulenti** (1927-2012) exprime une idée convergente, lorsqu'elle explique qu'après la guerre, les conditions économiques et politiques de l'Italie ont fait que « *les opérateurs, ne pouvant se consacrer complètement au faire, à la pratique de leurs disciplines, ont pu considérablement réfléchir sur la théorie relative à leurs sphères d'action. En architecture, ce phénomène a été vaste. Il y a eu plus de revues que dans les autres pays, bien que chez nous on construise beaucoup moins (...). En conclusion, de toutes façons, je dirais que la première raison – sinon du succès, mais au moins de la diffusion – de la culture italienne est la condition originaire de pauvreté de la réalisation* » (19). C'est en effet à **Gae Aulenti** que la France confie la réalisation du Musée d'Orsay et du Musée d'Art Moderne de Beaubourg.

De même **Fernand Braudel** (1902-1985), analysant la « *décadence* » du capitalisme italien entre 1450 et 1650, constate que c'est aussi l'époque où l'Italie offre à l'Europe entière, de la Renaissance au Baroque, un « *modèle* » culturel extraordinaire, et il conclut : « *Pensant à la Grèce, à la chouette, symbole d'Athènes et de son rayonnement, Léon Brunschwig aimait à dire : « L'oiseau d'Athéna qui, malheureusement, s'envole à la tombée de la nuit ». À tort ou à raison, il me semble que la tombée d'une certaine nuit précède, commande d'ordinaire, toute grandeur culturelle. C'est la chute qui provoque cette multitude de lueurs. La France a été privilégiée de ce point de vue. Dans ce sens, la nuit, une certaine nuit est tombée deux fois au moins sur l'Italie, aux environs de 1450, aux environs de 1600. Tout le ciel d'Europe en a été éclairé* » (20).

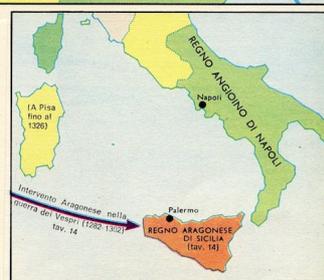
Ainsi l'Italie reste divisée en plusieurs États jusqu'à Napoléon. Mais la division est de deux ordres, politique et sociale. De la **division politique**, il faudrait faire une longue histoire, qui serait toute l'histoire de l'Italie jusqu'au XVIIIe siècle ; elle dépend souvent de la décision des grandes puissances, des accords internationaux après la fin d'une guerre. Ainsi, le Comté de Savoie deviendra Duché lorsque l'empereur donnera au Comte le titre de Duc, puis Royaume lorsque le Piémont échangera la Sicile, obtenue en 1714 après la fin de la guerre de succession espagnole, contre la Sardaigne qui était un « royaume » (1718). Les frontières des États variaient aussi selon l'issue des guerres ou des négociations. On trouvera plus loin quelques cartes évoquant les principales étapes de cette évolution jusqu'à Napoléon. Mais la **division sociale** était la plus importante : les peuples n'étaient pas consultés dans les négociations, surtout les paysans qui subissaient les guerres et les occupations. Pour en avoir une idée, on peut lire dans *Le guépard* de **Tomasi di Lampedusa** (1896-1957) les explications que le Prince donne à Chevalley, le délégué du Piémont venu en 1861 lui demander d'être candidat au Sénat (Cf. encart page précédente). On pourrait aussi se référer au roman de **Carlo Levi** (1902-1975), *Cristo si è fermato a Eboli* (Einaudi, 1945. Cf. texte en couverture) qui montre dès la première page combien l'Histoire est passée au-dessus de la tête des paysans de la Basilicata, qui en tiraient la conclusion qu'ils n'étaient pas

des « chrétiens », c'est-à-dire pas des « hommes » mais des « bêtes ». Et lorsque, prenant conscience de cette différence et du mépris dans lequel les classes dominantes les tenaient, ils s'organisaient et se révoltaient, ils étaient l'objet de sévères répressions policières et militaires. Parmi beaucoup d'autres, on peut lire le beau roman de **Raffaële Nigro** (1947), *Les feux du Basento*, traduit de l'italien par Jean-Claude Zancarini, Verdier, 1989, qui raconte la vie de quatre générations de paysans des Pouilles, de Calabre et de Basilicata.

On ne peut pas comprendre ce que fut l'Unité de l'Italie en 1861, si on ne garde pas à l'esprit cette fragmentation de l'Italie populaire tout au long de la longue histoire de



Les États
italiens à la
fin du
XIIIe siècle



la péninsule. Il n'y a pas une patrie italienne mais un grand nombre de patries séparées par leur langue, leurs traditions, leur culture qui ont continué à vivre sous l'évolution des guerres et des décisions politiques prises ailleurs, et qui continuent à vivre aujourd'hui encore. En passant sous la domination du Piémont, les Sardes ne se sont pas mis à parler le piémontais, ils ont continué à parler les dialectes sardes, celui de Sassari, celui de Nuoro, celui de Cagliari, à pratiquer les chansons sardes, à jouer des instruments populaires traditionnels et à maintenir les usages économiques et sociaux de la vie populaire sarde vieille de plusieurs siècles. C'est pourquoi l'étude des cultures populaires de chaque région reste aujourd'hui si importante en Italie pour comprendre la réalité de cette nation.

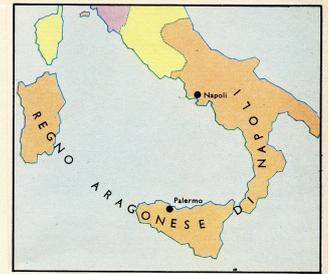
Les divisions politiques jusqu'à Napoléon

Quelques cartes nous permettront de suivre quelques grandes lignes d'évolution. Les villes restent la base des États italiens depuis le Moyen-Âge, et leurs divisions sont la base de la structuration des États jusqu'à l'« unité » de l'Italie en 1861.

À la fin du XIII^e siècle, le Nord comprend encore une quantité importante d'États hérités des Communes médiévales : le Comté de Savoie autour de Turin, mais la capitale est encore Chambéry, et il ne comprend pas encore les marquisats de Saluzzo et du Monferrato. Les **Torriani** règnent à Milan ; la République de Gênes va s'emparer de la Corse, tandis que celle de Pise possède la Sardaigne ; Les **Este** règnent à Ferrare, les **Scaliger** à Vérone, les **Da Camino** à Trévise, les **Carraresi** à Padoue et la



Les États italiens au milieu du XV^e siècle



République de Venise n'a pas encore commencé son extension en direction de la terre ferme mais possède la majeure partie de la côte est de l'Adriatique. Les **Da Polenta** dominent Ravenne, les **Malatesta** Rimini, les **Montefeltro** Urbino ; la Toscane est divisée en républiques de Florence, de Lucques, de Pise et de Sienne. La **famille d'Anjou** règne encore sur le Royaume de Naples, et celle d'**Aragon** s'est emparée de la Sicile, tandis que les États du Pape ont commencé à couper l'Italie en deux parties.



Les États italiens après le Traité de Cateau-Cambrésis en 1559.

Au milieu du XV^e siècle, le Comté de Savoie est devenu un Duché et s'est agrandi, mais n'a pas encore conquis les marquisats de Saluzzo et du Monferrato ; le domaine des Visconti (Duché de Milan) a pris de l'extension ; il y a un Principat à Trente, un duché à Mantoue, tenu par les **Gonzague**, le Duché de Ferrare s'est étendu et la République de Venise a largement entamé sa conquête de la terre ferme. La République de Gênes comprend maintenant la Corse. Au Centre, les **Médicis** ont conquis la République de Pise, mais il reste celles de Sienne et de Lucques ; les États de l'Église se sont étendus vers le Nord et les Aragon règnent toujours sur le Royaume de Naples incluant la Sicile et la Sardaigne.

Le Traité de Cateau-Cambrésis en 1559 marque la fin des guerres entre la France et l'Espagne ; le duc de Savoie récupère ses États agrandis au Marquisat de Saluzzo. L'Espagne domine maintenant le Duché de Milan, et les Royaumes de Naples, de Sicile et de Sardaigne, où se multiplient les révoltes contre l'oppression espagnole (celle de 1628 à Milan, décrite par **Alessandro Manzoni** dans *Les Fiancés*, celle de Naples en 1647 sous la direction de **Masaniello**, celles de Palerme et de Messine en 1674) ; la République de Venise a perdu ses territoires du Moyen-Orient, malgré la victoire de Lépante en 1571 sur les Turcs, mais conserve ses territoires italiens. Les États du Pape ont annexé le Duché de Ferrare ; il reste dans le Nord les Duchés de Mantoue, de Parme et de Modène et Reggio qui a perdu Ferrare ; le Grand Duché de Toscane a conquis la République de Sienne, mais il reste encore celle de Lucques.

Les guerres de succession espagnole, polonaise et autrichienne n'ont pas beaucoup modifié la carte, et **avant l'arrivée de Bonaparte**, la situation n'a pas beaucoup changé. Le Duché de Savoie est devenu le Royaume de Sardaigne : l'île lui a été remise en 1718 en échange de la Sicile qui lui avait été donnée en 1713-14 par les **Traité d'Utrecht et de Rastadt**, et le Royaume inclut maintenant le Comté de Nice et va jusqu'au Ticino. La République de Venise comprend toujours une partie de la Lombardie ; entre le Piémont et Venise, le Duché de Milan, maintenant soumis à l'Autriche, les Duchés de Parme et Plaisance, sous Ferdinand de Bourbon, et le Duché de Modène et Reggio, dominé par les **Este**. Le Grand Duché de Toscane est maintenant régi par la **famille de Lorraine**. La République de Gênes a perdu la Corse, cédée à la France en 1768 ; et les **Bourbons** de Naples dominent la Sicile et le Royaume de Naples.

5 – La seconde « unification » réalisée par Napoléon

Décadence ... mais début d'une renaissance

L'intervention de **Napoléon Bonaparte** (1769-1821) en Italie est certainement une étape importante vers son unification. Mais son influence serait incompréhensible sans les avancées intellectuelles de l'Italie tout au long du XVIII^e siècle, sous la poussée de la philosophie des Lumières puis de la Révolution française.

Entre 1670 et 1730, l'Italie avait atteint son point le plus bas, elle était, disait-on, « *un cadavre exsangue et sans esprit* ». La République de Venise a perdu tous ses États du Moyen-Orient, les Turcs étaient arrivés à l'entrée de l'Adriatique et sa flotte est désormais faible ; la République de Gênes est formellement indépendante mais en réalité dans l'orbite espagnole ; les derniers Grands Ducs Médicis, **Cosme III** (1670-1723) et **Jean-Gaston** (1723-1737) ont consacré la décadence de la Toscane ; les États sous domination espagnole ne sont que des pions dans le jeu européen. La seule exception est le Piémont qui est sorti grandi des paix d'Utrecht et de Rastadt, mais qui n'a pas obtenu la Lombardie. « *L'Italie n'est désormais qu'un objet, un instrument de compensation de l'équilibre européen et son histoire n'est compréhensible que dans les batailles que d'autres combattent, dans la diplomatie que d'autres tissent, dans les traités de paix que d'autres stipulent* » (21).

Quant aux États pontificaux, formellement indépendants, ils conservent certes un prestige très grand alimenté par le mythe de Rome, mais ils connaissent aussi un délabrement aussi bien économique que moral, entretenu par un mauvais gouvernement presque général, malgré les tentatives de réforme de



Benoît XIV (1740-1758). La lecture des récits de voyage des écrivains français est éclairante, comme le **Président Charles De Brosses** (1709-1777) ou **Charles Mercier Dupaty** (1771-1825), qui s'exclame en arrivant à Rome : « *Je ne pus m'empêcher de verser des larmes ; j'étais dans Rome. Quoi ! c'est là Rome ! quoi ! Rome ! qu'on pressentait autrefois des extrémités de l'Asie, c'est aujourd'hui le désert, c'est le tombeau de Néron qui l'annonce. Non, cette ville, ce n'est pas Rome, c'est son cadavre : cette campagne, où elle gît, est son tombeau ; et cette populace, qui fourmille au milieu d'elle, des vers qui la dévorent* » (22).

La possession de l'Italie garantissait une position dominante dans la Méditerranée, mais cet espace méditerranéen est maintenant éclipsé par d'autres territoires, les possessions coloniales d'Asie, d'Afrique et d'Amérique, plus déterminantes, ce qui va d'ailleurs laisser l'Italie en paix pour une cinquantaine d'années. Les grands axes guerriers se sont déplacés vers le nord.

Et cela, malgré les efforts de **Giulio Alberoni** (1664-1752), cardinal devenu Grand d'Espagne, agent officiel du duc de Parme à Madrid, c'est-à-dire d'une Espagne qui a perdu son contrôle de l'Italie au profit de l'Autriche en particulier, et malgré quelques voix, comme celle de **l'abbé Tosini** qui, dans son essai *La libertà d'Italia dimostrata ai Principi e Popoli* (1718), tente de montrer combien l'Italie devrait être indépendante de toute féodalité impériale (23). Et la pensée politique et historique est presque inexistante avant 1730, à l'exception de **Gian Battista Vico** (1668-1744) à Naples (photo ci-contre). On remarque enfin que l'Italie reste un pays riche, mais où la richesse est concentrée en quelques mains, tandis que la masse du peuple vit dans une grande misère et ne songe qu'à « *campare* », à survivre, à s'arranger, fût-ce dans l'hypocrisie, pour profiter au maximum de cette situation de décadence.

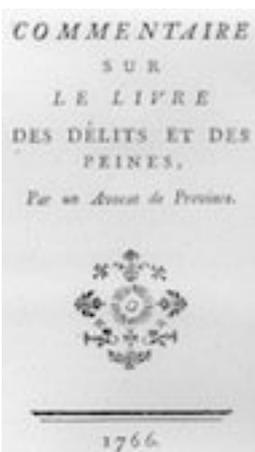
Mais **Benedetto Croce** (1866-1952) a bien souligné aussi que c'est pendant ces années où il semble qu'était atteint le fond du destin historique du pays appelé Italie, que « *se termine l'histoire de la décadence italienne et que commence celle du Risorgimento. Elle commence non pas en 1815, comme dans les manuels scolaires, mais, fût-ce sous des formes crépusculaires, autour de 1670* » (24).



Car, pendant tout le XVIII^e siècle, s'amorce en effet un mouvement de renouveau de l'économie et de la culture italiennes, dans tous les domaines. La plupart des gouvernements, de l'impératrice **Marie-Thérèse** (1717-1780) au roi de Naples et au Grand Duc de Toscane, et même quelques papes, sont favorables à des réformes qui rendent leur régime plus acceptable par un monde dont ils sentent qu'il change. Ils y sont souvent assistés par des intellectuels nourris de la pensée française des Lumières et de la pensée économique anglaise (**Adam Smith**), dont l'exemple le plus significatif est **Pietro Verri** (1728-1797), qui fut un des hauts fonctionnaires de l'administration autrichienne de Milan. Il travailla avec son frère **Alessandro Verri** (1741-1816) à la publication du *Caffè*, un des meilleurs exemples de journalisme tel qu'il se développe à cette période à Milan et dans toute l'Italie. À Naples, **Antonio Genovesi** (1713-1769) enseigna le commerce et la mécanique après la métaphysique, tandis que **Gaetano Filangeri** (1752-1788) écrivait sa *Scienza della legislazione*, qui eut un succès immense, en Italie, mais aussi dans ses traductions française, allemande et espagnole. À Naples encore **Ferdinando Galiani** (1728-1787) publie en 1751 son *Trattato della Moneta*, et plus tard (1768)

à Paris son *Dialogue sur le commerce des bleds* qui enchanta Voltaire (1694-1778) ; il fut ministre des commerces royaux à Naples à partir de 1777. Dans le domaine du droit, le traité de **Cesare Beccaria** (1738-1794), *Dei Delitti e delle pene* (1764-66), jette les bases d'un nouveau droit pénal séparant la justice de la religion, combattant la peine de mort et la torture, proposant l'éducation comme meilleure prévention du crime ; il inspira des réformes judiciaires en Suède et aux États-Unis, et resta haut fonctionnaire de l'administration autrichienne à Milan jusqu'à sa mort (25). **Voltaire** publia en 1766 un commentaire de son oeuvre (Cf. image ci-contre).

Il faudrait multiplier les exemples, citer **Pietro Giannone** (1676-1748), à qui son travail d'avocat et de juriste valut l'emprisonnement à Turin de 1736 à sa mort en 1748, le travail de journaliste de **Gasparo Gozzi** (1713-1786) à Venise, et les



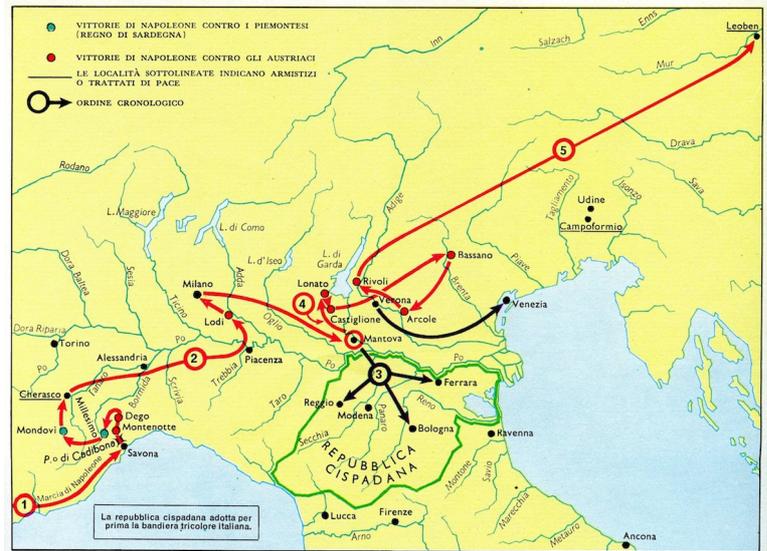
nombreuses recherches et oeuvres scientifiques, par exemple de **Lazzaro Spallanzani** (1729-1799), **Luigi Galvani** (1737-1798), **Alessandro Volta** (1745-1827) ... l'Italie du XVIIIe siècle bouillonne ainsi de productions qui auront souvent une importance européenne, mais qui ne sont pas encore orientées vers une pensée de l'unification de l'Italie : ainsi en 1764, à Milan, **Pietro Verri**, pour sortir l'économie lombarde de sa léthargie, propose l'union économique avec l'Autriche !

La conquête napoléonienne

Rappelons les étapes des campagnes italiennes de Bonaparte.

1) La première campagne d'Italie (Suivre sur la carte avec les numéros) : ayant assumé le poste de général en chef, il prend en 1796 le commandement de l'armée d'Italie, (1) traverse les Alpes au col de Cadibona, vainc les Autrichiens à Montenotte et les Piémontais à Millesimo et Mondovì, contraignant le roi de Sardaigne à signer l'armistice de Cherasco. (2) Il bat à nouveau les Autrichiens à Lodi et entre triomphant à Milan le 15 mai 1796. (3) Il assiège Mantoue, envoie une expédition contre le duché de Modène et les États pontificaux et il institue la **République cispadane** à Modène en 1796-7 ; elle adopte la première le drapeau tricolore italien. (4) Il doit affronter les nouvelles armées envoyées d'Autriche et il est vainqueur à Lonato, Castiglione, Bassano, Arcole, Rivoli. (5) Au printemps 1797, il remonte vers l'Autriche, contraint l'ennemi à signer une trêve qui sera suivie de la **paix de Campoformio** (17 octobre 1797) par laquelle il occupe une partie de l'Italie, mais remet à l'Autriche la République de Venise.

Cela va entraîner une première transformation de l'Italie : après Campoformio, Bonaparte transforme les anciens États italiens en « républiques sœurs ». D'abord il fusionne la République transpadane avec la Lombardie pour former la **République Cisalpine** (27 juin 1797), qui dure de 1797 à 1802 et sera transformée en **République italienne** en 1802 ; et il crée la **République Ligure** (1796-1805, ancienne République de Gênes), où le Doge est remplacé par 5 Directeurs, eux-mêmes remplacés en 1802 par un nouveau Doge nommé à vie, avant que la République soit annexée à l'Empire Français en 1805 ; la **République Romaine**



(1798-1800- Le **pape Pie VI** est exilé en France, à Grenoble puis Valence où il meurt le 17 août 1799. En 1800, Napoléon signe avec le **pape Pie VII** (1742-1800-1823) le Traité de Tolentino qui restitue au pape ses États amputés de la Romagne), la **République Parthénopéenne**, en janvier 1799, le roi de Naples s'étant réfugié en Sicile qui restera propriété des **Bourbons**, tandis que la Sardaigne restera aux **Savoie** qui s'y sont réfugiés sous la protection de la flotte anglaise.



2) La seconde campagne d'Italie. Pendant qu'il tente de conquérir l'Égypte (mai 1798-octobre 1799), se forme la Seconde Coalition entre l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Russie, l'Empire Ottoman, la Suède et les Deux-Siciles. Sous la conduite du général russe **Souvorov** (1730-1800), la France perd bientôt toutes ses conquêtes italiennes, les princes dépossédés reviennent au pouvoir, et à Naples, une réaction conduite par le **cardinal Ruffo** (les « *sanfedisti* », l'armée de la Sainte Foi) chasse les Français et l'armée du **général Championnet** (1762-1800) et, avec l'amiral anglais **Horatio Nelson** (1758-1805), massacre les Jacobins napolitains avec une violence terrible en février 1799. Bonaparte rentre en hâte

d'Égypte, abat le Directoire par le coup d'État du 18 Brumaire (9 novembre 1799) et se fait nommer premier consul du Triumvirat. Il se lance dans deux offensives contre l'Autriche sur le Rhin et contre la coalition en Italie. Il franchit les Alpes au Grand-Saint-Bernard le 13 mai 1800 (Cf. ci-dessus le tableau de **David**), rentre à Milan le 2 juin 1800, bat les Autrichiens à **Marengo** (près d'Alessandria) le 14 juin et met fin à la guerre contre l'Autriche par la **Paix de Lunéville** qui remet l'Italie sous la domination française.

La **République Italienne** remplace la Cisalpine, selon une décision d'une assemblée de notables convoquée à Lyon en janvier 1802. Napoléon en est le Président, **Francesco Melzi d'Eril** (1753-1816) le Vice-Président ; la capitale est à Milan. La **République de Gênes** et le **Royaume d'Étrurie** sont donnés aux Bourbons de Parme ; les **États pontificaux** sont rendus au **pape Pie VII** en échange d'un concordat ; la **République de Venise** reste aux Autrichiens, le **Royaume de Sardaigne** aux Savoie, et le **Royaume de Naples** aux Bourbons de Naples. Le **Piémont**, le **Duché de Parme** et l'**État dit des « Presidi »** (promontoires toscans et Île d'Elbe, de grande importance stratégique) restent intégrés à la France.

Mais **lorsque Napoléon est sacré empereur le 18 mai 1804**, il divise simplement l'Italie en 3 parties : le Piémont (annexé en septembre 1802), le Duché de Parme (occupé en 1802 et confié à **Pauline Bonaparte**, la soeur de Napoléon, en 1805), les Républiques de Gênes (annexée en juin 1805) et de Lucques (assignée comme Principat avec Piombino à **Elisa Bonaparte** et à son mari **Félix Baciocchi** en 1805), le Grand Duché de Toscane (en décembre 1807), et le Latium et l'Ombrie (annexés en 1809) sont intégrés à l'**Empire français** ; le **Royaume d'Italie** (18 mars 1805) comprend tout le nord-est de l'Italie, y-compris la Vénétie et ses possessions (1805), le Trentin (1809), jusqu'au sud des Marches (intégrées en 1808), la capitale reste à Milan, Napoléon est nommé roi d'Italie le 17 mars 1805, avec **Eugène de Beauharnais** comme vice-Roi ; le **Royaume de Naples** est conquis en 1806 et reconstitué avec **Joseph Bonaparte** (1806-1808) puis le général **Joachim Murat** (1767-1815) comme roi. La Sardaigne reste aux Savoie, la Sicile aux Bourbons (Voir la carte ci-dessous).

La conquête napoléonienne réalise ainsi une seconde, mais relative, unification de l'Italie. Pas plus que le Directoire, **Bonaparte** ne voulait d'une organisation unitaire de l'Italie. Sous l'Empire, Napoléon renonça à toutes les acquisitions libérales antérieures ; sa seule ambition fut de créer un « grand Empire » soumis à son autorité personnelle et à celle de sa famille. Ce fut une totale inversion de tendance par rapport au triennat « jacobin », les jacobins furent proscrits et chassés des administrations, la défense de la propriété devint un principe sacré, le suffrage universel et le pouvoir législatif s'estompèrent au profit d'un exécutif tout puissant. Par exemple dans le Royaume d'Italie, le Corps Législatif fut suspendu en 1805 et remplacé par un Sénat nommé par le Roi. Les Préfets étaient généralement français. La vente des biens nationaux et l'abolition des liens féodaux eurent pour conséquence la formation d'une nouvelle classe de grands propriétaires bourgeois, aux dépens de la paysannerie d'une part et de la bourgeoisie manufacturière et commerçante de l'autre. Les masses populaires, exclues du nouvel État, virent empirer leurs conditions de vie, encore aggravées par la conscription militaire, d'où l'apparition de la désertion et du brigandage,

autres constantes de l'Italie future.

En même temps, s'il ne voulait pas l'unité de l'Italie mais de son Empire, Napoléon fut à la source d'une réorganisation et d'une unification de l'État et de l'administration, créant un réseau de fonctionnaires et ministres choisis pour leur compétence et leur culture. Un nouveau régime fiscal basé sur l'impôt foncier hérité de **Marie-Thérèse d'Autriche** donna aussi une plus grande cohérence à la gestion de l'État qui prit dans tous les domaines une place plus centrale. Même dans les rapports avec l'Église, le concordat du 16 septembre 1803 entre la République Italienne et **Pie VII**, s'il reconnaissait le catholicisme comme religion d'État, imposait par ailleurs son contrôle sur la nomination des évêques, et



L'Italie sous l'hégémonie napoléonienne (1812-12).

validait la vente des biens du clergé. Il y eut donc aussi une action uniformisante et centralisatrice de Napoléon, dont le dernier élément fut la constitution d'une armée nationale dans le Royaume d'Italie et dans le Royaume de Naples. **Carlo Cattaneo** (1801-1869) glorifia **Napoléon** d'avoir « réveillé le vieil esprit guerrier de l'Italie. Le grand et durable bienfait de Napoléon à sa patrie fut d'avoir fait du nom d'Italie un centre d'appel et un mot d'ordre pour la nation entière, puis de l'avoir dotée du don inappréciable et durable du drapeau national (...). Il nous donna une école de guerre et nous appela à faire partie de sa gloire ». Et il est vrai que les 300.000 Italiens qui combattirent en Russie en gardèrent une expérience militaire qui se retrouva dans les révolutions de 1831.

Le « triennat jacobin » et l'influence de la Révolution française

Et pourtant l'arrivée de **Bonaparte** en Italie avait suscité d'abord un extraordinaire enthousiasme : il était l'héritier et le représentant des idées de la Révolution française. On se souvient du récit de **Stendhal** (1783-1842) au début de la *Chartreuse de Parme* : « Le 15 mai 1796, le général Bonaparte fit son entrée dans Milan à la tête de cette jeune armée qui venait de passer le pont de Lodi, et d'apprendre au monde qu'après tant de siècles César et Alexandre avaient un successeur. Les miracles de bravoure et de génie dont l'Italie fut témoin en quelques mois réveillèrent un peuple endormi. (...) Un peuple tout entier s'aperçut, le 15 mai 1796, que tout ce qu'il avait respecté jusque-là était souverainement ridicule et quelquefois odieux. Le départ du dernier régiment de l'Autriche marqua la chute des idées anciennes » (26).

La Révolution française avait rencontré au départ un accueil chaleureux : « Voilà 1789 !, – écrivait **Giovanni Gambini** (1761-1842) – *La Révolution française a entonné l'hymne de la régénération humaine ! Il aurait été nécessaire que je ne fusse pas moi-même pour ne pas ouvrir mon âme à l'espérance. Voilà, me disais-je, voilà le triomphe de la Vérité (...). Dans mon enthousiasme j'aurais voulu exposer de ma chaire les louanges de cette Révolution pour la faire comprendre et la faire aimer par le peuple* » (27).

Pour beaucoup, la Révolution était un modèle pour les Princes « sages » d'Italie, pour qu'ils portent à leur terme les réformes amorcées au XVIII^e siècle, dans le Duché de Milan par les Empereurs d'Autriche, dans le Grand Duché de Toscane par **Léopold et Ferdinand III**, et dans le Royaume de Naples par le roi **Ferdinand IV** (1751-1825), ou dans le Royaume de Sardaigne par **Victor Amédée III** (1726-1796). Mais ces souverains, et les intellectuels réformistes qui les soutenaient (comme **Pietro Verri** à Milan) comprirent très vite que la Révolution bouleversait en réalité les bases mêmes d'une société fondée sur des privilèges de droit et de naissance ; ils furent par ailleurs épouvantés par l'évolution de la République de 1789 à 1794, par la violence d'un peuple qui aspirait à rentrer dans l'histoire et qui se ruait sur la scène politique en éliminant ceux qui en étaient jusqu'alors les seuls maîtres. Les cours italiennes réagirent donc par la répression de tout ce qui apparut suspect, les réformateurs, les francs-maçons, les Jansénistes, tous les hommes des Lumières, les partisans de la liberté de pensée et d'expression ; ils abandonnèrent leurs tentatives de réformes d'avant 1789 et se rapprochèrent de l'Église pour laquelle la Révolution était le pire des maux.

Les groupes de démocrates radicaux, de jacobins qui approuvèrent même la Terreur comme un mal nécessaire et provisoire pour rétablir la justice contre l'oppression de l'Ancien Régime, tentèrent des insurrections dans diverses régions d'Italie, mais c'étaient des juristes, des médecins, des étudiants, des membres de la noblesse

et du clergé, étudiants restant sans emploi à la sortie de l'Université, en somme une bourgeoisie très minoritaire, et ils restèrent coupés des masses urbaines et paysannes. Ainsi la révolution fut en Italie « passive », apportée par des armées étrangères et non portée par le peuple comme ce



Gioacchino Toma, *Luisa Sanfelice in carcere* (1877, Roma).



fut le cas en France. Un homme comme **Filippo Buonarroti** (1761-1837. Image ci-contre), descendant de patriciens toscans et d'un frère de **Michel-Ange**, tente de former une république jacobine à Oneglia de 1794 à 1795, mais il est constamment arrêté, contribuera plus tard à former les groupes de « *carboneria* », puis des groupes communistes avec **Gracchus Babeuf** (1760-1797), et finira aveugle dans la misère en 1837. Quant au Directoire français, il ne pensait pas le moins du monde à créer en Italie une république démocratique unifiée, mais il n'y voyait qu'un ensemble de territoires à exploiter ou à échanger avec l'Autriche contre des terres de la Belgique et du Rhin.

De l'entrée de **Bonaparte** à Milan en 1796 à la défaite de **Murat** en Calabre en 1815, l'Italie fut donc bouleversée, les Autrichiens chassés, les monarchies absolues et les frontières balayées par l'armée révolutionnaire, les privilèges de naissance ou de « talent » furent abolis. Et de 1796 à 1799, le pays connut ce que l'on appela un « triennat jacobin », où les modérés et les extrémistes s'opposèrent pour déterminer ce que devait être la nouvelle « démocratie ». Les points d'opposition essentiels étaient le **statut de la terre** (qui restait l'essentiel de la propriété) : à l'abolition de la propriété et à la communauté des biens que proposait **Buonarroti**, la majorité opposa le respect inviolable de la propriété et son extension au plus grand nombre de personnes, meilleur moyen de créer une base plus large de participation politique et de lier le peuple à la cause de la révolution. Un autre point important fut la mise en place de **l'école, de la formation populaire** ; pour la majorité, « *le système scolaire devait laisser au peuple ses inéliminables « préjugés » et se limiter à rénover les écoles supérieures et les universités, en évitant une diffusion excessive de l'instruction, qui risquait de mettre en danger les hiérarchies sociales établies. La religion traditionnelle était, dans cette perspective, un instrument efficace de contrôle social, contre les instances de renouveau qui sur ce terrain aussi étaient avancées par les jacobins* » (28). Les modérés, héritiers du mouvement réformateur du XVIIIe siècle et ex-collaborateurs des gouvernements monarchistes, souvent nobles, l'emportèrent la plupart du temps.

Ce qui frappe surtout, c'est la diversité des réformes réalisées pendant ce triennat dans les diverses régions, par exemple pour l'adoption de lois antiféodales, plus souples à Gênes, plus dures à Naples, impossibles à appliquer à Rome à cause de l'opposition du Sénat. La conquête française avait en effet déchaîné « *un mouvement citadin, communal, une reprise de luttes séculaires entre commune et commune, qui retrouvaient sous les structures des États princiers une ancienne volonté de réaffirmer l'autogouvernement de leur ville. Alba et Asti contre le Roi de Sardaigne, Reggio contre le duc de Modène, Bologne et Ferrare contre l'État pontifical, Bergame, Brescia, Padoue contre Venise, les villes des Marches les unes contre les autres, etc.* » (29). Ce mouvement se poursuivit pendant le triennat « jacobin » : le Directoire de la République Cisalpine craignait l'unité avec la Lombardie, car Bologne y aurait eu un rôle subalterne par rapport à celui de Milan ; la République d'Ancône ne voulait pas fusionner avec celle de Rome ; le Piémont préféra l'annexion à la France plutôt que l'union avec la



Cisalpine ; Rome ne voulait pas de fusion avec Naples, etc. Les projets d'unité nationale des républicains radicaux se heurtaient donc aux résistances des modérés et des vieilles classes dirigeantes qui craignaient de perdre leurs positions de force dans une Italie unifiée, surtout ayant une forme républicaine. Plusieurs tentatives d'insurrection, urbaine ou paysanne, furent organisées contre le Directoire et toutes furent réprimées par l'armée française, comme l'insurrection paysanne organisée au Piémont en février 1799 par la *Società dei raggi* (Société des rayons). Mais cela

ancre tout de même dans la tradition italienne l'idée de l'unité et de la république.

Il faut noter par ailleurs que l'occupation française provoqua très vite une forte opposition populaire qui fut immédiatement exploitée par les réactionnaires : pour beaucoup, l'occupation signifia le poids des impôts, la cherté de la vie, la pénurie de produits alimentaires, la charge de logement des soldats. Certes la propagande ecclésiastique et celle des hommes de l'Ancien régime renforcèrent l'idée que les jacobins français étaient des monstres assassins, violeurs et exploitateurs ; mais des facteurs plus profonds contribuèrent à augmenter l'hostilité, le pillage des oeuvres d'art effectué par les généraux français, mais surtout l'augmentation de la misère provoquée par la suppression des biens ecclésiastiques : la fermeture des couvents, l'expulsion des Jésuites, la limitation des lieux de piété, la vente des biens ecclésiastiques supprimèrent aussi les structures d'assistance et de scolarisation qui ne furent remplacées par aucune autre, et la propriété bourgeoise qui remplaça la propriété ecclésiastique se révéla encore plus dure et plus directe. Sur un autre plan, la conscription militaire pratiquée par **Napoléon** qui avait besoin de soldats fit peser un poids très lourd sur les classes populaires urbaines et paysannes. Il faudrait ajouter l'attachement populaire souvent très fort pour les monarques qui apparaissaient comme garants de l'ordre et d'une religiosité qui était combattue par les républicains.

Tout cela détermina la conclusion catastrophique du triennat jacobin : toutes les républiques furent balayées, parfois dans une chasse au jacobin terriblement meurtrière comme à Naples en juin 1799, où furent arrêtés et assassinés beaucoup d'intellectuels napolitains, **Luisa Sanfelice** (1764-1800), le prince **Ferdinando Pignatelli** (1769-1799), le médecin **Domenico Cirillo** (1739-1799), le juriste et philosophe **Mario Pagano** (1748-1799), l'écrivaine **Eleonora Fonseca Pimentel** (1752-1799), Vincenzo Russo ;



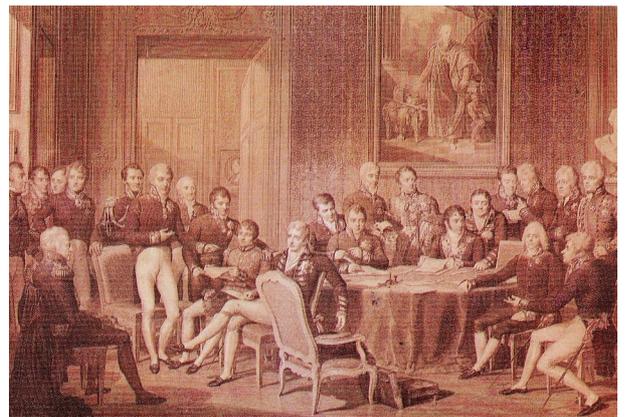
Domenico Cimarosa fut emprisonné pendant 4 mois, et mourut, peut-être empoisonné, en 1801 (30). Cet épisode est significatif de l'histoire de Naples, mais aussi de celle de toute l'Italie : la révolution jacobine fut « passive », portée par les armées étrangères et non par le peuple, et paradoxalement, les masses paysannes que la Révolution voulait libérer se retournèrent contre elle. La haine des Français, et la crainte de leur irréligiosité poussèrent à cette croisade contre-révolutionnaire

menée au nom de San Gennaro par une plèbe analphabète en grande partie paysanne menée par l'archevêque. La vignette de la page précédente, d'un journal allemand de la fin du siècle, représente bien ce mouvement, sous la statue de St Janvier portant sa tête coupée ; elle contraste avec les emblèmes de la République napolitaine reproduits ci-dessus qui représentaient l'Abondance, la Liberté Républicaine et la Justice. La rupture était totale entre la ville et la campagne, autre fait caractéristique de l'histoire italienne. Le gouvernement jacobin échoua à redresser un pays pauvre et encore plus appauvri par les guerres.

6 - La Restauration et le début du « Risorgimento »

Le Congrès de Vienne

Le Congrès de Vienne réunit les représentants des pays qui ont vaincu **Napoléon**, selon les décisions du Traité de Paris du 30 mai 1814 ; il est convoqué à partir de septembre 1814, poursuit ses débats pendant les « Cent-



Le Congrès de Vienne - Estampe du XIXe s.

Jours » du retour de **Napoléon** et s'achève 9 jours avant la seconde abdication de l'Empereur (9 juin 1815). Il regroupait l'Autriche (**Metternich**), la Grande-Bretagne et l'Irlande (**Lord Castlereagh**, puis le **duc de Wellington** puis **Lord Clancarty**), les États du pape **Pie VII** (le **cardinal Consalvi**), le Royaume de Prusse (**Karl August von Hardenberg** et **Wilhem von Humboldt**), l'Empire russe (le **tsar Alexandre Ier** et le **comte de Nesselrode**), le royaume de Sardaigne (**Antoine Marie Philippe Asinari de Saint-Marsan**), la république de Gênes (**Anton Brignole Sale**), et le royaume de France (**Talleyrand**). Les contradictions furent grandes entre tous les protagonistes dont les intérêts étaient opposés, mais ils s'accordèrent finalement.

En ce qui concerne l'Italie, la maison de Savoie récupérait le **Piémont**, la **Savoie et Nice** et entra en possession de la **république de Gênes** : les puissances européennes avaient besoin de créer autour de la France des États-tampons qui en interdiraient désormais les velléités d'expansion révolutionnaire. L'Italie du Nord reste divisée entre le **royaume lombardo-vénitien** remis à l'Autriche, les **duchés de Parme, Plaisance et Guastalla** attribués à **Marie-Louise d'Autriche** (1791-1847), l'épouse de **Napoléon**, et le **duché de Modène** donné à **François IV d'Este-Lorraine** (1779-1846) qui fut peut-être le modèle du prince et tyran Rancune-Ernest IV de **Stendhal** dans la *Chartreuse de Parme*. Le **grand duché de Toscane** est restitué à **Ferdinand III de Lorraine** (1769-1824). Le **pape Pie VII** retrouve les **États pontificaux**, mais ne récupère ni Avignon ni le Comtat Venaissin. Le roi bourbon **Ferdinand Ier** (1751-1825) retrouve le **royaume des Deux-Siciles**. L'Autriche tient garnison dans les citadelles de Plaisance, Ferrare et Comacchio.



Ci-dessus : Antoine Jean Baptiste Thomas 1791-1834) : *Coup de baguette à Saint-Pierre en pénitence de péchés véniels* ; **À droite** : procession sur l'escalier de S. Maria Ara Coeli.

En dessous : Henri Regnault (1843-1871), *Groupe d'écoliers de séminaires et de collèges*.

souverains. Seuls le duché de Modène, les États pontificaux et, d'une autre manière, le Royaume de Sardaigne, opérèrent une restauration plus radicale : **François IV de Modène** (1779-1846) rétablit une monarchie absolue appuyée sur la noblesse légitimiste et

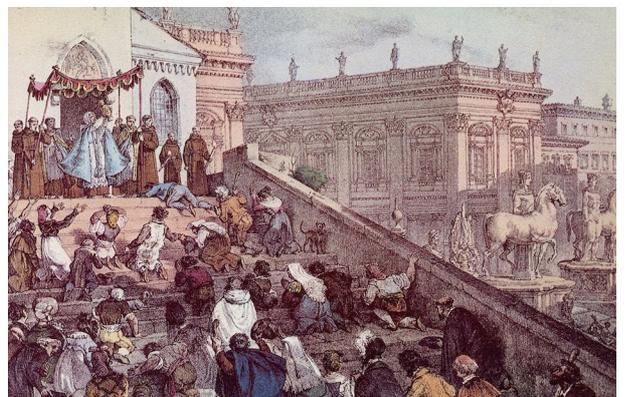


Formellement le Congrès de Vienne remet donc en place les anciennes monarchies absolues d'avant la Révolution, et les Habsbourg y retrouvèrent une place dominante que l'Autriche voulait conserver et ne partageaient qu'avec l'Église catholique qui retrouvait elle aussi sa puissance : le **pape Pie VII**, libéré de la prison napoléonienne, apparaît comme un glorieux martyr, et l'anticléricalisme des gouvernements s'efface, la religion redevient la base et le ciment de l'ordre dans les sociétés ; le Traité de Paix de Paris du 20 novembre 1815 est signé « *Au nom de la Très Sainte et Indivisible Trinité* » ; les Jésuites sont restaurés dans leurs prérogatives.

Mais en fait, **Metternich** (1773-1859) et les autres signataires étaient conscients des transformations opérées par **Napoléon** dans toute l'Europe, aussi bien sur le plan économique que sur le plan politique et judiciaire. Certains États comme le duché de Parme et le grand-

duché de Toscane restèrent fidèles à la politique napoléonienne et à l'illuminisme prérévolutionnaire.

Ailleurs, comme dans le Royaume de Naples, **Metternich** tempéra les volontés réactionnaires des



réactionnaires des souverains. Seuls le duché de Modène, les États pontificaux et, d'une autre manière, le Royaume de Sardaigne, opérèrent une restauration plus radicale : **François IV de Modène** (1779-1846) rétablit une monarchie absolue appuyée sur la noblesse légitimiste et

sur les Jésuites.

Quant à l'État pontifical, **Catherine Brice** résume ainsi sa situation : « *Le pape, souverain absolu, délié de toute obéissance au traité de Vienne dont il n'était pas*

signataire, porté par l'ultramontanisme ambiant, s'empresse d'éliminer toutes les traces de la période française. Toute la législation française fut abolie d'un coup ; les anciens tribunaux ecclésiastiques furent reconstitués et ils révisèrent les procès jugés sous Napoléon ; la justice féodale fut rétablie ainsi que l'Inquisition, le Saint-Office et le monopole d'État sur les denrées ; les biens ecclésiastiques non aliénés furent restitués et toutes les innovations françaises gommées : l'état civil, la vaccine, l'éclairage public. Quant aux juifs, ils regagnèrent leur ghetto que, depuis Paul III, ils avaient quitté fort peu de temps.

Mais ce retour en arrière s'avéra désastreux pour l'économie de l'État pontifical qui périclita dangereusement, dont l'instruction resta largement obscurantiste et qui vit la mendicité et la misère se développer de nouveau » (31). **Giuseppe Gioachino Belli** (1791-1863), le poète romain, traduisait la formule romaine S.P.Q.R. par : « *Sempre preti qui regnano* » (Toujours ici règnent les prêtres).

« Mastro Titta », bourreau officiel de Rome de 1798 à 1864 (il avait alors 85 ans) exécuta à lui seul 514 condamnés à mort par la justice. Il fallait combattre par tous les moyens tous ceux que l'on appelait « conspirateurs », membres de « sectes » ou de « sociétés secrètes », les francs-maçons, les « constitutionnels », les « démocrates », les « libéraux », les « carbonari », les « patriotes » ... c'est-à-dire ceux qui mettaient en cause les monarchies absolues, qu'ils soient ou non chrétiens et qu'ils contestent ou non celle de la papauté.

Enfin, dans le Royaume de Sardaigne, **Victor Emmanuel I** (1759-1824) se livra à une restauration tout aussi radicale. Dès son retour il annula toutes les nouveautés constitutionnelles introduites par **Napoléon** (à l'exception du système fiscal français qui l'avantageait !) pour revenir aux lois et règlements antérieurs à 1798. Il élimina du pouvoir tous ceux qui avaient participé aux institutions napoléoniennes pour les remplacer par des hommes médiocres et inexpérimentés dont le seul mérite était d'avoir été exclus de la vie publique dans la période « française », y-compris les militaires. Le roi rétablit en 1818 la législation discriminatoire qui frappait les Juifs (qui devaient rentrer dans leur ghetto à 9h du soir) et les Vaudois coupables d'avoir collaboré avec les Français. Les ordres religieux furent rétablis et indemnisés, et le retour des Jésuites en 1818 leur soumit à nouveau la vie culturelle et l'enseignement. Les barrières douanières furent même maintenues entre le Piémont et la Ligurie nouvellement acquise. Comme conclut **Aldo A. Mola**, « *Bien qu'agrandi, le Royaume de Sardaigne restauré présenta donc tous les traits typiques d'une réaction myope et suffocante, en état de siège permanent, soupçonneuse vis-à-vis de toute nouveauté et destinée à susciter trop de mauvaises humeurs pour ne pas préoccuper les conservateurs les moins obtus, désormais conscients que, pour durer, l'immobilité elle-même exige des initiatives, de l'action, de la vie* » (32).

Les oppositions, les révolutions de 1820 et 1831 et la répression autrichienne

Ces restaurations suscitèrent en effet beaucoup de « mauvaises humeurs », et les **oppositions furent nombreuses et fortes**. La Lombardie fut en tête de l'opposition libérale : la bourgeoisie est touchée par ce retour à une Italie divisée où les barrières douanières entravaient le commerce ; le progrès technique, le développement industriel prônés par la littérature anglo-saxonne étaient contradictoires avec ces réalités réactionnaires. Un journal



comme le « *Conciliatore* » (ou « *foglio azzurro* », du fait de sa couleur. Cf. image ci-contre) publié à Milan en septembre 1818, rassembla ces opposants, autour du comte **Porro Lambertenghi** (1780-1860), du comte **Federico Confalonieri** (1785-1845),

propriétaires terriens et industriels de Lombardie, des écrivains **Ludovico di Breme** (1780-1820), **Silvio Pellico** (1789-1854), **Giovanni Berchet** (1783-1851), du comte économiste **Giuseppe Pecchio** (1785-1835), du philosophe et physicien **Gian Domenico Romagnosi** (1761-1835), de l'économiste **Melchiorre Gioia** (1767-1829), et du critique romantique **Ernes Visconti**



(1784-1841) qui inspira les théories de **Manzoni** et de **Stendhal**. La censure autrichienne supprima la publication le 17 octobre 1819.

Les libéraux toscans étaient moins audacieux. Un de leurs représentants fut **Giovan Pietro Vieusseux** (1779-1863) qui fonda en 1819 le « Cabinet Vieusseux » et la revue « *Nuova Antologia* ». Certains libéraux Piémontais, comme les comtes **Cesare Balbo** (1789-1853. Portrait ci-contre à gauche) et **Santorre di Santarosa** (1783-1825), n'étaient pas contre la monarchie mais furent écartés du pouvoir parce qu'ils avaient été proches des Français ; d'autres comme **Silvio Pellico** et le marquis **Massimo d'Azeglio** (1798-1866), plus radicaux s'exilèrent à Milan.

Mais la dureté de la répression autrichienne convainquit les libéraux de se tourner vers les organisations clandestines plus portées à l'action militaire et violente et rendues nécessaires par des États autocratiques qui ne laissaient aucune place à la liberté d'expression. Ce fut le cas de la « *Carboneria* », société secrète née à Naples pour lutter contre **Joachim Murat** et dont les symboles et les rituels avaient été empruntés à la corporation des « Charbonniers » de Franche-Comté qui préparaient le charbon de bois et le vendaient au détail, introduite en Italie méridionale vers 1810. Organisée en trois degrés de « *vendite* », elles-mêmes divisées en « *baracche* », elle était très hiérarchisée et rigide. Son programme politique restait flou : liberté politique et régime constitutionnel ; elle réunissait des intellectuels de la bourgeoisie et de l'aristocratie à côté d'artisans et de commerçants lésés par la politique féodale de la Restauration, des membres du bas clergé et des officiers de rang inférieur. Ils adoptèrent comme référence la constitution espagnole votée à Cadix en 1812 (Voir texte en encart). Beaucoup de grands personnages de l'époque du Risorgimento adhérèrent à la Carboneria : **Silvio Pellico**, **Antonio Panizzi** (1797-1879) qui assura le lien avec l'Angleterre où il devint un célèbre bibliothécaire, **Giuseppe Mazzini** (1805-1872) dans sa jeunesse, **Ciro Menotti** (1798-1831), le médecin **Nicola Longo** (1789-1877), le musicien **Piero Maroncelli** (1795-1846) emprisonné au Spielberg avec **Silvio Pellico**, le comte **Federico Confalonieri** (1785-1846), **Carlo Bianco di San Jorioz** (1795-1843), auteur d'un traité sur la guerre nationale d'insurrection par bandes, etc. (33).

La Carbonnerie s'était inspirée en partie de l'organisation et des rites de la Franc-Maçonnerie, mais en était totalement séparée : la **Franc-Maçonnerie** avait été largement encouragée et assimilée par **Napoléon**, et avait contribué à former une classe de fonctionnaires, de notables et de militaires fidèle à l'Empereur ; à ce titre, elle était également honnie et chassée par les gouvernements réactionnaires mis en

La constitution de Cadix (1812)

En 1810, face à l'avancée napoléonienne, les « cortes » espagnoles furent convoquées à Cadix et élaborèrent pendant deux ans une constitution qui reconnaissait une monarchie héréditaire, mais où la souveraineté résidait dans la nation constituée par des individus ayant un destin politique commun, avec un système parlementaire unicaméral. Les libéraux modérés du XIXe s. y virent la solution idéale, copiée sur la constitution française de 1791, moins jacobine, et la constitution de Cadix fut adoptée entre autres comme modèle par Charles Albert de Sardaigne en 1821 et par

place par la Restauration.

Par contre, tout un courant révolutionnaire, radical et républicain, se forma surtout autour de **Filippo Buonarroti** (1761-1837), compagnon de **Gracchus Babeuf** (1760-1797) et fondateur de plusieurs Loges maçonniques, puis participant actif de la *Carboneria* et de la « Conspiration des égaux » et théoricien communiste : renverser les tyrans et



Le Spielberg - Aquarelle du XIXe s. Venise, Musée du Risorgimento. ▲ **droite** : Le général Pepe.

instaurer une collectivité fondée sur l'égalité sociale

Ce sont ces diverses oppositions qui furent à la base des **révolutions de 1820 et 1821**, d'abord dans le Royaume des Deux-Siciles, où des militaires, commandés par le général **Giuglielmo Pepe** (1783-1855. Cf. image ci-dessus) imposèrent au roi l'adoption d'une constitution, puis dans le Piémont de **Victor Emmanuel I** où la garnison d'Alessandria se souleva pour obtenir une



donné l'illusion avant de choisir la non-intervention dans les révolutions italiennes, et de s'être limité à un petit nombre d'initiés. Ils avaient aussi sous-estimé la dureté de la répression policière autrichienne, la pratique des tortures qui obligèrent les accusés à avouer leurs actes, même dans le duché de Parme, où la souveraine **Marie-Louise** et son mari morganatique, le **comte de Neipperg** auraient souhaité une politique plus tolérante et plus ouverte aux évolutions.

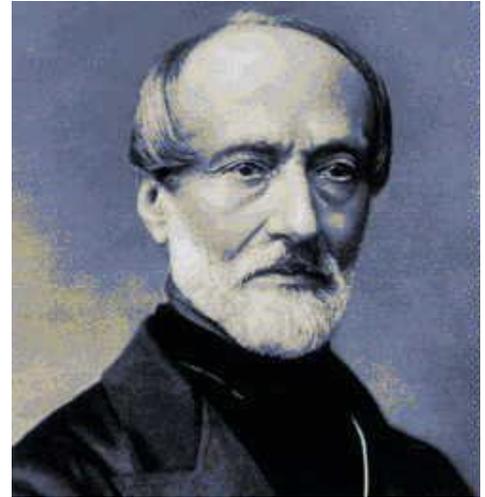
Quant à l'idée d'unité de l'Italie, elle n'apparaît pas encore dans cette période. Une seule exception, la proclamation faite à Rimini par **Joachim Murat** le 30 mars 1815 : après le retour de Napoléon de l'île d'Elbe, Murat, qui avait abandonné Napoléon, lui revient et entraîne son armée vers le Nord pour combattre les Autrichiens, et là il fait afficher dans Rimini un texte où il appelle les Italiens à s'unir pour combattre les armées ennemies.. Il n'aura aucun effet.

7 - La diplomatie piémontaise après 1831 et la première intervention militaire (1848-1849)

Giuseppe Mazzini : un nouveau courant révolutionnaire et républicain

Les échecs de 1820 et 1831 ont conduit les libéraux à réfléchir sur l'organisation, l'objectif et la méthode de leur action. Aux modérés qui décidèrent de jouer la carte de la monarchie de Sardaigne, sous des formes différentes, s'opposèrent ceux qui, derrière **Giuseppe Mazzini**, choisirent la République, l'unité par une lutte de masse contre l'occupation autrichienne.

Giuseppe Mazzini (1805-1872 – Photo à droite) était originaire de Gênes, fils d'un professeur de médecine républicain, hostile au rattachement de la « République » de Gênes à la monarchie de Savoie, et d'une mère patriote et marquée par le jansénisme. Après des études de médecine, de droit et de philosophie, il adhéra en 1827 à la « *carboneria* », fut arrêté en 1830, et, sorti de prison, il s'exila à Marseille en 1831. Convaincu que la « *carboneria* » n'est pas la solution aux problèmes de l'Italie, il fonde le mouvement « **Giovine Italia** », Jeune Italie. Il accusait la *carboneria* d'avoir négligé le peuple au profit d'une alliance avec les aristocrates ; hostile à l'internationalisme de **Buonarroti** et à son attachement à la Révolution française, il estimait que l'Italie était mûre pour se libérer elle-même de l'oppression étrangère, et à l'individualisme français il opposait l'idée d'association et de



Drapeau de la Giovine Italia –
Musée du Risorgimento Gênes

lutte collective. Pour **Mazzini**, l'Italie devait être « *une, indépendante, libre et républicaine* », refusant les solutions fédérales et monarchiques au profit de la seule « République », unique garantie de l'égalité des citoyens, dans la tradition des grands souvenirs nationaux, de la république romaine aux grandes républiques du Moyen-Âge et de la Renaissance, alors que la monarchie fut contemporaine de ruine et de soumission à l'étranger.

La « Jeune Italie » était l'association qui sauverait l'Italie en lui permettant d'atteindre son unité ; elle n'était secrète que quant au nom des adhérents ; elle devait préparer l'insurrection par l'éducation du peuple, avec l'enthousiasme passionné des esprits « jeunes », la bataille des jeunes générations contre les vieilles, « *Sainte Alliance des peuples* » qui amena **Mazzini** à fonder dès 1834 la « *Giovine Europa* », la « *Giovine Polonia* », la « *Giovine Germania* », la « *Giovine Svizzera* ».... L'Association prit de plus en plus une couleur religieuse, religion sociale et immanente dont le coeur était l'affirmation de l'idée de « peuple » et de « nation » et où Rome était le lieu qui devait lancer au monde

les cris de « Liberté » et d'« Égalité ». On était loin de la religion catholique romaine ! « Dieu et peuple », disait **Mazzini**.

Les adeptes de la *Giovine Italia* furent vite nombreux au Piémont, en Toscane, en Lombardie, en Émilie et en Italie centrale. Parmi eux, le frère de **Ciro Menotti** et le jeune marin **Giuseppe Garibaldi** (1807-1882). Ce développement rapide, en particulier dans l'armée piémontaise, inquiéta bientôt le roi **Charles-Albert** (1798-1849) qui lança en avril 1833 une féroce répression, faisant arrêter un grand nombre de sous-officiers et d'officiers, pratiquant la torture et la condamnation à mort. Certains mazziniens cédèrent, mais la plupart préférèrent la mort au parjure, ou le suicide plutôt que la dénonciation des camarades, comme **Antonio Boggiano** qui s'empoisonna et **Jacopo Ruffini** (1805-1833) qui s'ouvrit les veines avec un clou arraché de la porte de la prison.

En **juin 1833**, **Mazzini** se consacra à un **plan d'invasion de la Savoie** par des troupes formées d'exilés en France et en Suisse, et à un soulèvement contemporain de Gênes. Mais il n'y eut qu'une seule bataille, perdue par les mazziniens, aux Échelles, près de Pont-de-Beauvoisin, et Gênes ne se souleva pas : il n'y avait au rendez-vous qu'une seule personne, **Giuseppe Garibaldi**, qui dut s'exiler pour échapper à une condamnation à mort. **Metternich** demanda en 1837 que **Mazzini** fût expulsé de Suisse, et il dut en effet s'enfuir en Angleterre où il publia « *L'Apostolat populaire* » pour poser le problème de l'adhésion des classes travailleuses à l'insurrection nationale, et où il créa une Ligue Internationale des peuples.

En juin 1844, les frères **Attilio** (1810-1844) et **Emilio** (1819-1844) **Bandiera**, fils d'un contre-amiral des Habsbourg, décidèrent de rejoindre un mouvement déclenché en Calabre, et, dénoncés par un espion infiltré, furent arrêtés et condamnés à mort, exécutés le 25 juillet 1844 avec 9 de leurs compagnons. **Mazzini** avait déconseillé aux frères Bandiera de lancer ce mouvement, mais il en lança d'autres à Bologne, Imola, Cosenza, Rimini, qui furent tous des échecs. D'autres groupes agirent dans le même sens parallèlement à *Giovine Italia*,

celui de **Carlo Farini** (1812-1866) qui adhéra à la *carboneria* puis à *Giovine Italia* et fut exilé pour sa proclamation de Rimini en 1845, où il appelait les princes et les peuples d'Europe à aider la Romagne à se libérer de l'emprise du pape Grégoire XVI (1765-1831-1846) ; il devint plus tard, ministre de **Massimo d'Azeglio** et collaborateur de **Cavour** puis chef du gouvernement en 1863. Un autre révolutionnaire fut **Nicola Fabrizi** (1804-1885) qui participa à la conjuration de **Ciro Menotti**, se rapprocha de **Mazzini** et fonda en 1837 la « *Lega Italica* » (appelée aussi « *Legione* » pour son caractère militaire : il la concevait comme le bras armé du mazzinisme) ; il rejoignit ensuite **Garibaldi**, et fut député du jeune Royaume d'Italie pendant 8 législatures.

Exécution des Frères Bandiera –
Musée du Risorgimento Rome.

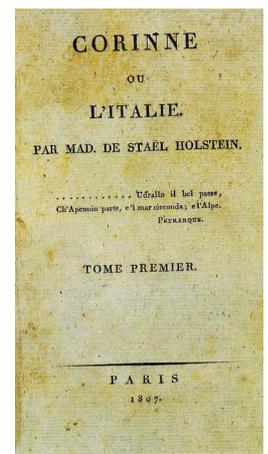


Le retour de l'Italie dans la littérature européenne



À gauche, Madame de Staël, par François Gérard, Château de Versailles. À droite, François Gérard, Madame de Staël au cap Misène comme Corinne, 1819

Après la restauration, il y eut certes en Europe une diffusion de la littérature italienne qui contribua à restaurer aussi l'intérêt pour l'Italie, *Le mie prigioni* de **Silvio Pellico** (1832), *Le Ultime lettere di Jacopo Ortis* de **Ugo Foscolo** (1802), les oeuvres poétiques et les essais de **Giacomo Leopardi**, *I promessi sposi* d'**Alessandro Manzoni** (1827). En 1860, **Marc Monnier** (1829-1885) publie chez Hachette un

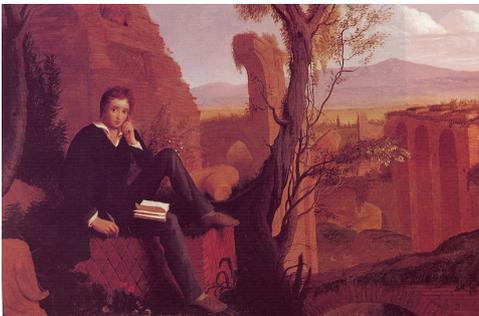


livre intitulé « *L'Italie est-elle la terre des morts ?* », et il y montre qu'au contraire, elle est la terre des vivants et analyse l'oeuvre de nombreux écrivains, plus toujours très lus de nos jours, mais qui le furent beaucoup au XIX^e siècle : « *Au début de notre siècle, nous avons Napoléon, un Italien. La paix se rétablit, les lettres fleurissent. Il nous vient des poètes, l'Italie en compte plus que nous. Nous nommons Chateaubriand, qu'on ne lit déjà plus ; l'Italie nomme Manzoni, qu'on lit toujours et qui écrit encore. Nous disons Béranger, l'Italie répond Giusti. Nous disons Lamartine, Hugo, Vigny, Barbier, Musset, l'Italie répond Foscolo, Monti, Niccolini, Leopardi, Grossi, Pellico, Berchet, Carrer, vingt autres que je passe. Plus près de nous, dans la génération nouvelle, nous ne trouvons plus en France que notre littérature aux camélias. La grande et sévère poésie règne toujours au-delà des Alpes* » (34).

Mais en retour, l'Italie a une place toujours plus grande chez les écrivains français. Comment ce pays qui avait connu deux empires de civilisation, la romaine et celle des communes à la Renaissance, ne se relevait-il pas ? Pourquoi n'était-elle pas libre de la domination étrangère et des tyrannies internes ? Pourquoi, en somme, l'Italie n'était-elle plus l'Italie ? Les historiens tentent de donner des réponses, et la poésie romantique va développer une « *italomanie* » qui contribuera à donner son essor au Risorgimento. En 1807, **Madame de Staël** (1766-1817), après de nombreux séjours en Italie publie à Paris *Corinne ou l'Italie*.

De 1807 à 1818, **Jean Charles Léonard Simonde de Sismondi** (1773-1842) publie son *Histoire des Républiques italiennes du Moyen-Âge*, à Paris. C'est un connaisseur des économistes anglais David **Ricardo** (1772-1823) et **Adam Smith** (1723-1790), et il est ami de **Madame de Staël**. Il avait déjà publié en 1801 un *Tableau de l'agriculture toscane*, et en 1832, il écrit une *Histoire de la renaissance de la liberté en Italie, de ses progrès, de sa décadence et de sa chute*.

Lord George Gordon Byron (1788-1824) séjourne en



Italie de 1817 à 1822, il y complète son *Pèlerinage de*

Childe Harold (Chants IV et V), écrit *Beppo*, *histoire vénitienne* en 1818, *Marino Faliero*, *doge de Venise* en 1820 et *La prophétie de Dante* et *Les deux Foscari* en 1821. Il assiste à la crémation de **Shelley**, qui s'est noyé en mer en juillet 1822, sur la plage de Viareggio. Ses

amours italiennes sont connues de toute l'Europe. Il fréquentera quelques carbonari.

Comme beaucoup d'Anglais, **Percy Bysshe Shelley** (1792-1822) s'installa en Italie en 1818 sans espoir de retour ; il y écrit un poème, *The Cenci*, en 1819 et un *Prométhée* en 1820. Il se noie pendant l'été 1822 dans le golfe de Livourne, et son corps sera incinéré en présence de **Byron** sur la plage, ses cendres déposées au cimetière protestant de Rome.



Beaucoup d'autres Européens séjournèrent alors en Italie et écrivirent sur l'Italie. Ce fut le cas d'**Alphonse de Lamartine** (1790-1869) qui fut Secrétaire d'Ambassade à Naples puis à Florence de 1825 à 1830, époque qui lui inspirera plus tard un charmant roman, *Graziella* (1852). Mais le plus italien (milanais) des Français fut évidemment **Marie-**

Henri Beyle ((1783-1854), dont le nom de plume de



Byron assiste à la crémation de Shelley sur la plage de Lerici. Liverpool, Walker Art Gallery.

À gauche, Shelley écrit son *Prométhée* dans les thermes de Caracalla – Rome, Keats and Shelley House.

Stendhal.
À gauche, Alphonse de Lamartine par Decaisne – Musée de Mâcon.



Stendhal fut inspiré du nom d'une ville allemande, *Stendal*, mais qui fut le lieu de naissance d'un grand archéologue et historien d'art spécialiste de l'Italie, **Joachim Winckelmann** (1717-1768). Il fit connaître l'Italie par *La Chartreuse de Parme* (1839), *L'Histoire de la peinture en Italie* (1817), *Rome, Naples et Florence* (1817 et 1827), *Vie de Rossini* (1823) qui introduisit **Rossini** en France, *Promenades dans Rome* (1829), *Chroniques italiennes* (1837 et 1839).

Chateaubriand (1768-1848) écrivit aussi un *Voyages en Amérique et en Italie* en 1827.

Mais il faudrait ajouter **Jacob Burckhardt** (1818-1897) dont *La civilisation de la Renaissance en Italie* (1860) a fait autorité et reste une référence, ainsi que son *Cicerone, Guide de l'art antique et de l'art moderne en Italie* (1855). Eurent aussi une grande influence les travaux de **Ferdinand Gregorovius** (1821-1891), grand spécialiste allemand de *L'Histoire de Rome au Moyen-Âge* (1859-1872).

Il ne faut pas non plus oublier la quantité **d'Italiens émigrés** qui, pour échapper aux persécutions antilibérales, parcoururent l'Europe et y répandirent leurs idées, suscitant une immense sympathie pour leur terre et pour ceux qui y étaient détenus politiques des tyranneaux locaux. À partir des années 1830-32, après le tournant libéral en France et en Belgique, et après l'indépendance grecque, ils se réfugièrent à Lyon, – centre important de réfugiés politiques et de luttes de classes des « canuts » –, à Paris, à Bruxelles, à Londres, Liverpool, Édimbourg, dans les villes industrielles allemandes, partout où se développait une nouvelle réalité socio-économique, industrielle, urbanistique, des nouveautés technologiques. « *Des hôpitaux aux prisons, des voies de communication aux transports, à l'éclairage nocturne, beaucoup de jeunes gens relâchaient les liens, d'abord absolus et exclusifs, avec la tradition classique, avec les mythes prédominants dans la génération précédente* » (35). Ils assimilaient aussi les pensées de **Victor Cousin, Ledru-Rollin, Fourier, Blanc, Blanqui, Mills, Owen, Lassalle, Feuerbach, Hegel**, créant dans toute l'Europe un courant où maintenant l'Italie avait toute sa place, et où on pouvait penser son unité et son indépendance.

Enfin, une autre production contribua à faire porter les regards vers l'Italie, **l'opéra**. L'opéra avait été inventé par l'Italie dès la fin du XVI^e siècle, à Florence, par la Camerata fiorentina du **Comte Bardi** (1534-1612), et des musiciens comme ceux de la cour des Médicis, **Jacopo Peri** (1561-1633) (*Euridice* le 6 octobre 1600), **Giulio Caccini** (1551-1618) (*Orfeo* en 1602) puis par **Claudio Monteverdi** (1567-1643) à Mantoue et à Venise (*Orfeo* en 1607). Au XIX^e siècle, l'opéra devient un

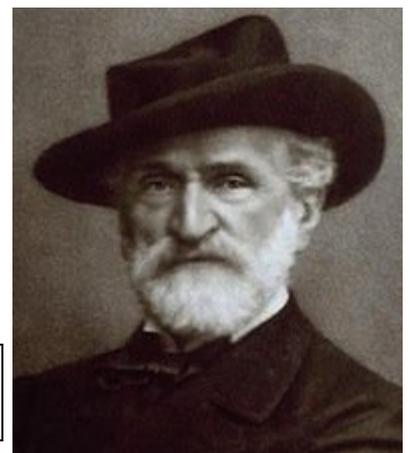
Gioachino Rossini
photographié par
Nadar.



genre populaire qui se répand dans toute l'Europe, grâce à **Gioachino Rossini** (1792-1868) avec ses 41 opéras entre 1812 et 1846, **Gaetano Donizetti** (1797-1848), avec ses 73 opéras de 1816 à 1846, **Vincenzo Bellini** (1801-1835), qui écrit 11 opéras dans sa très courte vie ; mais le plus important politiquement fut **Giuseppe Verdi** (1813-1901), avec ses 35 opéras de 1865 à 1893. Il fut un des plus grands compositeurs de la seconde moitié du siècle et il devint en Italie un des symboles de la contestation de l'occupation autrichienne : on sait que la représentation de *Nabucco* en 1842 à la Scala de Milan fut l'occasion d'une formidable acclamation populaire du chœur des esclaves considéré comme un chant des Italiens opprimés par le tyran autrichien. Le nom même de Verdi se mit à signifier **Vittorio Emanuele Re D'Italia**. Ainsi la musique fut le porteur des aspirations à la liberté. Et un opéra comme *La Muette de Portici*, de **Daniel-François-Esprit Auber** (1782-1871), écrit en 1828, joua un grand rôle dans le déclenchement de la révolution belge de 1830 : l'opéra évoque la révolte de **Masaniello** à Naples en 1647, et le chant du peuple tirant ses armes et désarmant les soldats provoqua un extraordinaire mouvement dans la foule, elle sortit du théâtre, se répandit dans les rues, et obtint l'indépendance de la Belgique. Le texte chantait l'amour sacré de la patrie et de la liberté :

« Mieux vaut mourir que rester misérable !
Pour un esclave est-il quelque danger ?
Tombe le joug qui nous accable.
Et sous nos coups périsse l'étranger !
Amour sacré de la patrie
Rends nous l'audace et la fierté

Giuseppe Verdi photographié
par Giacomo Brogi



À mon pays je dois la vie
Il me devra la liberté ».

Puis Masaniello brandit une hache et chante :

« Va dire aux étrangers que tu nommes tes maîtres
Que nous foulons aux pieds leur pouvoir inhumain,
N'insulte plus, toi qui nous braves,
À des maux trop longtemps soufferts.
Tu crois parler à des esclaves
Et nous avons brisé nos fers ! »

Et le choeur reprend, pendant que les personnages désarment les soldats :

« Non plus d'opresseurs plus d'esclaves, / Combattons pour briser nos fers.

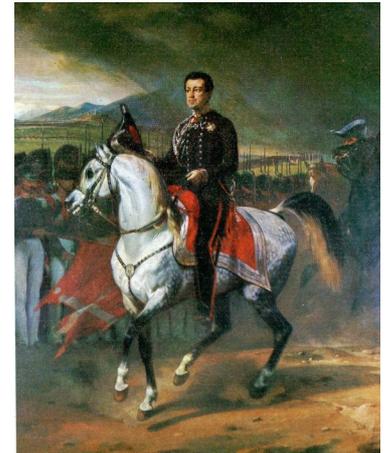
Courons à la vengeance ! / Des armes, des flambeaux ! / Et que notre vaillance / Mette un terme à nos maux. »

Ce chant fut aussi celui qui donna le signal de la révolution parthénopeenne en 1830 (36).

La transformation du Piémont : de la réaction de 1815 au libéralisme modéré

L'échec des mazziniens et la faillite des mouvements révolutionnaires permirent à **Charles-Albert** de se rapprocher des libéraux modérés qu'il avait lui-même combattus dans les premières années de son règne. On a vu que, dès le lendemain du Congrès de Vienne, les rois de Sardaigne avaient reconstitué un régime réactionnaire, « *myope et suffocant* », qui voulait ignorer que les réformes napoléoniennes avaient changé la face de l'Europe, et que la réalité internationale n'était plus la même. Par contre, **Victor Emmanuel I** consacra une bonne partie de son énergie et de ses maigres finances à réorganiser **une armée efficace**, de la flotte, confiée à l'amiral **Giorgio des Geneys** (1761-1839), qui privilégia Gênes aux dépens de la Sardaigne pourtant restée fidèle au roi, jusqu'à l'institution des « *Carabinieri Reali* » le 13 juillet 1814, 1200 hommes sur 355 stations réparties sur tout le Royaume de Sardaigne ,

Vernet, Galleria Sabauda,
Torino



formés dans une discipline de fer, une dévotion absolue au roi, et dotés de pouvoirs d'inquisition très larges. Ils intervinrent avec force dès le printemps 1815. Le roi créa aussi de nouveaux régiments d'artillerie et de cavalerie, consacrant 50% du revenu de l'État piémontais à une armée de 30.000 hommes assez forte pour convaincre le Congrès de Vienne de restituer Chambéry et Annecy au Royaume de Sardaigne. Ainsi, celui-ci, réaffirmant après les princes de la Renaissance et leurs « *condottieri* » l'idée selon laquelle il n'est pas de projet politique réalisable – en particulier un projet d'expansion territoriale –, sans la possession d'une force de guerre adaptée. Cela permit à **Victor Emmanuel I** de s'affirmer comme un prince indépendant, capable de se défendre sans aide autrichienne dans le concert des puissances autrichiennes, par exemple pour repousser les attaques barbaresques en Sardaigne. Il était le seul à avoir réalisé cela parmi tous les princes restaurés d'Italie, satisfaits d'avoir récupéré les frontières données par le Congrès de Vienne et d'y vivre tranquilles et protégés.

Les insurgés de 1821 et 1831 avaient tiré les leçons de leurs échecs : rien ne serait possible sans une force militaire et sans des guerres. **Garibaldi**, qui avait pour principe « *Guerre à la guerre, au militarisme, à la peine de mort et aux duels* », écrivit en 1871 à une amie : « *Mais dites-moi, chère madame, croyez-vous que l'Italie aurait pu arriver au point d'unification où elle se trouve aujourd'hui sans la guerre ? (...)*

Les Rois de Piémont Sardaigne :

- **1675-1730** : **Victor-Amédée II** (1666-1732), fils de Charles Emmanuel II, **roi de Sicile** (1713-1720), puis **roi de Sardaigne** (1720-1730) , abdiqne en 1730.
- **1730-1773** : **Charles-Emmanuel III** (1701-1773), fils du précédent.
- **1773-1796** : **Victor-Amédée III** (1726-1796), fils du précédent.
- **1796-1802** : **Charles-Emmanuel IV** (1751-1819), abdiqne en 1802, fils du précédent.
- **1802-1824** : **Victor-Emmanuel Ier** (1759-1824), frère du précédent. Abdiqne en 1821 au profit de Charles Félix.
- **1821-1831** : **Charles-Félix** (1765-1831), frère des précédents.
- **1831-1849** : **Charles-Albert** (1798-1849), cousin éloigné des précédents, de la branche des Savoie-Carignano.
- **1849-1860** : **Victor-Emmanuel II** (1820-1878), fils du précédent ; devient roi d'Italie en 1861 sous le même nom de Victor Emmanuel II.

Ne touchons pas l'Autriche qui, pour des motifs de faiblesse, nous laissera peut-être tranquilles pendant quelques temps ; mais certes, elle ne nous cédera pas le Trentin par de bonnes paroles (...) Donc guerre à la guerre quand l'Italie sera construite, ma belle dame ; aujourd'hui guerre aux prêtres doit être le cri de chaque Italien, de ses couches à sa vieillesse » (37). Il fallait un engagement militaire pour atteindre l'unité et l'indépendance ; il ne suffisait pas de croire que, si une ville se révoltait, le « peuple » allait former spontanément une armée de millions de soldats à l'annonce d'une victoire sur un gouvernement local, comme l'avaient cru les libéraux et les mazziniens. L'expédition des **frères Bandiera** comportait 20 hommes ! Et en 1831, le « Gouvernement constitutionnel » de Modène représentait une force de 2000 hommes contre les ... 45.000 du général autrichien ! Les Italiens savaient être de bons soldats, – contrairement à une idée qui fut courante en France –, mais à condition d'être encadrés dans une armée bien commandée, comme ils l'avaient montré dans l'armée napoléonienne, par exemple en organisant le passage de la Berezina pour les soldats français en difficulté. C'est cette place centrale de l'armée qui avait poussé les « *carbonari* » à investir si fortement parmi les sous-officiers et officiers piémontais. Et le Congrès de Vienne était bien conscient de la nécessité de la « paix » pour garder en place les gouvernements « restaurés » ; inversement, ceux qui voulaient se débarrasser de ces gouvernements tyranniques suscitaient révoltes et insurrections armées. Restait à mettre au jour la pensée et la méthode pour y parvenir.

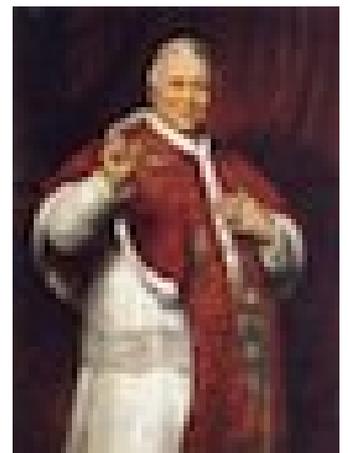
Or qui pouvait disposer d'une armée forte et indépendante ? Le royaume de Sardaigne était le seul État italien à en avoir constitué une, les autres États dépendaient uniquement des forces autrichiennes présentes sur leur territoire. Les insurgés de 1821 cherchèrent donc déjà à obtenir le soutien du prince **Charles-Albert de Savoie-Carignano**, avec le sentiment que, sans lui, rien ne serait possible. **Mazzini** avait fait de même en 1831 et **Garibaldi**, exilé à Montevideo, avait fait informer le nouveau **pape Pie IX** (1792-1848-1878) de l'appui qu'il lui donnerait s'il soutenait la lutte pour la libération de l'Italie. **Charles-Albert** leur donna une constitution, mais **Charles-Félix**, arrivé sur le trône, le désavoua et Charles-Albert dut s'enfuir, se faire pardonner en participant à la répression de l'insurrection espagnole, pour être finalement élu roi de Sardaigne en 1831. Ce n'est qu'après l'échec des mazziniens, dans les années 30, qu'il se rapprocha des libéraux modérés favorables à une alliance avec la monarchie de Savoie ; il comprit l'avantage qu'il y aurait pour lui de s'allier avec des courants qui, eux aussi hostiles aux révolutionnaires, le soutiendraient dans une opération d'expansion nationale de son royaume. En 1845, **Massimo d'Azeglio** (1798-1866) demanda à le rencontrer et il lui affirma que, quand se présenterait l'occasion, il mettrait « *sa vie, la vie de ses enfants, ses trésors, son armée au service de la cause italienne* » (38). En 1846, d'Azeglio, marié à la fille d'**Alessandro Manzoni**, publia son analyse critique de l'aventure des **frères Bandiera**, « *Degli ultimi casi di Romagna* » ; il y montrait l'inutilité des agitations révolutionnaires et se ralliait à l'idée d'une unification de l'Italie sous l'égide de la maison de Savoie (39). Ainsi, riche de ses traditions historiques, regardant depuis longtemps déjà vers l'Italie, le Piémont posait sa candidature à la lutte contre l'Autriche pour libérer l'Italie de sa domination.

Le développement du courant « néoguelfe »

L'occasion nouvelle fut offerte par l'élection au pontificat de **Giovanni Maria Mastai Ferretti** (1792-1878), sous le nom de **Pie IX**, candidat des cardinaux les plus libéraux au conclave de juin 1846 contre le candidat des plus réactionnaires, le **cardinal Lambruschini**. Il prit au début de son pontificat des mesures libérales opposées à la politique suivie par son prédécesseur **Grégoire XVI**, amnistie générale pour les détenus politiques et concession d'un *Statut fondamental pour le gouvernement des États de l'Église*, comportant deux Chambres et le Sacré Collège des cardinaux présidé par le pape, il institua la



liberté de la presse et un conseil de laïcs chargée de lui faire connaître les désirs de la population ; il fait construire des voies ferrées (alors que **Grégoire XVI** considérait le train



À droite : Pie IX. À gauche : A. Lamma, Pie IX bénit les combattants pour l'indépendance italienne. Vers 1850.

comme un objet diabolique) et restaure l'éclairage public ; en 1847, il s'oppose à l'Autriche qui avait fait occuper Ferrare alors qu'elle n'avait le droit que d'entretenir une garnison dans la citadelle. Le pape devient très populaire, un espoir pour les patriotes italiens. Ils auraient dû être plus méfiants : le 9 novembre 1846, à peine élu, le pape publiait l'encyclique *Qui pluribus* où il condamnait les adhérents d'associations que l'Église considérait comme hostiles et diaboliques (40).

Mais les papes s'étaient jusqu'alors prononcés contre les « carbonari » (condamnés par **Pie VII** en 1821 et par **Léon XII** en 1825, en même temps qu'il rappelait la condamnation des francs-maçons, puis par **Pie VIII** en 1829). Il est vrai que l'Église était depuis longtemps l'objet d'un **anticléricalisme populaire** très intense, dû en particulier aux moeurs peu chrétiennes du clergé, et qui avait contraint **Clément XIV** à dissoudre la Compagnie de Jésus dans toute l'Europe chrétienne, en 1773. **Napoléon** avait renforcé les craintes de l'Église en contraignant le clergé à jurer fidélité à la Constitution de 1790, puis en faisant signer le concordat de 1801, puis en se couronnant lui-même empereur en 1804, mettant ainsi en cause la doctrine de **Grégoire VII**, de la nécessaire légitimation du pouvoir politique par l'investiture ecclésiastique. Napoléon alla même jusqu'à nommer son fils « roi de Rome », achevant de concentrer tout le pouvoir dans les mains impériales et non dans les mains pontificales.

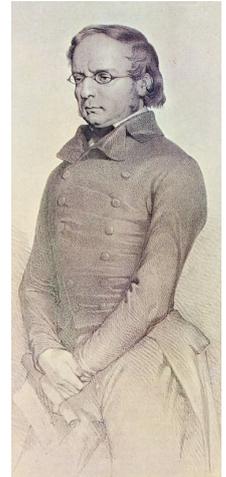
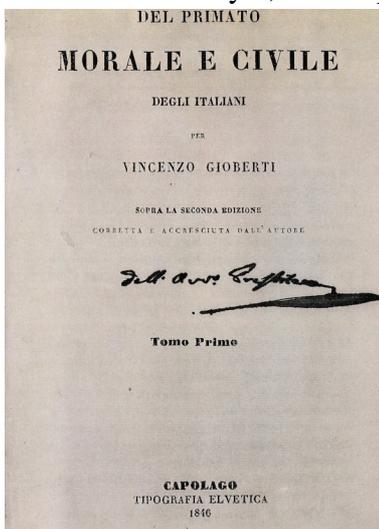
Restauré dans son pouvoir et dans ses États, le pape avait donc condamné sans réserves tous ceux qui approuvaient les changements apportés par la Révolution, et s'était prononcé pour leur élimination, même physique si c'était nécessaire. Il fut approuvé en France par les Catholiques intégristes (les « ultramontanistes ») comme **Joseph de Maistre** (1753-1821, auteur de *Le Pape* et de *Les Soirées de Saint-Pétersbourg*), **Pierre Maine de Biran** (1766-1824) ou **Louis de Bonald** (1754-1840). **Grégoire XVI** avait réprimé toute forme de liberté grâce à l'appui de l'armée autrichienne et condamné les tendances libérales manifestées en France ou en Belgique (**Félicité de Lamennais**, 1782-1854, **Charles Forbes de Montalembert**, 1810-1870, et **Henri D. Lacordaire**, 1802-1851, par l'encyclique *Mirari Vos* du 15 août 1832). Il était appuyé par des catholiques réactionnaires comme le père de **Giacomo Leopardi**, le comte **Monaldo Leopardi** (1776-1847) ou le comte **Clemente Solaro della Margarita** (1792-1869) qui fut plus tard ministre de **Charles-Albert**.

En Italie, s'était peu à peu développé un courant hostile à l'occupation autrichienne et à l'absolutisme royal, mais qui jugeait compatible la religion catholique, la liberté et

l'indépendance de l'Italie. De nombreux prêtres (7% des *carbonari* piémontais étaient prêtres) qui avaient milité dans les rangs de la *carboneria*, avaient été condamnés et parfois exécutés, et des personnalités comme le général **Guglielmo Pepe** (1783-1855), le comte **Porro Lambertenghi** (1780-1860), le comte **Federico Confalonieri** (1785-1846), Santorre di Santa Rosa, Silvio Pellico ou **Pietro Maroncelli** étaient de bons catholiques. D'autres écrivains, **Alessandro Manzoni** (1785-1873), **Niccolò Tommaseo** (18002-1874), **Cesare Cantù** (1804-1895), **Antonio Rosmini** (1787-1855), étaient aussi convaincus que la foi chrétienne était compatible avec les droits civils et politiques, avec une constitution.

Ce fut **Vincenzo Gioberti** (1801-1852) qui, en

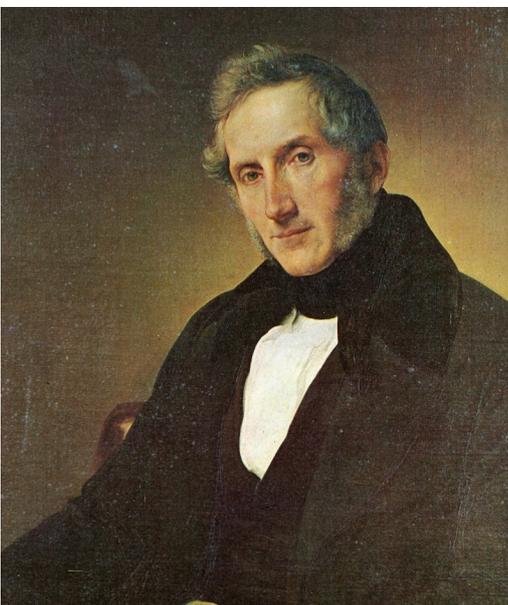
1843, publia à Bruxelles un ouvrage fondamental *Del primato morale e civile degli Italiani*. Gioberti était né à Turin d'une famille modeste dont il est orphelin très jeune ; il est donc élevé par les pères Philippins, et orienté tout naturellement et sans enthousiasme de sa part vers la « carrière » ecclésiastique : il est ordonné prêtre en 1825, intégré dans le Collège de Théologie de Turin et nommé chapelain de la Cour (41). Avidé d'action, il voyage beaucoup, se trouve associé à des « vendite » de *carbonari*, et se rapproche de **Mazzini**, sans jamais adhérer à la « Giovine Italia ». Il démissionne de sa charge de chapelain et il est bientôt arrêté en 1833 et obligé de s'exiler à Paris où il retrouve les exilés libéraux. Mais peu favorable à leurs divisions et agitations, il prend un poste d'enseignant à Bruxelles de 1834 à 1845. En 1843, il publie le *Primato*, devient célèbre en Europe, un oracle de la cause nationale italienne, et du courant qu'on appela le « **néoguelfisme** ».



Ci-dessus : Gioberti-Litographie d'après un dessin de E. Fichel-Milan. **A gauche :** 2^e édition du *Primato*.

Comme l'a souligné Francesco **De Sanctis** (1817-1883), la pensée de Gioberti repose sur une philosophie. Au sommet de tout, il y a Dieu, l'Être, perçu par « l'intuition », créateur de l'« Existant », le monde, dans lequel il est représenté par le Pape. Les Italiens, descendants des « Pélasges » grecs, ont inventé cette doctrine exprimée par **Pythagore** puis par **Platon**, puis reprise par le catholicisme ; et la Providence a attribué à l'Italie la mission d'être la terre de l'idéal et de l'intuition : d'abord elle fut le siège de l'empire romain qui eut le « primat » de la civilisation antique, puis le siège de la papauté. Il y a donc un « primat moral et civil » de l'Italie, car c'est la religion qui crée la moralité et la civilisation du genre humain.

Mais cette partie théorique ne sera développée que plus tard et **Gioberti**, piémontais et homme d'action, va insister d'abord sur la méthode de réalisation : les entreprises locales menées par des exilés comme celle de **Mazzini** en 1834 en Savoie ne réussiront jamais, et Gioberti l'écrira à Mazzini pour qui il a une grande estime, mais un total désaccord stratégique. Il faut, pour lui, rassembler pacifiquement les



princes et les peuples dans une unité spirituelle qui est le catholicisme, dont l'Italie est le coeur, et donc unir les États dans une fédération dont le pape serait le chef spirituel appuyé sur la force

militaire du Piémont qui interdirait à des puissances étrangères d'intervenir pour entraver ce mouvement. Cette idée d'une confédération des États italiens autour du pape et du Piémont suscita un enthousiasme général (42). Gioberti conciliait la civilisation et la religion, la foi et la science, l'humain et le divin, et, sur le plan pratique,... le pape, le Piémont et tous les autres États italiens. **Antonio Gramsci** estimait que Gioberti « offrait aux intellectuels une philosophie qui apparaissait comme originale et en même temps nationale, telle qu'elle mettait

l'Italie au moins au même niveau que les nations les plus avancées et qu'elle donnait une nouvelle dignité à la pensée italienne (...) une conception générale de la vie, une philosophie qui offre à ceux qui y adhéraient une « dignité » intellectuelle qui donne un principe de distinction et un élément de lutte contre les vieilles idéologies qui dominaient de façon coercitive » (43). Et il va jusqu'à affirmer le « jacobinisme » de Gioberti sur la question de la capitale : ce jacobinisme pourrait se résumer « dans l'affirmation de l'hégémonie politique et militaire du Piémont, qui devrait, comme région, être ce que Paris fut pour la France (...). Gioberti sentit l'absence en Italie d'un centre populaire de mouvement national révolutionnaire comme fut Paris pour la France et cette compréhension montre son réalisme politique. Avant 1848, Piémont-Rome devaient être les centres propulseurs, pour la politique-milice le premier, pour l'idéologie-religion la seconde. Après 1848, Rome n'a pas la même importance, au contraire : Gioberti dit que le mouvement

Alessandro Manzoni, *Portrait*, par Francesco Hayez.

Les oubliés de l'Unité :

À gauche : Telemaco Signorini,

Pascoli (pâturages) a

Castiglioncello, vers 1861.

Vincenzo Cabianca, *La fileuse,*

1862.

Ci-dessous : Marco De

Gregorio, *Le piocheur,* 1873,

Napoli-Museo di Capodimonte.



doit être contre la papauté » (44).

L'oeuvre de Gioberti suscita donc un grand mouvement où purent s'insérer les Catholiques souhaitant éliminer l'influence autrichienne et parvenir à une société plus libérale et à un État plus constitutionnel mais pas prêts à renoncer à leur respect pour le pape et pour les princes. Ils étaient rassurés. Parmi ceux-ci, **Cesare Balbo** (1789-1853), fils d'un ministre de **Charles-Albert**, publia en 1844 à Paris son « *Des espérances d'Italie* », traduit ensuite en italien. Il approuve le projet de Gioberti, mais il affirme que rien ne sera possible en Italie tant que le pays sera occupé ou dominé par l'Autriche, trop puissante pour être éliminée par le seul Piémont. Il faut donc attendre que l'Autriche puisse profiter de l'affaiblissement de l'empire turc dans les Balkans pour s'y installer et pouvoir alors abandonner la Lombardie-Vénétie au royaume de Sardaigne, qui pourrait établir en Italie une confédération, renforcée par des lignes ferroviaires et par une union douanière. C'était une utopie et l'histoire avança autrement.

Ce courant néo-gueffe se renforça pendant quelques années, dans le nord, chez les catholiques libéraux toscans (**Luigi Carlo Farini** et **Giuseppe Montanelli**, encouragés par l'*Antologia* de **Vieusseux**) et beaucoup d'autres, comme **Luigi Torelli** (1810-1887), avec son ouvrage *Pensieri sull'Italia di un Anonimo Lombardo*, où il proposait de réduire à trois les sept États italiens, le nord aux Savoie, le centre aux Lorraine, le sud aux Bourbon, le pape ne gardant que Piombino et l'île d'Elbe.

Le mouvement fut contredit par l'évolution du **pape Pie IX** : en 1848, le pape condamne la déclaration de guerre de **Charles-Albert** contre l'Autriche ; il doit cependant accorder une constitution aux États pontificaux, mais après la victoire de la République romaine et l'assassinat de son Premier Ministre **Pellegrino Rossi** le 15 novembre 1848, il s'enfuit et se réfugie à Gaète. De retour à Rome après la défaite des Républicains, il devient un

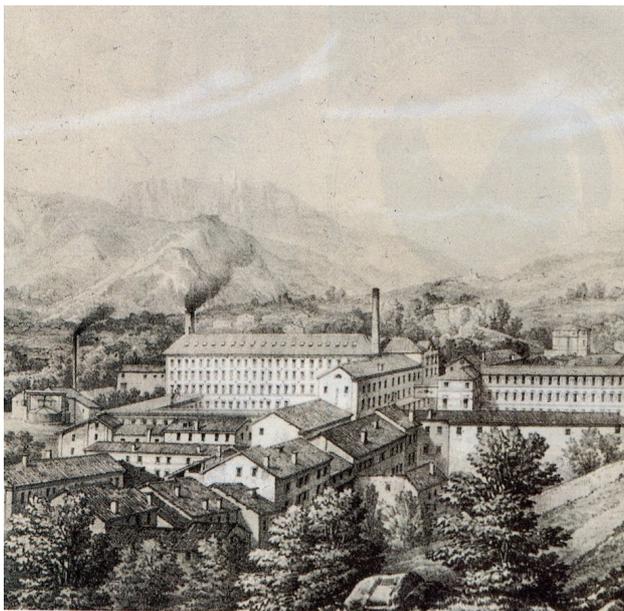


Assassinat de Pellegrino Rossi.

des papes les plus réactionnaires de l'époque. Il crée le régiment des zouaves pontificaux, établit un des régimes intérieurs les plus répressifs de l'Europe qui inquiète même l'Autriche, devient un « martyr » après la conquête de Rome par les armées italiennes le 20 septembre 1870, condamne toute forme de « modernité » (rationalisme, scientisme, **Darwin**, socialisme, communisme, liberté de conscience ...) avec le *Syllabus* et l'encyclique *Quanta cura* en 1864 ; il justifie l'esclavage en 1867. Il proclame le dogme de l'infaillibilité pontificale en matière de dogme en 1870 en même temps qu'il avait convoqué le Concile de Vatican I. Et c'est lui qui interdira la participation des Catholiques à la vie politique italienne (le « ni électeurs ni élus » du décret *Non expedit* du 29 février 1868).

Ce fut le début d'un triomphe du laïcisme dans le royaume d'Italie, à travers un développement important de la franc-maçonnerie (qui comportait 8 à 10.000 membres, face aux 200.000 prêtres, moines et religieuses!), qui, surtout après l'excommunication de la Maison de Savoie et des dirigeants italiens qui avaient privé le pape de ses États en 1871,

multiplièrent les mesures anticléricales de réaction au monde culturel dépassé de l'Église d'alors : crémation au lieu d'inhumation, nourriture grasse le vendredi, proclamation de l'« amour libre » dans les maisons closes, multiplication des statues et monuments publics dédiés aux hérétiques condamnés par l'Inquisition (comme la statue de **Giordano Bruno** à Rome, sur le Campo dei Fiori en 1889). Mais



La manufacture Rossi à Schio, en 1861- Milan Rac. Bertarelli.

l'excommunication fut levée à la veille de la mort de **Victor Emmanuel II** en 1878, et les vrais laïcs furent toujours déçus par le goût des compromis manifesté par les Francs-Maçons devenus ministres comme **Francesco Crispi** (1818-1901). Le laïcisme pratiqué en Italie n'a jamais rien changé à la présence catholique, pas même le paysage des villes toujours dominé par les églises plus que par les « places laïques ».

Le néoguelfisme réapparut assez vite, dès le début du XXe siècle, lorsqu'il parut préférable de réintégrer les Catholiques dans la vie politique aux côtés des libéraux modérés, pour lutter contre la poussée des socialistes. Le **pape Léon XIII** (1810-1878-1903) avait ouvert une première brèche au *Non expedit* de **Pie IX** en autorisant la participation des Catholiques aux élections municipales ; le **pape Pie X** (1835-1903-1914) élargit la brèche en permettant aux évêques italiens d'autoriser la participation aux élections législatives ; et la même année ce fut la signature du « Pacte Gentiloni » entre les libéraux modérés et le **comte Ottorino Gentiloni Siverj** (1865-1916), président de l'Union électorale catholique, qui prévoyait l'appui électoral réciproque entre candidats catholiques et candidats libéraux, sur la base d'une déclaration de 7 points (45). Aux élections de 1919, le Parti Populaire de **Don Luigi Sturzo** (1871-1959) (première forme de démocratie chrétienne) présente des candidats aux élections législatives, mais le Vatican ne le soutiendra pas face au fascisme.

Il faut remarquer que la gauche républicaine italienne a toujours été soucieuse de maintenir de bonnes relations avec les Catholiques, de **Mazzini** au Parti Communiste Italien, qui votera en faveur de l'intégration du Concordat de 1929 dans la Constitution républicaine de 1948, au nom de la nécessité d'union entre les travailleurs communistes et les travailleurs catholiques. Au fond, dans le courant néo-guelfe et libéral modéré du XIXe siècle, on trouve une idée de base de toute l'histoire moderne de l'Italie, celle de constituer un courant centriste qui concilierait tous les partis, toutes les tendances, à l'exception des « révolutionnaires », de toute façon irréalistes et dangereux. Un passage de **Francesco De Sanctis** l'exprime assez bien : « *Au fond, Manzoni, Rosmini, Cantù, Tommaseo, Gioberti, Balbo, D'Azeglio que voulaient-ils ? Qu'est-ce qui les éloignait de l'école républicaine ou radicale ? Ils voulaient que, une fois constaté que l'Italie ne pouvait pas se faire par des révolutions, des sectes, des conjurations, elle se fit en conciliant toutes les forces et tous les éléments, la papauté et la monarchie avec la liberté et le progrès civil. Conciliation veut dire compromis, elle ne se fait pas sans que quelqu'un cède quelque chose : les libéraux devaient renoncer aux moyens violents, attendre une Italie faite par le pape et par les princes, et ceux-ci devaient renoncer à l'absolutisme, le pape à l'immobilité, aux théories d'où sortaient le Syllabus et l'infailibilité* » (46). Une illusion qui fut à l'origine de beaucoup de désastres historiques, mais qui reste aujourd'hui populaire.



Le Maître d'école, d'après un dessin de Charlet, XIXe siècle. Milan, Raccolta Bertarelli.

La première intervention militaire piémontaise contre l'Autriche en 1848 Le « Statut » et la première guerre d'indépendance.

Dès les lendemains de 1831 **Charles-Albert** (1798-1849) abandonna son conservatisme pour se consacrer à ce qui pouvait permettre une extension de son royaume. Le Piémont était alors dans une

situation contradictoire que reflétaient les incertitudes du roi. D'une part, il était encore en partie dirigé par une vieille aristocratie réactionnaire, dont des ministres comme **Antonio**

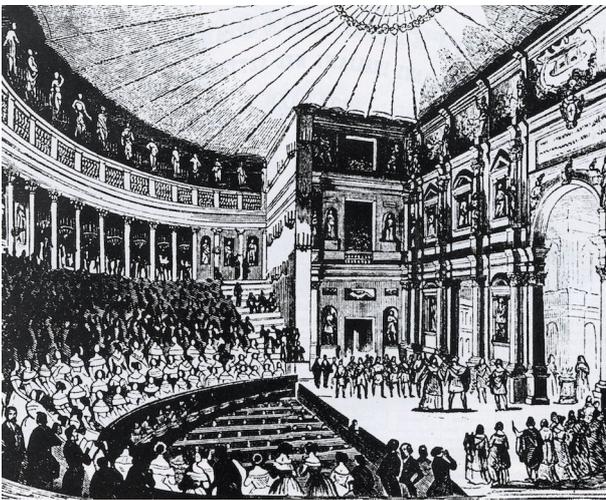
Tonduti d'Escarene, à l'Intérieur, et **Clemente Solaro della Margarita** à la Guerre,

Ci-contre : Médaille commémorative du second Congrès de savants italiens, Turin, 1840.



étaient des représentants. Les ordres religieux avaient repris une place déterminante, en particulier les Jésuites qui ont à nouveau le contrôle de l'instruction, les Passionnistes, les religieuses du Bon Pasteur, les Bénédictins, les Adoratrices Perpétuelles, les Chartreux, les Thérésiennes, les Dominicains, les Carmes Déchaussés, etc. La censure et la répression policière de tout mouvement révolutionnaire sont violentes et à la limite de la légalité. À propos des procès de 1833, **Piero Pieri** (1893-1979) écrit : « *La procédure fut conduite avec une sévérité et une illégalité propres à dépasser les systèmes de la procédure autrichienne dans le royaume Lombardo-Vénète. Les prisonniers furent soumis à des interrogatoires exténuants, privés de sommeil et de nourriture, gravement menacés, tenus à la chaîne et parfois même avec un collier de fer dans de petites cellules sombres, humides, continuellement troublés par de fausses nouvelles* » (47).

Inversement l'économie piémontaise connaissait un grand développement de l'agriculture et du commerce ; les manufactures, encore à leurs débuts, devenaient plus importantes et s'articulaient bien avec l'ancienne organisation de la protoindustrie installée à la campagne. Un nouveau capitalisme est en cours de progression rapide, et il se traduit par un **renforcement de la bourgeoisie et des classes moyennes**, dont **Carlo Cattaneo** fait l'éloge : « *Les classes moyennes sont le siège naturel de l'esprit démocratique et un souhait sincère d'égalité. Elles ne sont pas mues par une exaltation transitoire, mais*



Séance d'honneur
du 9^e Congrès des
savants italiens, au
Théâtre Olympique
de Vicenza. 1847.

par des principes fixes et par des idées profondément enracinées dans l'éducation et dans la connaissance de l'homme et de la société. Leurs yeux ne sont pas facilement éblouis par des apparences extérieures ; car elles se trouvent bien placées pour jeter un coup d'oeil désenchanté derrière l'écran. Leurs esprits sont plus prêts à être excités à l'émulation et à la rivalité qu'à se laisser tromper par l'admiration et par la soumission. Elles ont été rendues plus subtiles et habiles par l'incessant traitement des affaires, et plus ardentes par un grand nombre d'aspirations insatisfaites ; elles se donnent moins au divertissement et elles sont moins absorbées par les inepties du grand monde. Et après tout elles ont droit, mieux que personne d'autre, à la conduite des affaires publiques, car personne ne peut se glorifier

d'en posséder de plus grandes capacités qu'elles » (48).

Charles-Albert dut tenir compte de ces forces diverses et il fit du Piémont un État conservateur mais pas immobile ; il dut en particulier faire sa place au libéralisme des **Cavour** et des **Gioberti** qui l'emporteront bientôt. Et le Piémont connaît d'importantes réformes : dès les années

1830, est promulgué un nouveau code civil (1837) et pénal (1839), les douanes d'importation sont réduites, les échanges favorisés, les canaux d'irrigation sont acquis par l'État, favorisant l'accès de l'eau à bon marché. Sur le plan culturel, le roi développe des institutions comme la Commission pour les Antiquités et les Beaux-Arts, l'Académie des Sciences, et la **Députation Royale d'Histoire de la Patrie** en 1833, présidée par **Prospero Balbo**, le père de Cesare Balbo, et animée par des personnalités intellectuelles, hauts fonctionnaires, diplomates et hommes politiques comme **Alessandro** et **Cesare Saluzzo**, **Cesare Balbo**, le comte sarde **Giuseppe Manno** (Auteur d'une *Histoire de la Sardaigne*, 1825-27), **Ludovico Sauli d'Igliano**, **Luigi Cibrario** (*Histoire de Chieri*, 2 vol. 1827 ; *Origines et progrès de la monarchie de Savoie*, 2 vol. 1850 et 1868. Voir photo ci-contre), **Amedeo Peyron**, **Domenico Promis**, **Felice Amato Duboin** (*Historiae patriae monumenta*, 29 vol, 1820-1868). Cette Députation prépara des armes dans le domaine de l'historiographie destinées à soutenir la candidature du Royaume de Sardaigne à la fonction de guide du



Risorgimento national. De 1838 à 1855, le chanoine **Goffredo Casalis** (1781-1856) publia les 26 volumes de son *Dictionnaire géographico-statistique commercial des États de S.M. le Roi de Sardaigne*, claire revendication du rôle « italien » auquel le Piémont était appelé par son histoire ancienne et par ses générations récentes de poètes et de savants, **Alfieri**, **Lagrange**, **Monge**, **Avogadro**, etc., par ailleurs hostile aux « fourbes » Jésuites qui le combattaient en le considérant comme janséniste. Les instituts se multiplièrent en Italie, souvent sous l'impulsion du Piémont.

Le vieux conflit entre aristocratie et bourgeoisie n'est pas éteint, et on craint que leur hostilité ne déclenche une « *lutte de classes* », comme dit l'ambassadeur anglais en 1847. mais le climat est maintenant autre, et **Charles Albert** doit faire son choix ; il y est aidé par l'élection de **Pie IX** qui le libère de la pression d'un clergé réactionnaire conduit par l'archevêque **Luigi Fransoni** (1789-1862). Il licencie **Solaro della Margarita**, assouplit la censure, institue un système judiciaire qui sera à peu près celui de l'Italie unifiée, avec des cours d'Appel et de Cassation, laïcise l'enseignement et restructure la police sous le nom nouveau de « *Pubblica Sicurezza* ». Les Journaux peuvent enfin exprimer le climat

dominant d'hostilité à l'Autriche, venant aussi bien de la Droite modérée de **D'Azeglio**, **Cavour** et **Giovanni Lanza** (1810-1882) que de la Gauche modérée de **Urbano Rattazzi** (1808-1875) ou la Gauche démocratique de **Lorenzo Valerio** (1810-1865) et **Angelo Brofferio** (1802-1866).

Coup de théâtre : en 1848, **Ferdinand II des Deux-Siciles** (à qui, la même année, **Verdi** dédiera un *Hymne National*, *La patria*, car il espérait en lui pour faire l'unité d'Italie), après une révolte à Palerme le 12 janvier, accorde une constitution au Royaume de Naples, promise le 29 janvier et promulguée le 11 février. Le 7 février, **Charles-Albert** obtient de l'archevêque de Vercelli d'être libéré de son serment de 1823 de ne jamais accorder de constitution à son royaume, et le 11 février, il promet une constitution qui sera promulguée le 4 mars. Le 8 février **Léopold II** promet aussi une constitution à la Toscane. Le 18 février, Paris se révolte et contraint le roi **Louis-Philippe** à fuir. Le 18 mars, le roi de Prusse accorde une constitution après qu'une révolution eut balayé **Metternich** (1773-1859) en Autriche et eut éclaté aussi en Prusse. **Metternich** avait été l'homme politique qui avait commandé la politique européenne depuis plus de trente ans ; il disait encore en 1847 : « *Le mot « Italie » est une expression géographique ... mais qui n'a pas la valeur politique que les efforts des idéologues révolutionnaires tendent à lui donner, et qui est plein de dangers pour l'existence même des États dont la Péninsule se compose* ». La fin de **Metternich** est vraiment le symbole de la fin de cette époque ouverte en 1815 par le Congrès de Vienne.

Le « *Statuto albertino* » promulgué par **Charles-Albert** reprend la constitution de **Louis-Philippe** de 1830 en France et la constitution belge de 1831 ; en 1861, il devint, avec peu de modifications, la constitution de la Monarchie de l'Italie unifiée jusqu'au régime transitoire de 1944-45 qui précède la constitution républicaine actuelle du 1^{er} janvier 1948. Le Statut tranquillisa les libéraux et les démocrates et évita tout mouvement révolutionnaire, ce qui était le but principal du roi, bien que la révolte parisienne ait donné aux révolutionnaires l'idée qu'une République serait possible. Ce Statut est une constitution brève, octroyée par le roi ; elle réaffirme l'absolutisme éclairé de l'État précédent : « *Avec une loyauté de Roi*



Fuite de Metternich le 13 mars 1848 – Caricature Raccolta Disegni dell' Albertina, Vienne.

et une affection de Père, Nous venons accomplir ce que Nous avons annoncé à nos très aimés sujets ... De Notre science certaine, autorité Royale et ayant pris l'avis de Notre Conseil, Nous avons ordonné et Nous ordonnons avec force de Statut et Loi fondamentale perpétuelle et irrévocable de la Monarchie, ce qui suit» (Préambule du Statut). On n'emploie jamais le mot de « constitution » trop marqué d'une valeur



Division des pouvoirs selon le Statut.

et une affection de Père, Nous venons accomplir ce que Nous avons annoncé à nos très aimés sujets ... De Notre science certaine, autorité Royale et ayant pris l'avis de Notre Conseil, Nous avons ordonné et Nous ordonnons avec force de Statut et Loi fondamentale perpétuelle et irrévocable de la Monarchie, ce qui suit» (Préambule du Statut). On n'emploie jamais le mot de « constitution » trop marqué d'une valeur

révolutionnaire. En fait, le Statut se révéla peu « perpétuel » : il était modifiable par une loi ordinaire, et il passa par exemple du drapeau bleu au drapeau tricolore en 1848 et s'adapta au passage d'une monarchie constitutionnelle pure à une monarchie parlementaire. Il acquit donc un aspect formel d'intangibilité, mais les contenus effectifs changèrent tout au long de son siècle d'existence.

Il établit l'égalité formelle de tous les citoyens (art. 24) ; il reconnaît la liberté individuelle (art. 26), l'inviolabilité du domicile (art. 27), la liberté de la presse et de réunion (art. 28 et 32), mais toujours « *sauf les exceptions déterminées par les lois* ». Le droit de propriété est fondamental (art. 29). Sur le plan religieux, l'État est confessionnel : sa religion est « *la religion Catholique, Apostolique et Romaine* », les autres cultes sont, comme autrefois, « tolérés » : mais les Vaudois obtiendront des « Lettres Patentes » le 17 février et les Juifs le 29 mars, reconnaissant leurs droits civils et politiques ; les « privilèges » ecclésiastiques sont abolis le 2 mars et les Jésuites sont chassés de l'État.

La monarchie est constitutionnelle et héréditaire, selon la loi salique qui interdit aux femmes d'hériter du pouvoir. C'est le roi qui exerce le pouvoir exécutif à travers ses ministres, et le pouvoir judiciaire : il nomme, promeut, déplace ou suspend les magistrats qui constituent un « Ordre » directement soumis au Ministère de la Justice.

Le roi, enfin nommait le Sénat, et le peuple élisait la Chambre des députés, sur base censitaire et masculine (ne votent que les hommes riches, d'au moins 30 ans = 1,88% pour la Chambre, et 6,7% pour les élections municipales, pour environ 5 millions d'habitants, soit environ 90.000 électeurs) par collège uninominal, ce qui favorise les notables locaux, et élection à deux tours (49).

Malgré tous ses aspects traditionalistes, et le côté policier de l'État que dénonça **Engels** (la « *maudite atmosphère policière* » du Piémont), le Statut donna satisfaction aux libéraux, c'était la fin de la réaction féodale, et les élections d'avril 1848 envoyèrent à la Chambre 32 nobles sur 204 députés, les modérés sont majoritaires, mais sont présents les représentants de l'extrême droite (venus surtout de Savoie) et ceux de la gauche radicale démocratique (venus de Gênes, de la Turin industrielle et d'Alexandrie).



Le Royaume Lombardo-Vénète en 1848, et le Quadrilatère des forteresses autrichiennes.

La première phase de la guerre

C'est sur cette base que **Charles-Albert** se décida à déclarer la guerre à l'Autriche le 23 mars 1848. Les Milanais avaient déclenché leur insurrection le 18 mars (les « *Cinq Glorieuses* » du 18 au 23 mars), et le Roi eut peur que, s'il ne faisait rien, il encourage un mouvement révolutionnaire républicain en Lombardie. Jusqu'alors il avait attendu, craignant de violer le Traité de 1831 qui le liait à l'Autriche et espérant que l'Autriche attaquerait elle-même le Piémont après la promulgation du Statut. Finalement, le 23 mars, il reçut un appel des Milanais à les soutenir, et le 24, **Charles-Albert** lança une proclamation aux « *Peuples de la Lombardie et de la Vénétie* » : « *Les destins de l'Italie mûrissent ; un sort plus heureux sourit aux intrépides défenseurs de droits violés. Par amour de la race, par intelligence des temps, par communauté de vœux, Nous nous sommes associés les premiers à l'unanime admiration que vous porte l'Italie. Peuples de la Lombardie et de la Vénétie, Nos armes qui déjà se concentraient sur votre frontière quand vous avez anticipé la libération de la glorieuse Milan, viennent maintenant vous porter dans les épreuves ultérieures cette aide que le frère attend de son frère, l'ami de son ami. Nous seconderons vos justes désirs et, nous fiant à l'aide de Dieu, qui est visiblement avec Nous, de ce Dieu*

qui a donné Pie IX à l'Italie, de ce Dieu qui par de si admirables impulsions a mis l'Italie en état de se faire par elle-même (fare da sé). Et pour mieux montrer par des signes extérieurs le sentiment de l'union italienne Nous voulons que Nos troupes en entrant dans le territoire de la Lombardie et de la Vénétie portent l'Écu de Savoie sur le Drapeau tricolore italien » (50). L'intervention se présentait donc comme une initiative de libération de l'Italie. Mais en même temps, le roi faisait envoyer par son Ministre des Affaires Étrangères une note aux grandes puissances leur expliquant qu'il entrait en guerre pour éviter la création d'une république lombarde et donc pour sauver la couronne de Savoie. « *La première guerre d'indépendance naissait dans une contradiction : la lutte nationale d'un peuple était guidée par un souverain qui pensait surtout à l'agrandissement de son État. Cette contradiction explique en partie les incertitudes qui caractérisèrent le déroulement de la guerre et en déterminèrent la faillite* » (51).

1848 : « Vive la Révolution » !

Les années qui suivirent 1831 avaient vu se renforcer la « Restauration » des grandes puissances et le pouvoir réactionnaire de la vieille aristocratie ; la censure, la répression et la domination autrichienne créaient donc une situation tendue, tandis que l'élection de Pie IX avait fait renaître des espérances de changement.

La première révolte eut lieu en **Sicile**, suite à l'arrestation de patriotes le 12 janvier 1848 ; Ferdinand II se résigna à promettre une constitution le 29 janvier et à la promulguer le 11 février : le bastion le plus obscurantiste de l'Italie tombait, malgré son armée de 60.000 professionnels plus formée aux défilés qu'aux batailles.

En Toscane suivit une révolte populaire à Livourne le 30 janvier, guidée par Francesco Domenico Guerrazzi, et Léopold II concéda une constitution le 11 février.

À Rome, une manifestation contre le Ministère se déroula le 8 février. Pie IX nomma un nouveau ministère et promulgua une constitution le 14 février. La révolution éclate à **Paris** et chasse le roi Louis Philippe et son ministre réactionnaire Guizot. La république est proclamée le 25 février, présidée par le modéré Alphonse de Lamartine. Le gouvernement promet de ne pas bouleverser l'ordre international mais déclare qu'il apportera son aide à des mouvements démocratiques qui voudraient se libérer d'une occupation étrangère. Cela suscite des mouvements dans toute l'Europe, à commencer par l'Allemagne, à Vienne. Il continua à **Venise** le 17 mars, où la population exigea la libération de Daniele Manin et Niccolò Tommaseo, et où est instituée la République, puis à **Milan** où se déroulèrent les « Cinq glorieuses » du 18 au 23 mars. Le général Radetzky dut évacuer ses troupes de Milan et de Venise. Le 23 mars le roi de Sardaigne déclarait la **guerre à l'Autriche**.

Les tendances en présence étaient claires : 1) d'une part les **forces réactionnaires de la noblesse** avides de revenir aux monarchies prérévolutionnaires ; l'Autriche de **Metternich** était la puissance européenne qui les garantissait. 2) En face les **forces favorables à des réformes** allant jusqu'à une constitution mais soucieuses de rester dans le cadre d'une monarchie, composées surtout des **nouvelles bourgeoisies** qui souhaitaient obtenir leur place dans les États et qui étaient favorables à l'ouverture d'un marché économique national, mais qui avaient peur d'une révolution populaire. Pour eux, le « peuple » c'étaient les couches bourgeoises assez riches et éduquées pour exercer le pouvoir. 3) les **démocrates et républicains**, déjà préoccupés par la question sociale, et prêts à s'appuyer sur des mouvements populaires pour obtenir satisfaction ; pour eux, le « peuple », c'était l'ensemble de la nation qui devait être éduquée pour devenir protagoniste de la vie

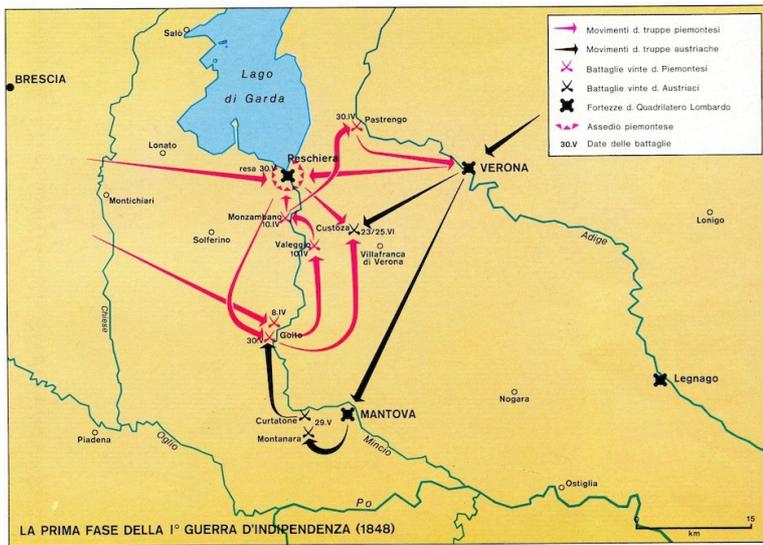


Le général Radetzky

démocratique. 4) Enfin, les **premiers socialistes**, critiques vis-à-vis de ces démocrates : **Marx** montre en 1848 que la bourgeoisie était prête à demander l'appui du prolétariat pour renverser les trônes réactionnaires, mais pour se tourner ensuite vers un garant efficace de l'ordre et du pouvoir bourgeois, comme les Français se tournent vers **Louis Napoléon Bonaparte** après la révolution de 1848.

Mais parmi ceux qui voulaient l'indépendance, les uns pensaient à un rattachement à la monarchie de Savoie, d'autres ne le souhaitaient pas. **Carlo Cattaneo** (1801-1869) par exemple, à Milan, était plus internationaliste et était partisan d'une autonomie de la Lombardie dans le cadre de l'empire d'Autriche. Appelé par les Milanais, il se rallia à l'insurrection dès le 19 mars, et dirigea le « Conseil de guerre » qu'il avait proposé avec **Giulio Terzaghi**, **Enrico Cernuschi** (1821-1896) et **Giorgio Clerici**. Cattaneo restera toujours fédéraliste, et, réélu député de Milan en 1867, il refusera d'entrer au Parlement pour ne pas jurer fidélité au roi d'Italie. Internationaliste lui aussi, **Giuseppe Garibaldi** fut mazzinien et républicain, mais il se rallia au roi de Sardaigne par réalisme politique avant 1860. **Gino Capponi** (1792-1876), président du gouvernement toscan du 17 août à octobre 1848, avait aussi un programme prévoyant la paix, la liberté

constitutionnelle dans tous les États et une confédération entre eux. Les fédéralistes étaient plus ou moins héritiers de **Vincenzo Gioberti**, mais dans le mouvement se mêlaient ceux qui ne voulaient pas mettre en cause l'empire d'Autriche, par crainte ou par conviction, et ceux qui refusaient de se soumettre à la monarchie de Savoie considérée comme trop conservatrice ou trop cléricale, comme **Carlo Cattaneo**.



Surpris par la révolution milanaise, **Radetzky** se retira, après avoir perdu plusieurs milliers de soldats à Milan, et se réfugia en hâte dans son quadrilatère de forteresses de Vérone, Mantoue, Peschiera et Legnago (Voir carte ci-contre). Au lieu de les poursuivre pour profiter de leur débandade, Charles-Albert ne se mit en marche que le 25 mars, sans avoir un plan de guerre précis et sans conseillers militaires de qualité, se contentant d'entrer à Milan le 26 mars. Les villes italiennes, comme Milan, Plaisance, Parme, Modène et Venise votèrent pour leur rattachement au Piémont, les Siciliens offrirent la couronne de Sicile au duc de Gênes, second fils de **Charles-**

Albert. Sous la pression populaire, tous les princes italiens envoyèrent des troupes pour aider les 30.000 soldats Piémontais, les États pontificaux 7500 (général Giovanni Durando, 1804-1869), le grand-duché de Toscane 7000 et le royaume des Deux-Siciles 16.000 (**général Guglielmo Pepe**). Mais **Charles-Albert** voulait être seul à vaincre pour sauvegarder les seuls intérêts dynastiques des Savoie et il refusa l'aide de ces troupes italiennes volontaires dont il craignait qu'elles ne soient républicaines. Par ailleurs, dans son armée, il n'avait gardé que les officiers de carrière, il avait peur que les officiers de complément ne donnent pas toute garantie de fidélité à l'absolutisme. Après quelques victoires, le 30 avril à **Pastrengo** (à 7 kms au nord-ouest de Vérone) grâce à la charge des carabiniers à cheval, puis à **Santa Lucia** (Vérone) le 6 mai, puis le 30 mai à **Goito** (43 morts piémontais contre 68 autrichiens...), la forteresse de Peschiera se rend le même jour. (voir carte page précédente). Mais **Pie IX** a désavoué ses troupes et la guerre contre l'Autriche le 29 avril : il devient clair que l'on ne peut pas être à la fois chef de l'Église universelle et d'un État national, c'est un coup porté au courant néoguelfe. Aussitôt après, le roi des Deux-Siciles en profite pour retirer ses troupes qui obéissent sauf le **général Pepe** qui va soutenir **Daniele Manin** à Venise. Quant aux volontaires romains conduits par **Mazzini**, **Garibaldi** et le **général Andrea Ferrari** (1770-1849), ils sont accueillis froidement par **Charles-Albert** qui attendit trop longtemps : les Autrichiens eurent le temps de recevoir des renforts supérieurs aux forces piémontaises ; ils gagnèrent donc la bataille de **Custoza** le 25 juillet et **Charles-Albert** se retira au Piémont, abandonnant même Milan après la bataille du 4 août, et suscitant un grand ressentiment chez les Milanais (52).

L'armistice est signé par le **général Carlo Carnera** à **Salasco** (1796-1866) le 9 août. L'Autriche retrouve ses frontières de 1815, sauf Venise qui résiste à un long siège ; **Daniele Manin** y avait de nouveau proclamé la République ; il ne se rendra que le 23 août 1849.

La seconde phase de la guerre

Plusieurs événements poussèrent **Charles-Albert** à reprendre la guerre. À Rome, le pape avait finalement nommé comme Premier ministre un libéral fédéraliste modéré, **Pellegrino Rossi** (1787-1848). Rossi était un libéral qui avait participé au gouvernement de **Joachim Murat**, après la chute duquel il s'était réfugié en Suisse où, professeur de Droit, il avait promulgué un statut fédéraliste qui ne contenta personne. Passé en France, il devint professeur d'économie au Collège de France, prit la nationalité française et fut envoyé par **Louis-Philippe** à Rome comme ambassadeur de France auprès du Saint-Siège. Le 15 septembre 1848, il est nommé ministre de l'Intérieur et des Finances du gouvernement de **Pie IX** ; il était partisan de l'abolition des privilèges, de la suppression des exemptions fiscales et de la séparation du pouvoir civil et du pouvoir ecclésiastique ; il apparaît trop libéral aux conservateurs, trop peu démocratique aux libéraux. Il s'oppose à l'abbé **Antonio Rosmini** (1797-1855) qui croit que le recours au peuple est positif et nécessaire et qu'il faut l'éduquer pour éviter les erreurs de la révolution « à la française », tandis que Rossi pense que le peuple est soit impuissant soit dangereux.



Ci-dessus : Pellegrino Rossi.
À droite : Antonio Rosmini
par Francesco Hayez, Milan
Brera.



Le 15 novembre 1848, il est assassiné d'un coup de poignard ; les commanditaires du complot n'ont jamais été identifiés. Cela décida le pape à s'enfuir de Rome le 17 novembre, déguisé en simple prêtre, et à se réfugier à Gaeta sous la protection du roi des Deux-Siciles. C'est alors que les pressions populaires poussèrent les députés à demander une assemblée constituante le 18 décembre. **Pie IX** envoya un *motu proprio* par lequel il excommuniait tous ceux qui avaient voté ce projet. Le 9 février fut alors déclarée la **République romaine**. Le 12 décembre **Giuseppe Garibaldi** entre à Rome avec sa légion de volontaires.

La même proposition d'assemblée constituante fut faite simultanément en Toscane par le premier Ministre **Giuseppe Montanelli** (1813-1862) ; **Léopold II** effrayé s'enfuit aussi à Gaète le 21 février ; **Guerraschi** et **Mazzini** rejoignent alors **Montanelli** pour former un Triumvirat qui pallierait l'absence du Grand-Duc.

Par ailleurs, une insurrection en Hongrie et une seconde insurrection à Vienne laissèrent espérer que l'Autriche était affaiblie ; à Turin, l'opposition de gauche se trouva la plus forte ; **Charles-Albert** décida de **reprendre la guerre le 20 mars 1849**, bien que l'armée ne dispose que de 55.000 soldats, au lieu des 70.000 de 1848. Mal commandée par un général polonais qui ne comprenait même pas l'italien, **Chrzanowski**, et par le **général Gerolamo Ramorino**, se dispersant selon un plan stratégique peu clair, l'armée piémontaise dut se retirer à **Novara** après des batailles où certains régiments combattirent avec une grande vaillance (les Autrichiens perdirent 3223 hommes dont 410 morts, contre les 2392 sardes dont 578 morts). Ce fut un désastre qui poussa **Charles-Albert** à abdiquer en faveur de son fils **Victor-Emmanuel II** le 23 mars 1849. Le **général Ramorino** fut fusillé – sans doute injustement – pour trahison le 22 mai 1849. Le traité de paix du 6 août imposait au Piémont des conditions très dures, politiques et financières (75 millions de francs à remettre à l'Autriche).

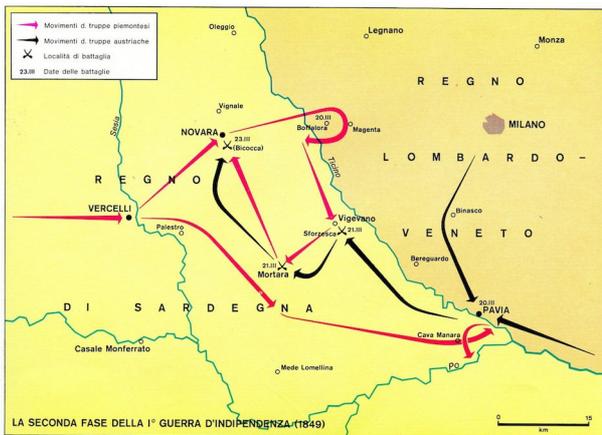
La France dut intervenir pour que l'Autriche n'occupe pas le Piémont. Et **Victor Emmanuel II** obtint de ne pas avoir à abolir le *Statut* de **Charles-Albert** avec un seul argument : la crainte de provoquer une révolte des démocrates. **Léopold II** fut rétabli sur le trône de Toscane et il abrogea en 1852 la

Stanislao Grimaldi, *La défaite de Novara*, Como, Museo Garibaldi, vers 1860.



La France dut intervenir pour que l'Autriche n'occupe pas le Piémont. Et **Victor Emmanuel II** obtint de ne pas avoir à abolir le *Statut* de **Charles-Albert** avec un seul argument : la crainte de provoquer une révolte des démocrates. **Léopold II** fut rétabli sur le trône de Toscane et il abrogea en 1852 la

constitution qu'il avait octroyée ; la répression pratiquée par **Ferdinand II** en Sicile fut d'une violence exceptionnelle, en particulier à Messine. À Parme, **Ferdinand-Charles III** fut si violent dans la répression qu'il fut assassiné en 1854, et ses États gérés jusqu'en 1860 par la **duchesse Luisa Maria** qui abolit les lois impopulaires de son mari.



Ce fut l'échec d'une guerre qui était devenue plus une guerre des Savoie qu'une guerre nationale, et dont le peuple démocrate était absent, les soldats ayant été recrutés surtout parmi des paysans liés idéologiquement au cléricisme réactionnaire des campagnes, et donc peu convaincus de la nécessité d'une guerre « nationale ».

Il ne resta encore pour quelque temps que **Brescia**, la République de Venise et celle de Rome. En effet, la veille de l'abdication de **Charles-Albert**, le Comité secret de Brescia qui s'était formé lors de la reprise de la guerre pour lutter contre

l'Autriche avait appelé la population à manifester ; les manifestants brûlèrent des chars de bois destinés aux Autrichiens installés dans le château et firent prisonniers les soldats autrichiens qui les conduisaient. Le château commença aussitôt à bombarder la ville et le 26 mars, 2000 soldats autrichiens arrivèrent de Mantoue en renfort. La résistance des habitants de Brescia fut tenace et dura dix jours jusqu'au 1^{er} avril, malgré l'arrivée d'autres renforts autrichiens de



Garibaldi à la défense du Janicule,
par George Housman Thomas, 1849.

15.000 soldats ; un de ses héros fut **Tito Speri** (1825-1853), qui fut finalement arrêté et pendu le 3 mars

1853 à Brescia. La répression pratiquée par le **général Haynau**, la « hyène de Brescia » fut féroce et les dix jours coûtèrent 1100 morts parmi les gens de Brescia et 500 morts parmi les soldats autrichiens (Voir ci-contre le monument érigé à Brescia en l'honneur de Tito Speri sur la place qui porte son nom, construit par Domenico Guidoni en 1888).

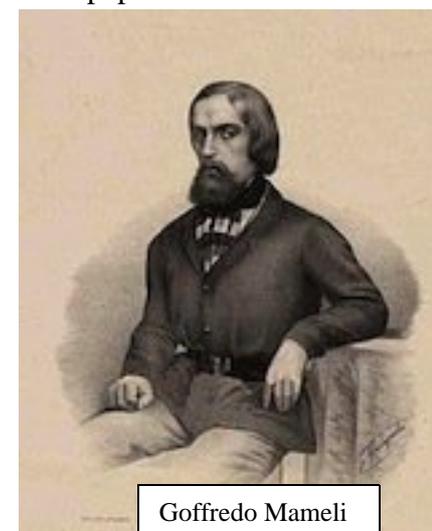
À **Rome**, le gouvernement démocrate issu des élections avait proclamé le 9 février 1849 la déchéance du pape de son statut

de dirigeant temporel et « le glorieux nom de république romaine », État de « démocratie pure ». Au gouvernement se

trouvaient entre autres **Giuseppe Garibaldi**, **Nino Bixio** (1821-1873), **Goffredo Mameli** (1827-1849), l'auteur du futur hymne italien, **Enrico Cernuschi** (1821-1896), **Aurelio Saffi** (1819-1890) et **Giuseppe Mazzini**. Leur guerre contre l'Autriche a un but clair : fonder une nation républicaine italienne. Après la défaite piémontaise, se forma un triumvirat composé de **Mazzini**, **Saffi** et **Carlo Armellini** (1777-1863), le juriste qui rédigea la nouvelle constitution. **Louis Napoléon Bonaparte**, élu président de la République française contre le **général Cavaignac** le 20 décembre 1848, décide d'intervenir pour abattre la République romaine et rétablir le pape sur son trône temporel, probablement pour prévenir une intervention autrichienne, mais aussi pour ne pas s'aliéner les voix des Catholiques français qui venaient d'aider à le faire élire à la Présidence de la République. Les troupes françaises (40.000 hommes) sont accueillies à coups de canon par **Garibaldi**, mais elles sont renforcées par 20.000 napolitains, 15.000 autrichiens, 9000 espagnols et 2000 toscans. **Ferdinand de Lesseps** avait été envoyé pour négocier un armistice, mais le **général Oudinot** le dénonça, et la lutte se déroula, sous un bombardement continu de la ville. La résistance de la République durera 26 jours, mais le 3 juillet, les Français occupèrent Rome. Le



Statue de Daniele Manin, de Luigi Borro (1875), Campo Manin à Venise.



Goffredo Mameli



Louis Napoléon Bonaparte, vu par Nadar, Bibliothèque Nationale Paris.

Triumvirat quitta Rome, **Garibaldi** s'enfuit vers la Romagne, sa femme **Anita** mourut dans les marais de Comacchio. **Mazzini** retourna à Londres.

Venise fut le dernier bastion de la République. **Daniele Manin** (1804-1857), bien que privé de tout soutien de la France et de l'Angleterre, décide de poursuivre la lutte contre l'Autriche. La ville soutint 18 mois de siège, soumise à un bombardement permanent des Autrichiens, et où la famine fut aggravée par une épidémie de choléra. La République doit capituler le 22 août 1849.

8 - Vers l'Unité et l'Indépendance en 1861

Le déroulement des guerres de 1848-49 avait montré clairement à tous trois réalités :

1) **L'efficacité et la bravoure des Italiens lorsqu'ils prenaient les armes**, à l'encontre d'une rhétorique courante en France sur leur peu de capacités militaires.

Ces guerres mobilisèrent environ un million de soldats, entre armée régulière, volontaires, révoltés sur les barricades, sur 20 millions d'habitants ; il ne leur manqua pour vaincre qu'un plan de bataille, une stratégie commune et un chef de qualité. Guerre « royale » certes, de la Monarchie de Savoie, mais aussi guerre « de peuple ». La capacité de sacrifice fut aussi grande : on savait que se révolter contre l'Autriche exposait à être condamné à mort par la répression autrichienne. Et les Autrichiens exécutèrent beaucoup de révoltés par pendaison ou fusillade, y-compris quelques prêtres démocrates. Mais quel est ce « peuple » ?

2) **La nécessité d'être appuyés par un État et une armée.** **Mazzini** se trompait en croyant qu'il suffisait d'allumer une étincelle dans une ville pour provoquer l'insurrection nationale, comme le montra encore son initiative milanaise de 1853. Or cet État et cette armée s'étaient manifestés : **le Piémont.** **Garibaldi** l'avait compris avant **Mazzini** : « *Je ne veux pas me casser la tête à choisir les couleurs dont je dois orner ma maison avant d'avoir commencé à la construire* », disait-il déjà en 1848. Il fallait d'abord éliminer l'Autriche et unifier les États italiens autour de cet objectif, il n'y avait pas d'autre choix pour cela que de s'organiser autour du roi de Sardaigne, que l'on soit monarchiste ou républicain, conservateur ou progressiste.

3) L'échec des Républiques romaine et vénitienne marque la **fin des révolutions de type mazzinien.** **Giuseppe Mazzini** pensait que le changement commencerait par une insurrection populaire ; il tenta encore de soulever Mantoue en 1852, Milan en 1853, Gênes et Livourne en 1857, de créer une république en Sicile en 1870, mais ce furent des échecs. **Mazzini** dut s'enfuir à nouveau en Suisse, revint dans l'anonymat à Pise où il mourut en 1872. Même des fidèles comme **Giuseppe Garibaldi** abandonnèrent cette voie.

La devise de **Mazzini** était « *Dieu et peuple* ». Le « peuple » a bien été présent dans le processus d'unité, mais seulement de façon subalterne, comme masse de manoeuvre militaire, jamais doté d'un pouvoir de décision. Il était utilisé comme soldats, mais les officiers venaient d'autres classes ; ce furent des soldats



courageux et efficaces, mais sans pouvoir sur les stratégies militaires ; ou bien c'était le peuple paysan, idéologiquement dépendant des prêtres, qui répondait à l'appel des évêques pour éliminer (et parfois massacrer sauvagement) les révolutionnaires jacobins venus souvent de milieux bourgeois ou aristocratiques et considérés comme des diables hostiles à l'Église, comme à Naples en 1799 les « *sanfedisti* » du **cardinal Ruffo** (53).

C'est désormais une bourgeoisie capitaliste qui prend la direction du Risorgimento. Jusqu'alors, l'Italie était en Europe un des pays les moins avancés dans la révolution industrielle. Or conquérir l'unité et l'indépendance, c'est aussi développer économiquement le pays, le porter au niveau des grandes puissances dont il aura besoin dans sa lutte, la France et



l'Angleterre en particulier. Fait-on la révolution dans un pays « sous-développé » ? : le problème n'a pas fini de se poser... ! Les hommes de ce développement et de cette stratégie seront **Massimo d'Azeglio** (Cf. photo ci-contre à gauche) et **Camillo Benso di Cavour** (Cf. photo ci-dessus à droite).

Cette bourgeoisie industrielle et marchande aspire maintenant à exercer le pouvoir, avec les éléments les plus avancés de la noblesse, et pour se développer elle a besoin d'un marché national, débarrassé des barrières douanières féodales, et du contrôle d'une puissance étrangère (l'Autriche) ou d'une institution comme l'Église catholique. Pour elle, être « revendiquer la « liberté » vis-à-vis de l'Église. Elle est donc aussi favorable à laïcité de l'État, mais hostile à toute entreprise conduirait à une république et à une violence serait victime. Sa « démocratie » se limite à la pouvoir de décision des gens riches et cultivés, 90.000 électeurs d'un Piémont de plus de 4 selon le régime censitaire d'alors ; mais elle extrême-droite catholique, antilibérale et réforme qui mettrait en cause le pouvoir féodal

Le jeune roi **Victor Emmanuel II** (1820-1849-1878) ne s'intéressait pas beaucoup aux problèmes politiques, il préférait la chasse (et la guerre en était une forme !) et les femmes, mais il avait un objectif politique, assurer la conservation de sa dynastie et en agrandir le domaine au moins à l'ensemble de l'Italie du Nord : c'est à cela qu'il pensait plus qu'à « l'unité de l'Italie », pour laquelle il en restait à la formule de son ancêtre, l'image d'un « *artichaut* » à manger feuille après feuille. Il n'aimait pas **d'Azeglio** et **Cavour**, mais c'est à eux qu'il fit bientôt appel ; car il avait compris que c'était leur politique qui assurerait l'expansion de son royaume (54). Il appela donc d'abord le premier en 1850. Celui-ci fait surtout voter les lois qui rétablissent l'égalité devant la justice : la loi Siccardi, votée en mars 1850 qui supprime les tribunaux ecclésiastiques.



libéral » signifie l'Autriche et de l'indépendance et à la populaire qui dont la bourgeoisie représentation et au c'est-à-dire environ millions d'habitants, était aussi hostile à une opposée à toute d'autrefois.

Victor Emmanuel II à cheval, de Girolamo Induno, Milan, Civiche Racoolte Storiche.

Cavour entre au Ministère de l'Agriculture et du Commerce en octobre 1850, puis au Ministère des Finances en février 1851 ; il y ajoute le Ministère de la Marine en février 1852 et il devient Président du Conseil de mai 1852 jusqu'à sa mort en 1861, à part une brève démission en 1859. D'une part, il favorise l'essor économique du pays dont la production et la consommation doublent entre 1849 et 1859 ; le Piémont a 20% de la population italienne et son capital industriel se monte à plus de 50% de celui de la Péninsule ; avec la suppression des barrières douanières, les importations passent de 112 à 321 millions et les exportations de 92 à 326 millions. **Cavour** développe les chemins de fer, les canaux d'irrigation, fait percer le tunnel du Fréjus (1857), commence à industrialiser l'agriculture (industrie fromagère et industrie de la soie par exemple). Il poursuit sa politique de laïcisation de l'État, dans une collaboration étroite (le « *connubio* » = le mariage) avec le centre-gauche d'**Urbano Rattazzi** (1808-1873- Cf. portrait ci-dessus), nommé Ministre de l'Intérieur : lois Rattazzi supprimant les congrégations « inutiles » (contemplatives et ne se livrant ni à l'enseignement ni à l'assistance) en mai 1855, qui provoquent des affrontements comparables à ceux que connut la France après le vote des lois laïques entre 1900 et 1905. **Cavour** fait aussi appel à des banquiers étrangers pour investir dans les entreprises piémontaises et l'aider à créer un système bancaire moderne, comme **Rothschild** en France et **Baring** et **Hambro** en Angleterre. Il contribue aussi à la réorganisation de l'armée. On dirait aujourd'hui que c'était un « centriste », homme du juste milieu, stratège génial, rigoureux et honnête.

On aurait pu craindre que cette abolition des barrières douanières, en particulier avec



Bataille de la Cernaia –Lithographie, Musée du Risorgimento de Gênes.

l'étranger, puisse faire une concurrence redoutable aux industries italiennes, souvent plus fragiles. Mais en réalité **Cavour** ne fut pas aussi « libéral » qu'on l'a parfois dit. **Rosario Romeo** (1924-1987) montre qu'il prit des mesures diverses pour transformer le vieux Piémont, et écrit de lui : « *Il céda les constructions ferroviaires au grand capital étranger, libéralisa les commerces, intensifia les oeuvres publiques, assura la promotion du crédit et des activités bancaires, dans un effort de mobiliser toute l'épargne disponible dans le pays et de l'orienter vers des emplois productifs : si bien que l'on a pu tout à fait parler à ce propos de politique de plan, d'inspiration, comme on dirait aujourd'hui, keynésienne* » (55). Peut-être s'apercevra-t-on après l'Unité des conséquences terribles qu'aura pour le Sud l'application d'une politique élaborée pour le Piémont !

La guerre de Crimée et l'entrevue de Plombières

Mais c'est surtout dans la **politique étrangère** du royaume que **Cavour** prépara l'unification et l'indépendance de l'Italie. On savait que le Piémont ne pouvait pas éliminer l'Autriche tout seul, il avait besoin d'alliances européennes ; le « *Italia farà da sé* » (L'Italie se fera toute seule, par elle-même) des temps antérieurs était désormais dépassé. L'échec de **Charles-Albert** et l'évolution de **Pie IX** avaient marqué la faillite du projet fédéraliste et l'échec des républiques de Rome et de Venise celle du projet mazzinien. **Cavour** chercha donc des alliances du côté de l'Angleterre de **lord Clarendon** puis de la France du Second Empire, où **Napoléon III** (1808-1850-1873) avait un passé de *carbonaro* et était l'héritier d'un oncle partisan de la liberté des peuples. Ce furent les visées impérialistes du **tzar Nicolas I** (1796-1855) qui lui donna l'occasion de s'insérer dans les méandres de la politique internationale. La Russie visait une partition de l'empire turc qui lui aurait permis de s'emparer des territoires qui constituent aujourd'hui la Roumanie et de devenir la « protectrice » des populations de religion orthodoxe de l'empire turc ; en même temps cela permettait à la Russie d'accéder à la Méditerranée. Le Tsar fit donc occuper les principats danubiens, et cela provoqua une vive réaction franco-anglaise à laquelle il ne s'attendait pas ; l'Autriche se joignit à la France et à l'Angleterre, mais elle craignait que le Piémont ne profite de cet engagement à l'Est pour reprendre la guerre à l'Ouest ; pour la rassurer, les deux pays obtiennent que le royaume de Sardaigne se joigne à l'alliance contre la Russie. **Cavour** obtint avec difficulté l'accord de ses collègues pour signer une alliance avec l'ennemi autrichien et finalement, aidée par un « prêt » de l'Angleterre, l'Italie envoie en Crimée environ 15.000 hommes, commandés par le **général Alfonso Lamarmora** (1804-1878), qui part de Gênes le 21 avril 1855.



Bataille de la Cernaia, de Giacomo Mantegazza, Torino, Museo Nazionale del Risorgimento.



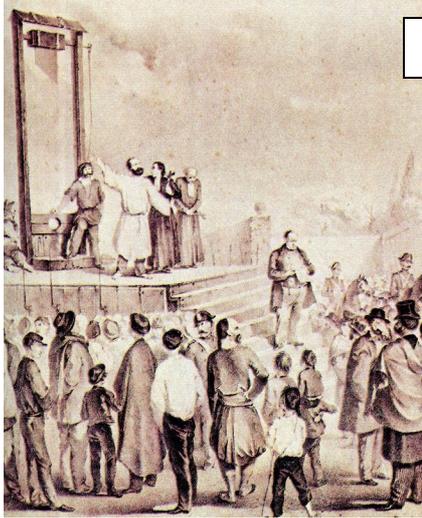
Le Congrès de Paris, mars 1856 – Museo Centrale Risorgimento Roma. À droite, Statue de Carlo Pisacane à Sapri.

Les troupes italiennes furent d'abord maintenues en réserve, pendant laquelle elles subirent une épidémie de choléra qui tua 1300 soldats, – autant que la bataille elle-même –, et en affecta 3000 (La France eut 90.000 morts pendant la guerre de Crimée, dont 70.000 de choléra). Finalement, elles participèrent brillamment à une **violente bataille sur le fleuve Cernaia** où elles couvraient les forces alliées qui assiégeaient Sébastopol. Ce fait d'armes eut une grande résonance, et Londres et Paris, qui se défiaient de plus en plus de l'Autriche, eurent intérêt à marquer de l'enthousiasme

pour un Piémont qui était le rival de l'Autriche. **Cavour** profita de l'occasion pour conseiller à **Victor Emmanuel** un voyage en France et en Angleterre ; l'entretien avec **Napoléon III** se termina par la question de l'empereur : « *Que puis-je faire pour l'Italie ?* ». Et l'Italie fut autorisée à participer au **Congrès de Paris du 25 février 1856**, qui



Dernier Salut de Felice Orsini – Milano, Civiche Raccolte Storiche.

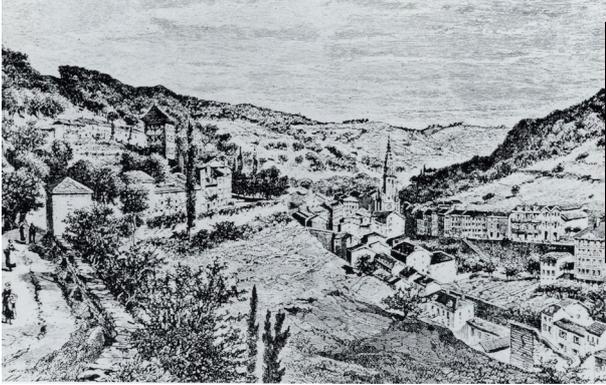


devait consacrer la paix signée en Crimée et la « Question d'Orient ». Ce fut la première fois que Cavour put exposer devant un Congrès européen la protestation de l'Italie contre l'Occupation autrichienne et la situation qui régnait dans le Royaume de Naples et dans les États pontificaux, appuyé par l'Angleterre et par la France toujours plus agacées par la rigidité autrichienne, tandis que la Russie ne pardonnait pas à l'Autriche de l'avoir combattue en Crimée, alors qu'en 1849 elle l'avait aidée à réprimer la révolte de Hongrie.

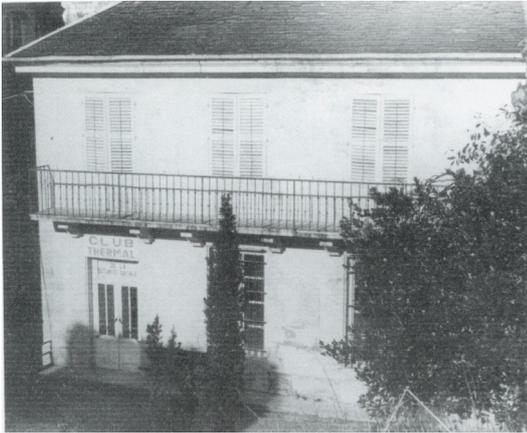
La guerre de Crimée et le Congrès de Paris confirmèrent la justesse de la politique de **Cavour** ; en août 1847, un groupe de patriotes animé par **Daniele Manin**, le marquis **Giorgio Pallavicino** (1796-1878), un des condamnés au Spielberg, amnistié en 1835, **Giuseppe Lafarina** (1815-1863) et même **Giuseppe Garibaldi**, créèrent la « *Società Nazionale Italiana* » qui avait pour slogan « *Italie et Victor Emmanuel* » et rassembla beaucoup d'anciens mazziniens, tandis que le dernier épisode de révolte mazzinienne dirigé par **Carlo Pisacane** (1818-1857) échouait près de Salerne, où 150 patriotes furent tués ou fusillés par la troupe et 27 autres tués par les paysans qui n'avaient ni compris ni approuvé le mouvement (2 juillet 1857) (56).

Un autre attentat se produisit le 14 janvier 1858 : trois anarchistes italiens jetèrent des bombes contre le carrosse de **Napoléon III** et de **l'Impératrice Eugénie** qui se rendaient à l'Opéra; les souverains ne furent pas touchés, mais il y eut 8 morts et plus de 150 blessés dans la foule. Les auteurs étaient le romagnole **Felice Orsini**, **Antonio Gomez** de Naples, **Giuseppe Andrea Pieri** de Lucques, et **Carlo Rudio** de Belluno. Le chef était **Felice Orsini** (1819-1858), ancien *carbonaro* puis mazzinien et convaincu que **Napoléon III** était le cœur de la réaction européenne. **Cavour** eut peur que cela ne refroidisse l'empereur vis-à-vis de l'Italie. Avec une certaine complicité de **Napoléon III**, **Orsini** lui envoya avant son exécution, une lettre qui l'implorait de rendre à l'Italie l'indépendance que la France lui avait fait perdre par l'armistice de 1849. Les bombes avaient donc fait avancer l'alliance franco-piémontaise, et **Napoléon** aurait même souhaité faire gracier **Orsini**, qui fut cependant exécuté le 13 mars 1858 et mourut en criant : « *Vive l'Italie ! Vive la France !* ».

Napoléon put donc poursuivre sa politique personnelle d'alliance avec l'Italie, malgré l'hostilité de ses ministres, dont le **comte Colonna Walewski** (c'était un fils de **Napoléon I** et de **Marie Walewska**), Ministre des Affaires Étrangères, pro-autrichien. **Napoléon** visait en particulier le mariage de son cousin, le **prince Jérôme Napoléon** avec **Clotilde**, la fille aînée de **Victor Emmanuel II**. **Cavour** utilisa ses amis pour renforcer ces rapprochements, la **Comtesse Castiglione**, son secrétaire **Costantino Nigra**, **Madame Cornu** et le premier médecin et ami de Napoléon III, le **Dr Henri Conneau**, ancien ami de **Mazzini**, et ami de **Cavour** ; c'est lui qui facilita les entrevues secrètes entre l'empereur et **Cavour**, et qui eut l'idée de celle de **Plombières** le 21 juillet 1858, où **Napoléon III** et **Cavour** combinèrent la



Plombières, Milano
Civiche raccolta
Storiche. « Pavillon
des Princes ». À
droite, statues de
Cavour et Napoléon
III à Plombières.



Cavour et Napoléon III, de I. Virginio, Il
Fischietto, Anno XII, n° 21, 17-02-1859

stratégie qui provoquerait l'affrontement avec l'Autriche en sorte que la France puisse intervenir. Il fut convenu que le Nord de l'Italie (Lombardie, Vénétie et Frioul) serait conquis sur l'Autriche et remis aux Savoie avec les duchés de Parme et Modène, la Romagne et les Légations (les 4 provinces de Bologne, Forlì, Ravenne et Ferrare gouvernées par un « légat » du pape), la majorité des États pontificaux formeraient avec la Toscane le royaume de l'Italie Centrale, le royaume de Naples ne serait pas touché, et le pape garderait Rome et les territoires environnants et serait le président d'une fédération des 4 États. Pour être totalement chassés d'Italie, les Autrichiens devaient être provoqués et déclarer eux-mêmes la guerre au Piémont, ce qui permettrait à la France d'entrer en jeu. En échange, le Piémont aurait cédé à la France la Savoie et le comté de Nice. Ainsi **Napoléon III** apparaîtrait comme le libérateur de l'Italie et aucune « grande nation » ne se constituerait à ses frontières. Rien ne fut écrit, ce fut



*La comtesse de Castiglione
au bal du 17 février 1857.*
« Le coeur est un peu bas »,
en dit l'impératrice !

un accord de confiance.

Une convention fut ensuite signée entre la France et la Sardaigne, et le 30 janvier, la jeune **Clotilde de Savoie** épousa le déjà mûr **Jérôme Bonaparte**.

En janvier 1859, **Victor Emmanuel** profita de l'ouverture de la session parlementaire pour faire un discours éclatant, inspiré par **Napoléon III** : « *Tandis que nous respectons les traités, nous ne sommes pas insensibles au cri de douleur qui, de tant de parties de l'Italie, s'élève vers nous. Forts de notre concorde, confiants dans notre bon droit, nous attendons, prudents et décidés, les décrets de la Divine Providence* ». Il fut acclamé et tous interprétèrent le discours comme un signe de l'imminence de la

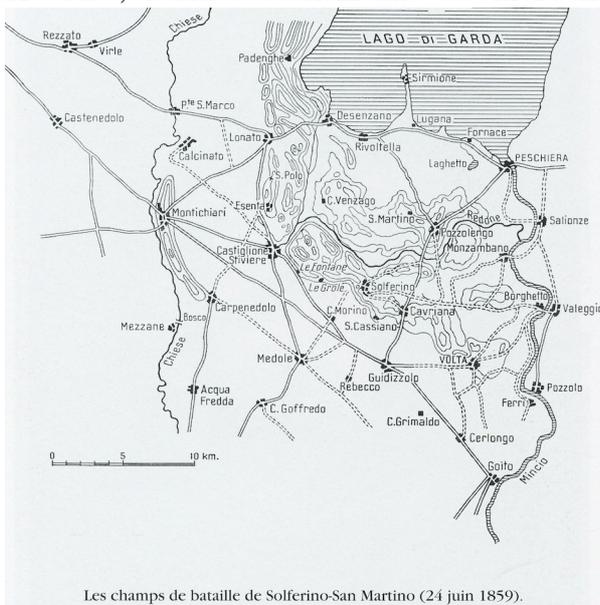
guerre. Les accords de Plombières furent confirmés par une convention antidatée à décembre 1858 qui confirmait aussi la session de la Savoie et de Nice à la France. **Giovanni Visconti Venosta** (1831-1906) raconte qu'à la Scala de Milan, lors d'une représentation de la *Norma* de **Bellini**, on ne sait si ce fut en 1848 ou en 1859, devant un parterre d'officiers autrichiens dont le **général Gyulai**, lorsque les prêtres entonnèrent le chœur « *Guerre ! Guerre !* », tout le public italien se dressa debout et se mit à crier « *Guerre ! Guerre !* » et à faire répéter le chœur, si fort que même les officiers autrichiens furent contraints de se joindre au mouvement ! (57).

La seconde guerre d'indépendance (1859-1860)

Le 23 avril 1859, **l'empereur d'Autriche François Joseph** envoya un ultimatum à **Cavour** : il devait désarmer immédiatement l'armée et renvoyer tous les volontaires à leur lieu d'origine ; il était tombé dans le piège et, tout heureux, **Cavour** refusa. C'était la guerre, avec l'aide des Français, puisque c'est l'Autriche qui déclenchait les hostilités. Les Sardes disposaient de 63.000 hommes, en 5 divisions complètes et une division de cavalerie, plus la brigade « Chasseurs des Alpes » formée de volontaires et commandée par **Garibaldi** ; l'armée autrichienne du **maréchal Gyulai**



La Bataille de Magenta, de Girolamo Induno, 1861, Milano, Museo del Risorgimento.



Les champs de bataille de Solferino-San Martino (24 juin 1859).

disposait du

double, mais les Français avaient envoyé 120.000 soldats sous les ordres de **Napoléon III**. **Gyulai** comprit trop tard la stratégie franco-sarde, et il fut battu à **Palestro** et à **Magenta** (Cf tableau de **Girolamo Induno**), tandis que le 8 juin, **Napoléon III** et **Victor Emmanuel II** entraient à Milan, et que les troupes de **Garibaldi** occupaient Varese, Como, Bergamo et Brescia et pénétraient dans le Trentin. Deux autres batailles furent funestes pour les Autrichiens, à **Solferino** et **San Martino**, le 24 juin, au sud du lac de Garde (Voir les cartes ci-contre et ci-dessous).

Ces batailles furent meurtrières : à Magenta, 10.300 Autrichiens et 4500 Franco-Piémontais furent tués ; à

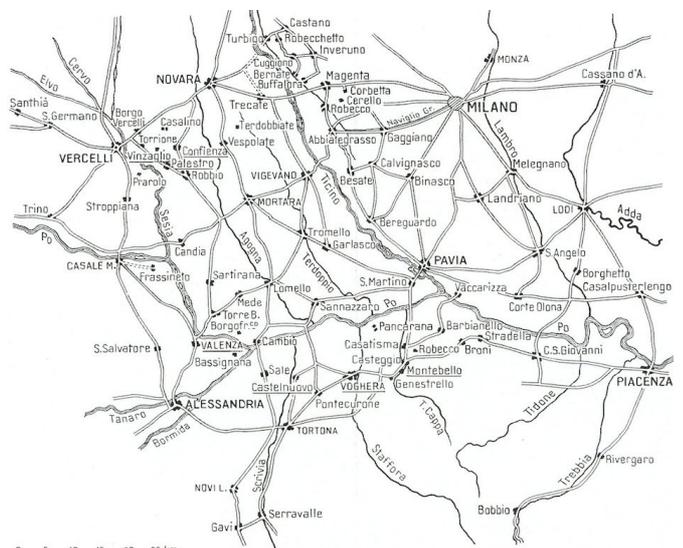
Solferino et San Martino, 22.000 Autrichiens et 17.000 Franco-Piémontais. La mortalité de l'armée piémontaise fut de 12%. La façon dont furent traités les blessés bouleversa l'homme d'affaires suisse **Henry Dunant** (1828-1910) et le poussa à créer la Croix-Rouge Internationale pour le soin des blessés dans les guerres. Frappé par ce nombre de victimes, **Napoléon III** décida alors en secret avec **François-Joseph** d'un **armistice séparé signé à Villafranca** le 11 juillet 1859 : la Lombardie serait cédée par l'Autriche à **Napoléon III** qui la remettrait au royaume de Sardaigne ; mais les souverains d'Italie centrale seraient remis sur leur trône et la présidence de la Fédération des États serait donnée au pape. Car ce qui avait surtout frappé **Napoléon**, c'est que, pendant les combats en Italie du Nord, des révoltes populaires avaient éclaté à Parme, à Modène, en Émilie et en Toscane d'où les souverains avaient été chassés ; par ailleurs, la situation interne de l'Allemagne, l'insurrection du mouvement national hongrois, risquaient de provoquer une intervention militaire de la Prusse contre la France et le Piémont.

En Toscane, dès avril 1859, le **grand-duc Léopold II** avait fui en Émilie, laissant place à un gouvernement démocrate dirigé par **Bettino Ricasoli** (1809-1880), qui fut un des fondateurs du quotidien florentin *La Nazione*, et qui fut en faveur du rattachement de la Toscane au Royaume d'Italie en 1861. Ce fut une révolution sans un verre cassé et sans une goutte de sang. Parallèlement à **Massa Carrara**, à **Parme**, un gouverneur civil remplaça **Marie-Louise** qui avait déjà abandonné la ville ; à **Modène**, le **duc François V** s'était aussi enfui et **Luigi Carlo Farini** (1812-1866) avait pris le pouvoir. La perspective d'une avancée des troupes autrichiennes provoqua le soulèvement des Marches, de l'Ombrie et de toutes les légations qui demandèrent à **Victor Emmanuel** d'en assurer la



« *dictature* ». Il était évident que toutes ces insurrections avaient été favorisées par **Cavour**, et par l'arrivée des « Chasseurs de la Garfagnana », plusieurs dizaines de milliers d'hommes commandés par **Garibaldi**, **Cadorna**, **Malenchini** et d'autres qui empêchèrent les Autrichiens de réagir militairement, et elles débouchèrent bientôt sur un vote très majoritaire **pour le rattachement au royaume de Piémont** (En Toscane, 366.571 pour et 14.925 contre ; à Parme, Modène et Légations, 426.006 voix favorables contre 756). À Nice et en Savoie, les voix favorables à l'annexion par la France furent 155.031 contre 395. **Garibaldi** protesta en vain contre l'abandon de sa ville natale. Il restait à régler la situation du royaume de Naples. **Garibaldi** s'en chargea en dirigeant

l'Expédition des Mille (probablement 1089 personnes vêtues de « chemises rouges »), de Quarto près de Gênes jusqu'à Marsala où il débarqua le 11 mai. Après des combats sanglants, il prit Palerme le 27 mai, libéra toute la Sicile, où les paysans espéraient une distribution des terres des Latifundia, mais n'obtinrent qu'une abolition de la taxe sur la mouture du blé. Les « Mille » ne furent pas une armée « populaire », mais un ensemble de bourgeois du sud émigrés à Turin, comme **Nino Bixio** ou **Francesco Crispi**, des notables et des couches moyennes ; ils furent aidés par les Anglais qui fournirent des armes et couvrirent l'arrivée à Marsala des deux bateaux de **Garibaldi**, et par des démocrates européens comme **Alexandre Dumas**. Les troupes des Bourbons furent défaites à **Milazzo** le 20 juillet, et les Mille, devenus 20.000, s'embarquèrent pour la Calabre et, en menant des combats très durs contre l'armée des Bourbons, bien entraînée et bien commandée, remonta jusqu'à Naples où **Garibaldi** entra le 7 septembre 1860. Les 3 et 4 novembre, des plébiscites votèrent l'annexion du royaume des Deux-Siciles au royaume de Sardaigne. Mais à Messine, la résistance de l'armée des Bourbons dura jusqu'au 12 mars 1861. **Victor Emmanuel II** prit le commandement de l'armée, fit dissoudre les troupes garibaldiennes après sa **rencontre historique**



Zone des premières opérations.
Le nom des batailles est souligné.



piémontaises jusqu'à la rencontre de Teano. **À gauche**, *La rencontre de Teano*, de Pietro Aldi, Siena, Palazzo Pubblico.

avec **Garibaldi à Teano** (commune de Varaino Patenora, près de Naples) le 26 octobre et fit intégrer dans l'armée nationale ses 50.000 soldats dont 7300 officiers, malgré l'opposition de la caste militaire piémontaise (le **général Cialdini**). Garibaldi reconnut **Victor Emmanuel** comme roi d'Italie et se retira à Caprera.



9 - La conquête de Venise et de Rome (1866 et 1870). Rome capitale

Monument aux Mille, sur la plage de Quarto.



Le 18 février 1861, un Parlement réuni à Turin les représentants de tous les États annexés, et proclama **Victor Emmanuel II** « *Roi d'Italie par la grâce de Dieu et la volonté de la Nation* ». Il faut observer, – disent les manuels de Droit Constitutionnel –, que jamais, ni avant ni après, aucune constitution *ex novo* ne déclara un nouvel État constitutionnel, « Royaume d'Italie » n'est qu'un nouveau nom, mais juridiquement **ce n'est rien d'autre que l'ancien royaume de Sardaigne agrandi à de nouveaux**



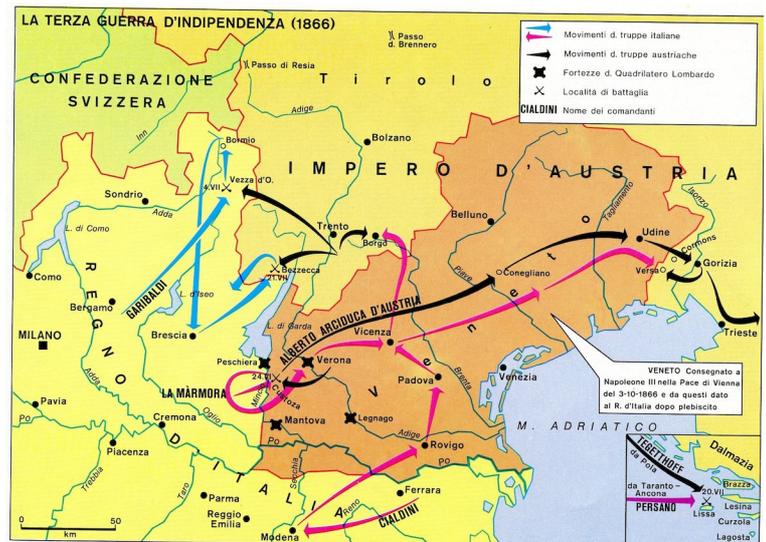
Garibaldi blessé dans l'Aspromonte, Anonyme, 1863. À gauche, Garibaldi entre à Naples, de Antonio Licata, 7 septembre 1860.

territoires !

Mais pour achever la construction de l'Italie unifiée, il manquait encore la Vénétie et Rome, déclarée capitale dès 1861, bien que la capitale réelle fût restée à Turin.

La **Troisième guerre d'indépendance** ne se déroula qu'en 1866. Auparavant, **Garibaldi** avait tenté une première fois de conquérir Rome. Parti avec 2000 volontaires de la Sicile avec pour mot d'ordre « *Rome ou la mort* », il marcha sur la ville, mais le roi envoya l'armée piémontaise sous les ordres du **général Cialdini** et du **colonel Pallavicino** pour l'arrêter : **Napoléon III** n'aurait jamais accepté que Rome soit reprise au pape. La rencontre eut lieu le 29 août 1862 dans le massif de **l'Aspromonte** en Calabre. Cialdini fit tirer aussitôt sur les troupes garibaldiennes. **Garibaldi**, qui avait ordonné de ne pas tirer sur des Italiens, fut blessé deux fois, en particulier au pied ; **Cialdini** le fit arrêter et emprisonner près de La Spezia, ainsi que plusieurs combattants dont plusieurs furent exécutés. Une fois libéré il se retira à Caprera. Un peu avant, en mai 1862, il avait déjà aidé à monter une opération de conquête du Trentin à partir de **Sarnico**, sur le lac d'Iseo, mais le gouvernement avait fait bloquer sur place les 123 volontaires mazziniens.

Le comportement des gouvernements italien, français, autrichien ou prussien était toujours le même, ils souhaitaient défendre leurs intérêts, se faire aider éventuellement et officieusement par des forces comme celle de **Garibaldi**, mais **garder l'initiative**, décider des temps et des modalités des actions. **Victor Emmanuel** encourageait donc officieusement **Garibaldi**, mais ne voulait pas prendre le risque de voir se développer des mouvements populaires dirigés par des mazziniens ou des garibaldiens. Pour la Vénétie, une convention secrète fut même signée



entre la France et l'Autriche le 12 juin 1866 : l'Autriche remettrait la Vénétie à la France pour qu'elle la remette à l'Italie à condition que celle-ci reste en-dehors du conflit avec la Prusse de Bismarck. L'Autriche avait déjà renoncé à la Vénétie où elle savait qu'elle n'avait plus aucune audience, à part dans le haut clergé et chez quelques aristocrates. Auparavant une alliance entre l'Italie et la Prusse avait été signée, contre l'Autriche, le 6 avril 1866 : l'Italie déclarera la guerre à l'Autriche dès que la Prusse aura pris les armes ; il n'y aura pas de paix séparée tant que l'Autriche n'aura pas remis la Vénétie à l'Italie ou des territoires équivalents à la Prusse.

Affaires de gouvernements, c'est-à-dire de classes dirigeantes très réduites : « Tandis qu'aristocratie, bourgeoisie et clergé (de Vénétie) avaient en majorité une position antiautrichienne et proitalienne, les populations rurales restaient dans une attitude d'indifférence. Il ne s'agissait donc pas, comme on l'a souvent répété, d'une position favorable au gouvernement « paternel » de l'Autriche, mais d'un véritable

absentéisme politique qui ne faisait prendre position aux paysans ni pour l'Italie ni pour l'Autriche. La cause de cela était l'extrême misère dans laquelle ils se trouvaient, encore accrue par la diminution de la production agricole suite aux maladies de la vigne et des vers à soie » (58). Et personne ne souhaitait par ailleurs faire appel aux paysans, qui auraient pu présenter des revendications dangereuses du point de vue social. Quant

au parti mazzinien, il



Frederik Sorensen. **À droite**, La bataille de Bezzocca, anonyme.

apparaissait comme partisan d'une réforme religieuse qui était refusée par des

paysans attachés à la foi catholique de leurs ancêtres et conditionnés par le clergé. La bourgeoisie, elle, s'était organisée dans le « Comité Politique Central Vénète » de Turin sous la direction d'**Alberto Cavalletto** (1813-1897) favorable à la Monarchie de Savoie et hostile aux mazziniens.

Le 16 juin 1866, la Prusse attaqua l'Autriche, et l'Italie dut en faire autant. Mais son armée était mal préparée, surtout du fait des conflits qui divisaient ses généraux ; **Victor Emmanuel** s'était réservé le commandement des opérations, mais il avait partagé les responsabilités entre le **général Cialdini** et le **général Lamarmora** qui ne s'entendirent pas sur la coordination de leurs troupes ; il y avait bien 250.000 hommes, mais comme ce fut souvent le cas, les hauts commandements se révélèrent incapables et les Italiens connurent de petites **défaites à Custoza** le 24 juin face aux Autrichiens moins nombreux et préoccupés surtout par la défaite que venaient de leur infliger les Prussiens à **Sadowa** le 3 juillet. Ce fut identique sur le front de mer : les Italiens eurent deux bateaux coulés à **Lissa** par une marine autrichienne moins forte. Seuls les volontaires de **Garibaldi** remportèrent une victoire à **Bezzocca** le 21 juillet. La paix fut signée à Vienne le 3 octobre, et un plébiscite vint confirmer l'annexion de la Vénétie par l'Italie.



Le règlement de la question romaine. Prise de Rome le XX septembre 1870.

Il ne manquait plus que Rome. **Napoléon III** ne voulait pas mécontenter les Catholiques français, mais il souhaitait aussi retrouver l'amitié italienne. En juin 1864, il proposa donc au gouvernement italien de **Marco Minghetti** (1818-1886 – Cf. portrait à droite, de G. Riccio, 1862), ancien collaborateur de **Cavour**, de signer une convention par laquelle l'Italie s'engageait à ne pas attaquer les États pontificaux ; en échange, la France retirerait sa garnison de Rome et la remplacerait par une armée pontificale formée de volontaires étrangers ; enfin l'Italie s'engageait à transférer sa capitale de Turin à Florence, pour montrer qu'elle ne revendiquait plus Rome pour capitale. **Victor**



Emmanuel tenta de résister, il ne voulait pas quitter « sa » ville de Turin, mais **Napoléon III** ne céda pas. **Garibaldi** et **Mazzini** protestèrent contre cette perspective d'abandonner Rome comme capitale, qui trahissait le vote presque unanime du 27 mars 1861.

Le 3 février 1865, le roi se transféra donc avec sa cour et le ministère à Florence, malgré l'opposition qu'avaient manifestée les Turinois en septembre 1864 ; la force publique avait répondu à ces manifestations pacifiques en ouvrant le feu, causant 51 morts et 135 blessés. Pour calmer les Turinois, le roi nomma un gouvernement dirigé par le général piémontais **Alfonso**



Florence, Palais Pitti où résidèrent les rois

Lamarmora, avec plusieurs ministres piémontais, **Giovanni Lanza** à l'Intérieur, **Quintino Sella** aux Finances et **Agostino Petitti** à la Guerre, tandis que **Lamarmora** gardait aussi les Affaires Étrangères et la Marine.

Le pape **Pie IX** (Cf. portrait à droite) désapprouva la Convention italo-française, et refusa toute discussion avec le gouvernement italien. Il publia le 8 décembre

1864 l'Encyclique *Quanta cura*, complétée par le *Syllabus* « des erreurs de notre temps » où étaient condamnées toutes les formes modernes de pensée, ...

en même temps que les chemins de fer ! En 1866, il justifie l'esclavage comme conforme au droit naturel (59). La tension ne fit donc que grandir entre le pape et l'Italie. Une mission du gouvernement italien fut envoyée auprès du pape pour régler la situation des 24 évêchés italiens sans titulaire : le gouvernement exigeait que les évêques jurent fidélité au roi, le pape refusait. Il n'y eut donc pas d'accord. Le 29 juin 1868, le pape convoqua le **XXe Concile oecuménique Vatican I** (le premier depuis le Concile de Trente) qui commença le 8 décembre 1869 avec 800 Pères conciliaires. À l'ordre du jour initial, le pape fit ajouter le vote du dogme de l'infailibilité pontificale en matière de dogme, malgré l'opposition d'une partie des évêques, dont **John Henry Newman** (1801-1890), qui quittèrent le Concile la veille du vote en 1870. Cette infailibilité n'a été invoquée qu'une fois en 1950 par **Pie XII** pour la définition du dogme de



cardinal Antonelli, 1870.

À droite, Bettino Ricasoli.

l'Assomption de la Vierge Marie, montée au ciel corps et âme après sa mort, son corps n'ayant pas été souillé par le péché originel (Dogme de l'Immaculée Conception déclaré en 1854 par le même **Pie IX**).

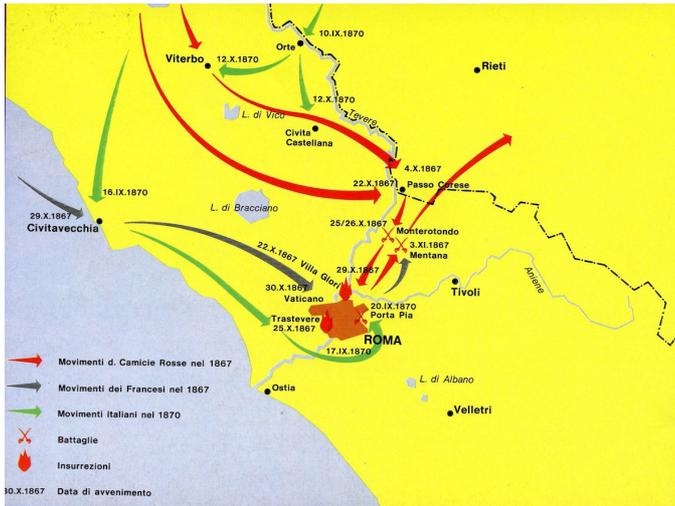
Le second Ministère dirigé par **Bettino Ricasoli** (20 juin 1866-10 avril 1867) eut pour objectif principal de régler pacifiquement la question romaine. **Ricasoli** était un catholique fervent qui souhaitait une purification de l'Église, par un retour à ses origines et donc un abandon de ses possessions temporelles, cela lui permettrait de se remettre à la tête de la civilisation moderne ; l'abandon de Rome ne serait donc qu'un moment d'un vaste renouveau spirituel qui réglerait en même temps le problème italien de Rome capitale. **Ricasoli** oubliait simplement qu'à Rome dominait un clan conservateur qui avait à sa tête le **cardinal Giacomo Antonelli** (1806-1876), secrétaire d'État de **Pie IX** et leader de la politique réactionnaire du pape après 1848 ; il oubliait aussi la publication de *Quanta cura* et du *Syllabus*. Il proposa donc

par exemple de renoncer au serment de fidélité des évêques et d'autres mesures qui permettraient de rendre « l'Église libre dans un État libre », selon la formule de Cavour, reprise de **Montalembert**. Mais il fut désapprouvé par la Chambre des Députés et il dut démissionner. Son successeur **Urbano Rattazzi** ne sortit pas d'une ligne ambiguë qui ne trancha pas

entre les différentes stratégies possibles, de celle de **Garibaldi** à celle de **Mazzini**.



Garibaldi pensait qu'il fallait éloigner les troupes pontificales de Rome pour permettre au peuple romain



de se révolter contre le pouvoir temporel du pape. En septembre 1867, il amorça une nouvelle tentative de marche sur Rome ; le 23 septembre, **Rattazzi** le fit arrêter et conduire à Alessandria où les soldats le firent libérer, laissant entendre qu'il y avait entre le gouvernement et lui la même entente qu'en 1860 pour l'expédition



Les batailles pour la conquête de Rome de 1867 à 1870.

des Mille. Reconduit à Caprera, **Garibaldi** s'en libéra pour rejoindre Livourne le 20 octobre. Le roi désavoua

T. Rodella, *Bataille de Mentana*, 1870

Rattazzi qui dut démissionner. **Garibaldi** profita de la crise ministérielle et d'une insurrection d'un millier de Romains qui avaient occupé la caserne des zouaves, conduits par les frères **Enrico** et **Giovanni Cairoli** qui furent abattus par l'armée pontificale. À la tête de 7000 volontaires, Garibaldi se dirigea vers Tivoli, pour avoir les montagnes derrière lui et s'y réfugier pour y poursuivre une action de guérilla. **Napoléon III** et **Victor Emmanuel** décidèrent de réagir et envoyèrent une armée pour arrêter **Garibaldi**. La bataille eut lieu le 3 novembre 1867 à **Mentana** ; mal armés, les hommes de **Garibaldi** se débandèrent face à l'armée supérieure en nombre et en équipements : on dit que les nouveaux fusils « chassepots », qui tiraient 12 coups à la minute avaient fait merveille ; en réalité, ils se révélèrent déficients, s'enrayant constamment, mais on laissa courir la légende pour mieux justifier la défaite de **Garibaldi**. Les garibaldiens avaient eu 150 morts, 240 blessés et 900 prisonniers, les franco-pontificaux 256 morts.

C'est finalement la guerre entre la France et la Prusse qui permit de régler la question romaine. Hostile à la nomination d'un prince de la famille royale de Prusse sur le trône d'Espagne, la France déclara la guerre à la Prusse le 19 juillet 1870. Le 2 septembre les armées françaises furent vaincues à **Sedan** et **Napoléon III** fait prisonnier par les prussiens. L'Italie avait refusé son alliance à la France ; c'est seulement après la proclamation de la république par **Gambetta** que, le 7 octobre, **Garibaldi** intervint avec un corps de volontaires (« L'armée des Vosges ») contre l'armée prussienne, il fut aussi le seul à remporter des victoires, à Dijon les 21 et 23 janvier 1871. Ce fut le dernier épisode de la vie militaire de **Garibaldi**.

Le 8 septembre, **Victor Emmanuel** tenta encore d'envoyer une lettre au pape, l'avertissant que, face aux risques que faisait courir « le parti de la révolution cosmopolite », il enverrait ses troupes dans l'État pontifical « pour occuper les positions indispensables pour la sécurité de Votre Sainteté et pour le maintien de l'ordre ». Le pape refusa évidemment le 11 septembre par une lettre où il précisait à **Victor Emmanuel** que sa lettre n'était pas « digne d'un fils affectueux qui se vante de professer la foi catholique et se glorifie de loyauté royale ». Le **comte Ponza di San Martino**, émissaire de **Victor Emmanuel** resta jusqu'au bout à l'Hôtel de la Minerva pour traiter avec le Souverain Pontife.

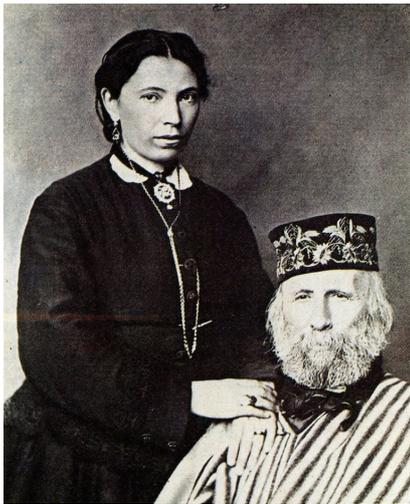
Le 12 septembre, le **général Kanzler**, commandant de l'armée pontificale, déclara l'état de siège, cela signifiait que toute tentative de conciliation avait échoué. Le 19 septembre, les Romains avaient tous fermé leurs boutiques, et une masse importante de capitaux avait été investie en Angleterre.



Le 20 septembre, à 10h du matin, le XII^e régiment de « *bersaglieri* » du capitaine Serra entrant dans Rome par la brèche qu'une longue canonnade avait ouverte entre la **Porte Pia** et la **Porte Salara**. L'attaque avait commencé à 5h ¼ du matin, le **général Bixio** était entré aussitôt dans Rome à Villa Pamphili. À 10h 30, un parlementaire du pape vint annoncer la reddition. Rome était italienne. C'était la

fin du pouvoir temporel des papes commencé au VIII^e siècle par le

À droite, Carlo Ademollo, *La brèche de Porta Pia* le 20 septembre 1870, Civica Raccolta Stampe di Milano. Ci-dessous, à droite, la seule photo véritable de la brèche, 21 septembre 1870.) À gauche, dernier portrait de Garibaldi avec son épouse, Donna Francesca.



roi **Pépin le Bref** à qui le **pape Etienne III** (752-7) aurait donné une lettre « écrite par saint Pierre » directement reçue du ciel, qui confirmait le faux historique appelé « *donation de Constantin* ».

L'Italie devait encore récupérer des terres « *irredente* » dans le nord-est : le Trentin et Trieste avaient été rattachés à l'Autriche en 1814, et ne furent rendus à l'Italie que par le Traité de Saint-Germain-en-Laye, en 1919 en même temps que l'Istrie. L'Italie fit valoir aussi que le Brenner était la

frontière naturelle de l'Italie, et elle intégra par là le Haut-Adige. Le même Traité permet à l'Italie de reprendre de nombreuses oeuvres d'art emportées à Vienne à diverses époques.

Cependant, après la seconde guerre mondiale, la Yougoslavie occupa l'Istrie, le Frioul et Trieste, et il fallut attendre le 25 octobre 1954 pour que l'Italie récupère Trieste tandis que la partie orientale du Frioul et l'Istrie passaient à la Slovénie et à la Croatie. C'est aussi après 1945 que les frontières avec la France furent très légèrement modifiées aux dépens de l'Italie.

10 – Conclusion : et après 1870 ?

L'Italie était donc unifiée, elle cessait d'être une simple « *expression géographique* », comme l'avait appelée **Metternich**. Elle est maintenant une **nation** reconnue, dotée d'un **État**, le Royaume d'Italie. Comment est-on passé à cette nouvelle étape, et qu'est-ce que cela signifie ?

1) **Une nouvelle classe dirigeante.** Le Risorgimento est le fait d'une nouvelle classe sociale dominante issue d'une longue évolution et consacrée par la Révolution française et par l'occupation napoléonienne : la **bourgeoisie**. Mais la forme italienne de cette classe, qui existe déjà dans les autres grandes puissances européennes, est particulière : l'Italie est un pays encore peu développé industriellement, et cette bourgeoisie est loin d'être toujours une classe d'industriels et de commerçants. Elle se caractérise par deux choses : la propriété et le mérite. Mais la propriété n'est plus celle d'autrefois dominée par l'aristocratie ; dans le *Statut* de **Charles-Albert**, les titres de noblesse sont maintenus, mais ils ne donnent plus droit à aucun privilège : par exemple le roi choisit les Sénateurs parmi « *les personnes qui depuis trois ans paient 3000 livres d'impôt direct, en raison de leurs biens ou de leur industrie* ». C'est la richesse et non le lignage qui est devenue le critère de sélection, aussi bien des élus nommés par le roi que des « employés » de l'État. Or cette richesse vient parfois de l'industrie et du commerce, mais, la plupart du temps, elle vient des adjudications de travaux publics, qui prennent une grande importance sous l'Empire et permettent à des artisans de s'enrichir, et du rachat à bas prix des propriétés de l'Église. En ce sens, la nouvelle bourgeoisie prend la succession de la vieille aristocratie féodale dont elle a pris la place sous **Napoléon**. Le « bourgeois », c'est donc d'abord l'homme riche et cultivé qui va constituer la

nouvelle bureaucratie implantée par **Napoléon** et réglementée par le Code Civil, et les nouveaux élus des organes dirigeants de l'État, personnel politique et administratif, armée et police. Et la base de sa richesse est d'abord la terre, la propriété foncière.

2) L'occupation napoléonienne a doté cette classe d'un **État structuré** disposant d'une bureaucratie techniquement plus efficace. On a parlé de « Monarchie administrative » : certes le Souverain reste la personnalisation de l'État, on lui doit fidélité et loyauté, mais la bureaucratie est organisée selon des lois qui lui donnent des droits et des devoirs, qui organisent les hiérarchies, les nominations et les promotions, qui imposent une compétence et une expérience, qui donnent un salaire en argent, qui séparent le fonctionnaire de sa fonction (il n'en est plus propriétaire), qui imposent l'activité administrative comme activité à plein temps. Par ailleurs, le territoire de l'État est divisé en régions, provinces et communes, toutes déterminées et administrées de la même façon, du Nord au Sud. Les différences de classes apparaissent donc claires et brutales, elles se réduisent à une différence de richesses (terre et immeubles) et de talent ; un complément indispensable de la richesse dans ce système censitaire, est donc l'instruction : il faut former et perfectionner les enfants de ceux qui ont la richesse et aussi sélectionner ceux d'autres classes capables par leur talent d'intégrer cette nouvelle bourgeoisie (C'est pourquoi **Napoléon** invente le « lycée ») (60).

3) Cette nouvelle classe dominante est divisée entre une « **droite historique** » et une « **gauche historique** » auxquelles s'ajoute la **bourgeoisie catholique**. Mais les mots n'ont pas le sens d'aujourd'hui : la « droite », ce sont les héritiers de Cavour, avec son génie politique en moins, des libéraux qui ont le sens de l'État, qui sont honnêtes et rigoureux, et qui ont réussi à créer une Italie unifiée. La « gauche », ce sont les anciens républicains, mazziniens, mais ralliés par nécessité à la monarchie piémontaise, plus conscients des problèmes sociaux : le « peuple » était pour eux une valeur essentielle, et ils ont cru longtemps que c'était une révolte populaire qui déclencherait le mouvement unitaire généralisé.

Quant à la bourgeoisie catholique, elle a une dimension proprement italienne. La Restauration, la culture romantique, le néoguelfisme de **Gioberti** avaient donné au Risorgimento une dimension moins anticléricale, et avaient avancé l'idée que la cause nationale était compatible avec une présence importante de l'Église et de la papauté. Mais surtout s'était développée l'idée d'un renouveau du laïc catholique qui, tout en restant soumis à la discipline ecclésiastique, pourrait avoir toute sa place dans le mouvement libéral national italien. **Manzoni** a une place essentielle dans cette évolution.

L'Italie restera attachée à la fois au principe cavourien de la séparation entre l'Église et l'État (« *une Église libre dans un État libre* ») et à la reconnaissance de l'importance de l'Église dans la vie privée des citoyens. **Cavour** recevant les sacrements sur son lit de mort reste un symbole, et les périodes d'anticléricisme décidé sont limitées à celles où la gauche gouverna le Royaume à partir de la chute de la droite en 1876 et où l'Église apparut comme l'ennemie de la civilisation, du progrès, de la science et de la cause nationale. Le développement de la franc-maçonnerie fut important après 1871 ; mais la démocratie chrétienne pointera bientôt son nez dans la vie politique italienne, d'autant plus que le peuple reste attaché à ses croyances chrétiennes et soumis à l'autorité de l'Église.

4) Dans tout cela, le **peuple** est sinon absent, du moins marginal et dépourvu de toute autorité, formant les soldats commandés par des officiers, bourgeois ou aristocrates. Il commencera à apparaître avec le développement du mouvement socialiste qui suscitera dans la bourgeoisie une « *terreur de la terreur* » et la poussera à se rapprocher des éléments les plus conservateurs ; les anciens mazziniens se diviseront entre les deux courants, socialiste et libéral. Dans l'unification italienne, le peuple est le plus souvent spectateur d'événements qui ne le concernent que de très loin ; « *la grande majorité de la population, plus de*

La protection et la bénédiction accordées par le Pape aux brigands après l'Unité.



90%,... se sent étrangère à nos institutions ; elle se voit sujette à l'État et contrainte à le servir par le sang et par l'argent ; mais elle ne se sent pas constituer une partie vivante et organique et elle ne porte aucun intérêt à son existence et à son évolution », écrivait le **baron Sydney Sonnino** (1847-1922) (61). La nouvelle classe dirigeante, cette bourgeoisie qui gère maintenant le jeune État italien, est une minorité ; les masses sont absentes du nouvel État. Elles étaient d'ailleurs considérées comme dangereuses et susceptibles d'être la cause de « violences » dont la Commune de Paris avait fait renaître la peur ; démocrates et libéraux sont d'accord sur ce point, tous étaient conservateurs dans la question sociale. Même la réforme de 1882 qui élargit le corps des électeurs reste très loin du suffrage universel. C'est pourquoi l'Italie pratiquera le « transformisme » plus que la « révolution ».

Mazzini écrivait : « *Les multitudes ne sont jamais doctrinaires, elles ne veulent pas connaître les époques de transition, elles ne veulent pas connaître les théories anglaises ou françaises, elles ne veulent pas connaître l'équilibre, le bilan, rien. Elles connaissent le bien-être et le mal-être - la liberté et l'esclavage - la misère et l'amélioration - voilà tout* » (62). Et l'unification italienne n'apporte rien de tout cela aux masses italiennes, avant tout paysannes, en ne réalisant aucune réforme agraire, en particulier dans le Midi où la bourgeoisie laissa subsister des rapports de type féodal, par souci de compromis et pour diverses raisons qui firent dire à **Gramsci** que l'Unité était une révolution bourgeoise inachevée. Les dix ans de pratique du « banditisme » par la paysannerie du Sud, appuyée par le pape, tendrait à lui donner raison. Il faudrait ajouter que l'Église a toujours combattu l'État italien quand elle l'estimait nécessaire.

5) « *RI-sorgimento* » impliquait une reprise des énergies de la nation après une période de décadence. Pour identifier cette **cause nationale**, il fallait les événements d'une histoire. **Galasso** les énumère : « *Une présumée civilisation indigène très ancienne dont les Grecs auraient été tributaires ; Rome républicaine, Rome impériale, Rome en tant que métropole chrétienne et catholique ; l'Italie des Communes libre, l'Italie de la Renaissance, l'Italie des lettres et des arts ou celle des sciences et des commerces ou celle des voyageurs et des découvertes géographiques ; l'Italie armée de Legnano et de Lépante ; l'Italie civilisatrice avec Rome impériale et missionnaire avec Rome catholique ; l'Italie patrie du droit avec Rome et la tradition canoniste de l'Église ; l'Italie gibeline et laïque avec Frédéric II, avec Dante et avec Machiavel et centre de libre pensée avec Giordano Bruno ; l'Italie traditionnellement unitaire ou fédérale, monarchique ou républicaine. Toutes ces faces de l'histoire italienne entrent de façon variée dans la sensibilité du Risorgimento et alimentent des positions politiques souvent opposées entre elles. Mais toutes ont en commun la conviction que l'italianité n'est pas un fait récent et que la nature italienne a derrière elle un long passé* » (63). Et, dans la première moitié du XIXe siècle, les Italiens étudièrent leur histoire, **Gioberti, Balbo, Mazzini, D'Azeglio, Pisacane, Cattaneo, Romagnosi** et d'autres. Mais il y eut surtout la langue commune et ses grands écrivains, et leurs appels à l'unité nationale, de **Dante** à **Alfieri** en passant par **Pétrarque** et **Machiavel**. Et puis il y eut, après la Révolution française et **Napoléon**, une nouvelle classe dirigeante, formée et soudée par sa presse et ses revues ; il y eut quelques héros, dont le mythe enflamma les foules européennes, comme **Garibaldi** ... Après cela, il fallut faire et cette nouvelle Italie et les Italiens. Mais c'est une autre histoire.

D'où vient le nom de l'Italie ?

Les explications des origines sont très diverses.

Le nom de l'Italie apparaît d'abord chez les Grecs. **Antioche de Syracuse**, un historien grec du Ve siècle av. J.C., expliquait le nom par celui d'un mytique **Italos**, fils de **Télégonos**, fils d'**Ulysse** et de **Circé**, et de **Pénélope**, la veuve d'Ulysse, tué par Télégonos ; devenu roi d'un peuple d'agriculteurs, les Oenotres, qui vivaient au sud des golfes de Lamezia et de Squillace, ce roi dominait aussi les Choni ; un de ses successeurs, **Morgete**, avait porté ses domaines jusqu'à Tarente. Son peuple se serait alors appelé les « *Italiotes* ». Le nom d'Italie vient donc des populations indigènes qui habitaient le sud de la Campanie, la Basilicate et la Calabre.

Une autre explication grecque du Ve siècle av. J.C. attribuait le nom à la zone du détroit de Messine, par un mot samnite qui aurait indiqué le veau, **Viteliù**, et dont le « v » serait tombé. L'Italie serait donc la terre du veau, un pays de bergers et non d'agriculteurs. L'origine est donc de toute façon méridionale, avant de s'étendre à tout le pays, incluant la Iapygie (Pouilles), puis la Campanie. **Hérodote** et **Thucydide** évoquent à plusieurs reprises l'Italie comme territoire voisin conquis par les Grecs.

Une autre légende rattache le nom à **Héraclès** : il avait volé les boeufs de Géryon, et l'un d'eux s'échappa en Sicile. Héraclès l'y retrouva et donna au pays le nom d'Italia, de « *Italos* » qui, en dialecte grec local, signifiait le « taureau ».

Le philosophe grec Théophraste (372 – 288 av.J.C.) évoque aussi l'Italie.

Une autre étymologie est donnée : le nom viendrait d'un mot grec « *Aithalia* », dont le début « *Aith* » se référerait au feu, d'où le nom de **l'Etna** (« *Aithna* »). Le grec « *aithô* » signifiait brûler », et les Grecs voyaient le soleil couchant brûler à l'ouest, c'est-à-dire en direction de l'Italie. L'île d'Elba aurait aussi été dite « *Aethalia* » = flamboyante.



La plus ancienne inscription du nom « *Italia* » a été trouvée à Corfinio, dans les Abruzzes, qui fut choisie comme capitale des Italiques, au Ier siècle av.J.C., lorsqu'ils formèrent la **Ligue Italiique** entre tous les peuples hostiles aux Romains, lors de la guerre sociale (91-88 av. J.C.). Depuis 1989, le second dimanche d'août, se déroule à Corfinio le *Cortège Historique des Peuples Italiiques*, qui défile le long des rues du village, pour rappeler la lutte contre l'ancienne Rome. La médaille ci-dessus représente au verso le titre propitiatoire pour l'alliance entre les peuples italiques. L'héritage du terme grec « *Italia* » est donc passé à ce moment-là aux Samnites qui ont dorénavant occupé tout le centre de l'Italie et combattu Rome. Le terme est donc destiné à distinguer les populations grecques, qui ont occupé autrefois l'Italie, des populations samnites qui les ont supplantées, avant d'être intégrées dans l'Empire romain. Le terme d'Italie passe alors à Rome, puis à tout le territoire italien.

Retenons que le nom d'« *Italia* » est grec ou de toutes façons méridional, et a quelque rapport avec le taureau et le volcan !

Carlo Bossoli, *La bataille de Solferino, 24 juin 1859* (Museo Nazionale del Risorgimento Italiano di Torino).



Bibliographie

On peut se reporter à *Google*, en particulier pour obtenir plus de détails sur tous les personnages évoqués.

Pour d'autres références, se reporter aux ouvrages cités dans les notes qui comportent beaucoup d'indications bibliographiques.

AA.VV. *Storia d'Italia*, Giulio Einaudi, 6 vol. 1972.

Nombreuses photographies.

Ruggero Romano et AA.VV., *Storia d'Italia*, Gruppo Editoriale Fabbri, Bompiani, Sonzogno, 10 vol. Milano 1989,

AA.VV. *Storia degli Italiani*, Fratelli Fabbri Editori, 1974

Alessandro Barbero, *Storia del Piemonte, dalla preistoria alla globalizzazione*, Einaudi, 2008, 528 pages

Catherine Brice, *Histoire de l'Italie*, Collection Tempus, Perrin, 2003, 490 pages.

Antonio Gramsci, *Il Risorgimento*, Einaudi, 1953, 236 pages. Pour l'édition de V Gerratana, voir le tome 4 qui indique le rapport entre les deux éditions.

Antonella Grignola et Paolo Ceccola, *Garibaldi, una vita per la libertà*, Giunti, 2005, 128 pages, photographies

Paul Guichonnet, *Histoire de l'annexion de la Savoie à la France. 1860 et nous*, La Fontaine de Siloe, Montmélian 2003, 352 pages.

« *L'unité italienne*, Paris Puf-Que sais-je ? 1996



Miriam Mafai, *Roma cento anni fa*, presentazione di Amerigo Terenzi, Paese Sera, 1973, 222 pages, nombreuses photographies.

Marx Karl et Engels F., *Sul Risorgimento italiano*, Rome 1959, 483 pages

Gianni Oliva, *I Savoia, novecento anni di una dinastia*, Mondadori, 1998, 526 pages

Rome, Castel Sant'Angelo, Civica Raccolta Stampe Bertarelli di Milano

Pietro Scoppola, *Chiesa e Stato nella storia d'Italia. Storia documentaria dall'Unità alla Repubblica*, Editori Laterza, Bari 1967, 862 pages.

« *Beaucoup d'années sont passées, pleines de guerres et de ce qu'on a l'habitude d'appeler l'histoire. Poussé de-ci de-là à l'aventure, je n'ai pu jusqu'alors tenir la promesse faite, en les quittant, à mes paysans, de revenir parmi eux et je ne sais vraiment pas si et quand je pourrai jamais la tenir. Mais, fermé dans une pièce, et dans un monde clos, il m'est agréable de revenir par la mémoire à cet autre monde, serré dans la douleur et dans les usages, nié à l'histoire et à l'État, éternellement patient ; à cette terre qui fut la mienne, sans réconfort ni douceur, où le paysan vit, dans la misère et l'éloignement, sa civilisation immobile, sur un sol aride, en présence de la mort.*

Nous ne sommes pas des chrétiens, – disent-ils – le Christ s'est arrêté à Eboli –. Chrétien veut dire, dans leur langage, homme : et la phrase proverbiale que j'ai entendu tant de fois répéter, n'est peut-être rien de plus dans leurs bouches que l'expression d'un inconsolable complexe d'infériorité. Nous ne sommes pas des chrétiens, nous ne sommes pas des hommes, nous ne sommes pas considérés comme des hommes, mais des bêtes, des bêtes de somme et encore moins que les bêtes, des animaux domestiques, de petits animaux domestiques, qui vivent leur libre vie diabolique ou angélique, parce que nous devons au contraire subir le monde des chrétiens, qui sont au-delà de l'horizon, et en supporter le poids et la confrontation. Mais la phrase a un sens beaucoup plus profond qui, comme toujours, dans les modes symboliques, est le sens littéral. Le Christ s'est vraiment arrêté à Eboli, où la route et le train abandonnent la côte de Salerne et la mer, et pénètrent dans les terres désolées de Lucanie. Le Christ n'est jamais arrivé ici, et n'y est arrivé ni le temps, ni l'âme individuelle, ni l'espérance, ni le lien entre les causes et les effets, la raison et l'histoire. Le Christ n'est pas arrivé, comme n'étaient pas arrivés les Romains, qui tenaient les grandes routes et n'entraient pas dans les montagnes et les forêts, ni les Grecs, qui fleurissaient sur la mer de Métaponte et de Sybaris : aucun des hommes hardis d'Occident n'a apporté ici-bas son sens du temps qui avance, ni sa théocratie d'État, ni son éternelle activité qui pousse sur elle-même. Personne n'a touché cette terre, sinon comme un conquérant ou un ennemi ou un visiteur incompréhensif. Les saisons courent sur la peine paysanne, aujourd'hui comme trois mille ans avant Jésus-Christ : aucun message humain ou divin ne s'est adressé à cette pauvreté réfractaire. Nous parlons un langage différent : notre langue est ici incompréhensible. Les grands voyageurs ne sont pas allés au-delà des frontières de notre monde ; et ils ont parcouru les sentiers de leur âme et ceux du bien et du mal, de la moralité et de la rédemption. Le Christ est descendu dans l'enfer souterrain du moralisme hébraïque pour en briser les portes dans le temps et les sceller dans l'éternité. Mais dans cette terre obscure, sans péché et sans rédemption, où le mal n'est pas moral, mais est une douleur terrestre, qui est pour toujours dans les choses, le Christ n'est pas descendu. Le Christ s'est arrêté à Eboli. »

Carlo Levi, *Cristo si è fermato a Eboli*, Einaudi, 1945, pp. 3-4.

Table des matières

Unité italienne d'hier et unité européenne d'aujourd'hui

1. La diversité originelle de la population italienne
 2. La première unification de l'Italie par l'Empire romain
 3. Des invasions barbares aux Carolingiens
 4. De Charlemagne à Napoléon, dix siècles de division
- Quelques structures de base de l'Italie héritées de cette époque
- Deux Italies, Nord et sud ...
- ... mais beaucoup d'Italie différentes
5. La seconde « unification » réalisée par Napoléon
- Décadence ... mais début d'une renaissance
- La conquête napoléonienne
- 1) La première campagne d'Italie
 - 2) La seconde campagne d'Italie
- Le triennat jacobin et l'influence de la Révolution française
- Le Congrès de Vienne
6. La Restauration et le début du « Risorgimento »
- Les oppositions, les révolutions de 1820 et 1831 et la répression autrichienne
7. La diplomatie piémontaise après 1831 et la première

intervention militaire (1848-49)

Giuseppe Mazzini : un nouveau courant révolutionnaire
et républicain

Le retour de l'Italie dans la littérature européenne

La transformation du Piémont : de la réaction de 1815
au libéralisme modéré

Le développement du courant « néoguelfe »

La première intervention militaire piémontaise contre
l'Autriche. Le « Statut » et la première guerre
d'indépendance

La première phase de la guerre

La seconde phase de la guerre

8. Vers l'Unité et l'Indépendance en 1861

La guerre de Crimée et l'entrevue de Plombières

La seconde guerre d'indépendance (1859-1860)

La conquête de Venise et de Rome (1866 et 1870). Rome capitale

Le règlement de la question romaine. Prise de Rome le XX septembre 1870

10. Conclusion : et après 1870 ?

- 1) Une nouvelle classe de dirigeante
- 2) Un État structuré
- 3) Les divisions
- 4) Le peuple
- 5) La cause nationale

D'où vient le nom de l'Italie ?

Bibliographie

Carlo Levi, *Le Christ s'est arrêté à Eboli*, ibid.

NOTES



Paysans romains, Illustrazione Italiana, 1894.

NOTES :

(1) Sur les peuples gaulois, voir par exemple sur Internet : encyclopédie.arbre-celtique.com et tapez le nom de chaque peuple.

(2) Voir sur l'histoire ancienne du Latium : *Storia d'Italia*, Bompiani, op. cit. n° 40, pp. 73-96. La carte est à la page 75. Pour les premiers peuples occupant l'Italie, voir cette *Storia d'Italia*, Vol. I, pp. 97-240.

(3) Jacques Gaillard, *Rome, le temps, les choses*, Babel, Actes Sud, 1995, p. 32.

(4) Ernest Barker, *Le concept d'Empire*, in : Moses I. Finley et Cyril Bailey, *L'héritage de la Grèce et de Rome*, Robert Laffont, Bouquins, 1992, p. 510.

(5) Ibid, pp. 518-19.

(6) Voir sur ce point le chapitre de G. H. Stevenson sur *Communication et commerce*, in *L'héritage de la Grèce et de Rome*, op. cit. pp. 563-586. La carte de la page précédente est tirée de G. Hacquard, J. Dautry et O. Maisani, *Guide romain antique*, Hachette, 1952, p. 99.

- (7) Voir par exemple Henriette Walter, *L'aventure des langues en Occident, leur origine, leur histoire, leur géographie*, Robert Laffont, 1994, pp. 103-128. Sur les langues qui précèdent le latin, voir *Storia d'Italia*, Bompiani, op. cit. Vol. I, pp. 241-264. La carte ci-dessus des langues préromaines en est extraite, p. 257.
- (8) Voir sur ce point l'ouvrage très informé et plein d'humour de Jacques Gaillard et Anne Debarède, *Urbi, orbi, etc, le latin est partout*, Plon, 2000, et *L'héritage de la Grèce et de Rome*, op. cit. pp. 724-746.
- (9) Elio Lo Cascio, *Storia d'Italia*, op. cit. Vol. II, p. 103.
- (10) Henry Bradley, *La langue*, in *L'héritage de la Grèce et de Rome*, op. cit., p. 724.
- (11) *Storia d'Italia*, Bompiani, op. cit. Vol. II, p. 338.
- (12) *Storia d'Italia*, Bompiani, op. cit. Vol III, p. 26.
- (13) « Arien » : l'arianisme a été l'« hérésie » du prêtre Arius (256-336), de Lybie, théologien et ascète, qui professait qu'il n'y a pas égalité entre le Père et le Fils dans la Trinité, car le Fils a été « créé à partir de rien ». Il est « dieu », mais de nature inférieure au Père, et sa perfection est donc à la portée des hommes. Une longue querelle eut alors lieu sur les rapports entre le Père et le Fils dans la Trinité, et elle avait ses conséquences politiques sur les rapports entre le pape et l'empereur, comme on le voit dans le texte. Il n'y a pas alors d'autorité pontificale supérieure aux évêques. L'empereur Constantin convoque donc un Concile « œcuménique » (le premier) à Nicée en 325 ; celui-ci excommunie Arius et Eusèbe de Césarée, et affirme que le Fils est « consubstantiel » au Père. Les Chrétiens d'aujourd'hui ne savent généralement pas ce qu'implique le « credo » qu'ils récitent régulièrement à la messe catholique... même si le « engendré non créé, consubstantiel au Père » ne figure plus dans le credo actuellement récité.
- (14) Voir le livre récent de Paul Veyne, *Quand notre monde est devenu chrétien (312-394)*, Albin Michel, Bibliothèque Idées, 2007, 322 p.
- (15) « **Un faux historique : la donation de Constantin** » : la « donation de Constantin » est peut-être le faux le plus célèbre de l'histoire. Il se fonde sur une légende déjà répandue à Rome au Ve siècle, relative à Saint Sylvestre I, qui fut pape de 314 à 335, au temps de Constantin. L'empereur, comme on le sait, publia en 313 le fameux Édît de Milan, qui reconnaît officiellement le christianisme. Selon la légende, l'empereur Constantin aurait décidé d'une persécution contre les Chrétiens : alors Sylvestre se serait réfugié dans une grotte du mont Soratte. Mais l'empereur (ainsi continue la légende) tomba malade de lèpre, et suite à une vision il fit venir à lui le pape, qui lui donna le baptême et en même temps le guérit. Constantin, reconnaissant, aurait gratifié le pape de nombreuses facultés et privilèges, et en plus lui aurait fait don « de la ville de Rome et de toutes les provinces d'Italie » et de l'Occident ; il lui aurait donné primauté sur les églises d'Orient. Ce faux fut probablement fabriqué à Rome au VIIIe siècle, quand le pape Étienne II, pour défendre l'Église et la papauté des Longobards du roi Astolphe, s'accorda avec Pépin, qu'il avait lui-même couronné roi des Francs. Pépin lui promit qu'il combattrait les Longobards, et qu'en cas de victoire il ferait don au pape d'une grande partie de l'Italie péninsulaire. La promesse ne fut tenue que pour une petite part ; toutefois le faux visait à « créer un précédent », c'est-à-dire un titre de légitimité pour les revendications du pape. La fausseté de la « donation de Constantin » fut démontrée par la suite par l'humaniste Lorenzo Valla, en 1440, avec son livre *De falsa et ementita donatione Constantini* » (*Storia degli italiani*, op. cit. n° 9, p.162) » (Texte inséré dans notre *Brève Histoire de Milan*). C'est seulement le philosophe et humaniste florentin Lorenzo Valla (1407-1447) qui montra en 1440 que ce texte était un énorme faux historique.
- (16) *Storia d'Italia*, Bompiani, op. cit. vol. III, p. 194 (Mario Sanfilippo, *il Comune come modello economico e politico*). De « contado » vient le mot italien « *contadino* » = le paysan.
- (17) Voir pour ces évolutions de la Commune à la Seigneurie nos dossiers *Brève Histoire de Milan, Turin, Petite histoire du Piémont et Florence*.
- (18) Umberto Eco, *L'État de la culture*, in : *L'Italie d'aujourd'hui, aspects de la création italienne de 1970 à 1985*, Catalogue de l'exposition du Centre National d'Art Contemporain, Nice, 1985, p. 14.
- (19) Ibid. p. 21.
- (20) Fernand Braudel, *Le modèle italien*, Arthaud, 1989, p. 227. Un ouvrage essentiel.
- (21) Ruggiero Romano, in : *Storia d'Italia*, Bompiani, Vol. VII, n°138, p. 5.
- (22) Charles Mercier Dupaty, *Lettres sur l'Italie (1785)*, sélection présentée par Hugo Lacroix, Nicolas Chaudun, 2010, p. 67.
- (23) Ruggiero Romano, Ibid. pp. 6-7.
- (24) Benedetto Croce, *Storia dell'età barocca in Italia, Pensiero, poesia e letteratura*, Bari, 1929, p. 51. texte traduit : *Histoire de l'Italie à l'âge baroque*, extraits dans G.A. Tiberghien, *Essais d'esthétique*, Paris, Galliard, coll. « Tel », 1991.
- (25) On peut lire en texte bilingue son traité *Des délits et des peines*, traduction et notes de Philippe Audegean, Lyon ENS Éditions, 2009.
- (26) Stendhal, *La Chartreuse de Parme*, Hazan, 1948, Chapitre premier, Milan en 1796, pp. 23-4.

- (27) Giovanni Gambini, *Mémoires*, citées par Anna Maria Rao, *Storia d'Italia*, Bompiani, op. cit. VII, n°144, p. 121. Gambini était enseignant de droit romain à l'Université de Catania.
- (28) Anna Maria Rao, *Storia d'Italia*, Bompiani, op. cit., Vol. VII, p. 126.
- (29) F. Venturi, *L'Italia fuori d'Italia*, in *Storia d'Italia*, Vol. III, p. 1135, Einaudi, Torino, 1973.
- (30) On peut lire le grand roman d'Alexandre Dumas, *La San Felice*, Quarto Gallimard, 1996, 1708 pages (1863-4), et l'ouvrage de Raffaele La Capria, *L'armonia perduta*, Mondadori, 1986, qui met l'échec de la révolution de 1799 au coeur de l'évolution postérieure du peuple napolitain et de la « *napoletanità* ».
- (31) Catherine Brice, *Histoire de l'Italie*, Perrin, 490 pages, p.292. On peut voir sur la réalité de Rome avant 1870 le livre de Miriam Mafai, *Roma cento anni fa*, Paese Sera, 1973 ; Sergio Cartocci et Glauco Carrocci, *Roma di ieri*, Plurigraf, Tempo/arte, 1982, 128 pages de reproductions de tableaux d'époque.
- (32) Aldo A. Mola, *Le Piémont, un État autocratique*, in : *Storia d'Italia*, Bompiani, op. cit. Vol. VIII, p. 51.
- (33) Sur la « Carboneria », voir l'ouvrage (a cura di) Giampietro Berti e Franco della Peruta, *La nascita della nazione, La Carboneria, Intrecci veneti, nazionali e internazionali*, Minelliana, Rovigo, 2004, 456 pages, doté d'une abondante bibliographie.
- (34) Marc-Monnier, *L'Italie est-elle la terre des morts ?*, Paris Hachette, 1860, 434 pages, p. 3. Marc-Monnier (1829-1885) est né à Florence de père français et de mère genevoise, fait ses études à Naples, Paris, Genève et Heidelberg. Outre des romans et des pièces de théâtre, il écrit plusieurs essais sur l'histoire de l'Italie.
- (35) *Storia d'Italia*, Bompiani, op. cit. Vol. VIII, p. 100 : Aldo A. Mola, *L'Italia : un caso europeo*.
- (36) Sur la naissance de l'opéra, voir notre livre : Jean Guichard, *La chanson dans la culture italienne, Des origines populaires aux débuts du rock*, Champion, 1999, pp. 123-151.
- (37) Aldo A Mola, *Garibaldi vivo : antologia degli scritti con documenti inediti*, Milano, 1982, pp. 197-99.
- (38) Cf. *Storia degli Italiani*, Fabbri, op. cit. p. 1279.
- (39) On peut consulter l'opuscule de d'Azeglio sur Google en tapant « Degli ultimi casi di Romagna ». « *Nous n'avons connu rien d'autre jusqu'alors que des sociétés secrètes, des trames et des conjurations qui finissaient dans une révolte partielle, dans un assaut de quelques hommes en armes. L'entreprise ayant fait faillite, comme elle devait faire faillite, qui s'exile, qui est pris, qui se cache, et tout est tranquille pendant quelques temps, et puis à nouveau les mêmes moyens, les mêmes épreuves, la même fin. est-il possible qu'à une nation d'un talent si ouvert comme la nôtre, ne vienne pas à l'esprit que cette voie n'est pas bonne, et qu'une autre peut être meilleure* » (pp. 94-5).
- (40) « *Personne d'entre vous n'ignore, Vénérables Frères, dans notre époque déplorable, cette guerre si terrible et si acharnée qu'a machinée contre l'édifice de la foi catholique cette race d'hommes qui unis entre eux par une criminelle association, ne pouvant supporter la saine doctrine, fermant l'oreille à la vérité, ne craignent pas du sein des ténèbres, où elles étaient ensevelies, les opinions les plus monstrueuses, qu'ils entassent d'abord de toutes leurs forces, qu'ils étalent ensuite et répandent dans tous les esprits à la faveur de la plus funeste publicité. Notre âme est saisie d'horreur, et Notre coeur succombe de douleur, lorsque Nous nous rappelons seulement à la pensée toutes ces monstruosité d'erreurs, toute la variété de ces innombrables moyens de procurer le mal; toutes ces embûches et ces machinations par lesquelles ces esprits ennemis de la lumière se montrent artistes si habiles à étouffer dans toutes les âmes le saint amour de la piété, de la justice et de l'honnêteté; comment ils parviennent si promptement à corrompre les moeurs, à confondre ou à effacer les droits divins et humains, à saper les bases de la société civile, à les ébranler, et, s'ils pouvaient arriver jusque là, à les détruire de fond en comble.*» (Pie IX, Encyclique *Qui Pluribus*, 9 novembre 1846).
- (41) Il faut insister sur le mot de « carrière », en se référant à cette remarque de Gramsci : « *Il est indéniable que la religiosité des Italiens est très superficielle, comme il est indéniable qu'elle a un caractère strictement politique, d'hégémonie internationale. À cette forme de religiosité est lié le Primat de Gioberti qui, à son tour, contribua à renforcer et à systématiser ce qui existait déjà avant à l'état diffus. Il ne faut pas oublier qu'à partir du XVIe siècle l'Italie a contribué à l'histoire mondiale, surtout parce que siège de la papauté, et que le catholicisme italien était ressenti comme un succédané non seulement de l'esprit de nationalité et d'État, mais précisément comme une fonction hégémonique mondiale, c'est-à-dire comme esprit impérialiste* » (*Il Risorgimento*, Einaudi, 1953, p. 12, et *Quaderni del carcere*, éd Gerratana, 1977, Vol. III, p. 1912. Daté de 1933-1935).
- (42) Voir le texte « *Del Primato morale e civile degli Italiani* », UTET, Torino, 1948, 3 volumes, 292 p., 302 p. et 308 p., et en particulier la « *Scusa dell'autore* » qui suit la dédicace à Silvio Pellico et qui constitue un résumé de sa philosophie, vol. I, pp. 9-28. Le commentaire de Francesco De Sanctis se trouve dans *La scuola cattolico-liberale e il romanticismo a Napoli*, Einaudi, 1953, pp. 275-290.
- (43) Gramsci, *Il Risorgimento*, op. cit. pp. 104-105 (Ed. Gerratana, *Quaderno 19*, Vol III, pp. 2046-47. Date : 1934-35). Gioberti revint souvent sur l'idée du primat de l'Italie, par exemple dans son ouvrage *Del Buono*, Bruxelles, 1843, pp. 360 sq : « *L'Italie est la nation sacerdotale dans le grand corps des peuples rachetés* :

elle est la tête de la Chrétienté, comme les autres peuples devraient en être le bras, et ils le furent dans la longue guerre menée par la civilisation naissante contre le fer des Sarrasins. Et les habitants de la péninsule ne communiquèrent pas seulement les dons divins, mais aussi tous les autres biens civils et humains, et toutes les grandes intelligences européennes qui illustrèrent leur patrie par quelque genre de splendeur, s'embrasèrent à la vive flamme du génie italique ». Et il rappelle la louange que faisait Pline de l'Italie, mise en exergue du *Primato*.

(44) Gramsci, *Il Risorgimento*, op. cit. p. 145 (Ed. Gerratana, *Quaderni*, op. cit. p. 1914. Date : 1933-35).

(45) On peut en trouver le texte dans : Pietro Scoppola (a cura di), *Chiesa e Stato nella storia d'Italia, storia documentaria dall'Unità alla Repubblica*, Laterza, Bari 1967, 862 pages, pages 409-410.

(46) F. De Sanctis, *La scuola cattolico-liberale*, op. cit. p. 294.

(47) Piero Pieri, *Storia militare del Risorgimento*, Torino, Einaudi, 1967, p. 237.

(48) Carlo Cattaneo, cité dans *Storia d'Italia*, Bompiani, op. cit, Vol. VIII, p. 267.

(49) Voir le texte complet sur : http://www.classicitaliani.it/statuti800/Statuto_Torino.htm.

(50) Cité par *Storia degli Italiani*, Fabbri, op. cit. n° 68, p. 1337.

(51) Ibid.

(52) On lit avec intérêt sur cette première guerre d'indépendance les souvenirs d'un soldat savoyard de l'armée piémontaise, le lieutenant-colonel Joseph Perret, dans : Société Savoisiennne d'Histoire et d'Archéologie, *Écrits de soldats savoyards 1848-1860 entre Risorgimento et Annexion*, L'histoire en Savoie, n° 14-2007, pp. 11-80. Le roman de Jean Giono, *Le bonheur fou*, Gallimard, 1957, raconte les aventures d'Angelo Pardi, le héros du *Hussard sur le toit*, pendant la révolution italienne de 1848, à partir du mois de mars.

(53) On pourra voir le catalogue de l'exposition « Voir l'Italie et mourir » (7 avril-19 juillet 2009) publié par Skira/Flammarion, 384 pages, qui comporte des documents photographiques importants sur la situation de la paysannerie au XIXe siècle, sur le Risorgimento, sur l'Italie de cette époque.

(54) « Victor Emmanuel n'était certainement pas cet esprit libéral qu'une tradition historico-politique bien intentionnée mais équivoque a voulu représenter. Fils d'une archiduchesse de la maison des Habsbourg et mari d'une autre archiduchesse autrichienne, il avait reçu une éducation militaire et cléricale qui avait développé en lui l'inclinaison pour le monde sinon de l'Ancien Régime, mais du conservatisme monarchique du début du XIXe siècle. Le roi Victor Emmanuel était, outre un homme décidé, ... un esprit réaliste doté d'un notable sens pratique. Il avait hérité de son père et de ses ancêtres ... l'ambition de mener une politique d'agrandissement de son royaume et de sa dynastie. Et il avait compris lui aussi que, sauf le danger de mettre son royaume entre les mains des démocrates, pour faire une grande politique en ce moment, c'est-à-dire au milieu du XIXe siècle, il devait devenir le guide du mouvement national. Il avait compris en outre, bien mieux que son père, que cette cause nationale était étroitement liée à la cause libérale, c'est-à-dire à une forme de gouvernement constitutionnel représentatif, tel qu'il avait été concédé aux Piémontais par le réticent Charles-Albert en mars 1848 par le Statut » (*Storia degli Italiani*, Fabbri, op. cit., p. 1397).

(55) Cité dans *Storia degli Italiani*, Fabbri, op. cit. p. 1717. John M. Keynes (1883-1946), théoricien de l'économie.

(56) L'entreprise de Pisacane fut chantée dans la poésie de **Luigi Mercantini**, *La Spigolatrice di Sapri* » (fin 1857) : « *Eran trecento, eran giovani e forti, e sono morti ...* ». Luigi Mercantini (1821-1872) est aussi l'auteur de *Inno di Garibaldi*, dont l'écriture lui fut demandée par Garibaldi lui-même en décembre 1860. Voir les textes dans *Antologia della Poesia Italiana, 4, Ottocento*, La Biblioteca di Repubblica, 2004, pp. 670-3 et 740. On pourra voir aussi, bien qu'il n'évoque pas directement Pisacane, le film des frères Taviani, *Allonsanfàn*, de 1974, joué par Mastroianni et Lea Massari, sur les insurrections du Risorgimento dans le Sud de l'Italie.

(57) C'est le chœur de la scène VII de l'Acte II où le chef gaulois Oroveso appelle à la révolte contre l'occupant romain : « *Guerra ! Guerra ! Le galliche selve / quante han quercie producon guerrieri ; / qual sul gregge fameliche belve, / sui Romani van essi a cader !* » (Guerre ! Guerre ! Les forêts de Gaule produisent autant de guerriers qu'elles ont de chênes. Comme des fauves faméliques sur le troupeau, ils vont tomber sur les Romains »).

(58) *Storia degli Italiani*, Fabbri, op. cit. p. 1583.

(59) « L'esclavage, en lui-même, est dans sa nature essentielle pas du tout contraire au droit naturel et divin, et il peut y avoir plusieurs raisons justes d'esclavage, et celles-ci se réfèrent à des théologiens approuvés. Il n'est pas contraire au droit naturel et divin pour un esclave, qu'il soit vendu, acheté, échangé ou donné. »

(60) Voir sur tous ces points : *Storia d'Italia, Vol. I Les caractères originaux*, Giuseppe Galasso, *Le forme del potere, classi e gerarchie sociali, IV et V*, pp. 509-602, Einaudi, 1972, et *Storia d'Italia*, Bompiani, op. cit., Vol. VIII, pp. 193-216, Enrico Jachello, *Una volontà borghese*.

- (61) Cité par *Storia d'Italia* Einaudi, op.cit. Vol. I, p. 554.
- (62) G. Mazzini, *Scritti editi e inediti. Epistolario. Appendice I*, Imola, 1938, p. 139 (cité par Alfio Signorelli, *Da « espressione geografica » a nazione*, *Storia d'Italia*, Bompiani, op.cit. Vol.VIII, p. 43.
- (63) G. Galasso, *Potere e istituzioni in Italia. Dalla caduta dell'impero romano a oggi*. Torino, 1974, p. 174.

« La nouvelle Divinité de l'Olympe
ministérielle »-Caricatura *Il Fischietto*, 17-10-
1850

